|  |  |
| --- | --- |
| REPUBLIQUE DU CAMEROUN  Paix – Travail – Patrie  -----------------  Société Camerounaise des Dépôts Pétroliers | REPUBLIC OF CAMEROON  Peace – Work – Fatherland  --------------------  Cameroon Petroleum Depot Company |

**SOCIETE CAMEROUNAISE DES DEPOTS PETROLIERS**

**(SCDP)**

**………………………………….…..**

**COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES**

**(CIPM)**

**Service émetteur : Sous Direction de la Maintenance Industrielle et du Magasin**

|  |
| --- |
| **DOSSIER D’APPEL D’OFFRES NATIONAL OUVERT N°\_\_\_\_\_\_\_/AONO/DG/DTEC/SDMIM/SMI/CIPM-SCDP/2020 DU \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ RELATIF AUX** **TRAVAUX DE REVAMPING (INSTALLATION DES ELECTROPOMPES GPL, MODIFICATION DE LA TUYAUTERIE GPL, INSTALLATION DES BRAS DE CHARGEMENT AU PCCC ET MODIFICATION DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES) DU CENTRE EMPLISSEUR GAZ DE BONABERI A DOUALA** |

**FINANCEMENT : BUDGET D’INVESTISSEMENT SCDP 2020**

**IMPUTATION : LIGNES BUDGETAIRES O08P1 ET G**

|  |
| --- |
| **EXERCICE 2020** |

**SOMMAIRE**

[Pièce N°1 : Avis d'Appel d'Offres (AAO) 3](#_Toc4261037)

[Pièce N°2 : Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO) 12](#_Toc4261038)

[Pièce N°3 : Règlement Particulier de l’Appel d’Offres (RPAO) 32](#_Toc4261039)

[Pièce N°4 : Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) 43](#_Toc4261040)

[Pièce N°5 : Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) 59](#_Toc4261041)

[Pièce N°6 : Cadre du bordereau des prix unitaires **Erreur ! Signet non défini.**](#_Toc4261042)

[Pièce N°7 : Cadre du détail quantitatif et estimatif **Erreur ! Signet non défini.**](#_Toc4261043)

[Pièce N°8 : Cadre du sous-détail des prix 108](#_Toc4261044)

[Pièce N°9 : Modèle de marché 111](#_Toc4261045)

[Pièce N°10 : Modèles de documents à utiliser par les Soumissionnaires 116](#_Toc4261046)

[Pièce N°11: Justificatifs des études préalables 124](#_Toc4261047)

[Pièce N°12 : Liste des établissements bancaires et organismes financiers autorisés à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics 125](#_Toc4261048)

Pièce N°1 :  
Avis d'Appel d'Offres (AAO)

**AVIS D’APPEL D’OFFRES NATIONAL OUVERT N°0\_/AONO/DG/DTEC/SDMIM/SMI/CIPM-SCDP/2020 DU\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ RELATIF AUX TRAVAUX DE REVAMPING (INSTALLATION DES ELECTROPOMPES GPL, MODIFICATION DE LA TUYAUTERIE GPL, INSTALLATION DES BRAS DE CHARGEMENT AU PCCC ET MODIFICATION DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES) DU CENTRE EMPLISSEUR GAZ DE BONABERI A DOUALA.**

**Financement : BUDGET D’INVESTISSEMENT SCDP 2020**

1. **Objet de l’Appel d’Offres**

Le Directeur Général de la Société Camerounaise des Dépôts Pétroliers (SCDP) lance, pour le compte de cet organisme, un Appel d’Offres National Ouvert relatif aux travaux de revamping (installation des électropompes GPL, modification de la tuyauterie GPL, installation des bras de chargement au PCCC et modification des installations électriques) du centre emplisseur gaz de Bonaberi à Douala.

1. **Consistance des travaux**

Les travaux à exécuter dans le cadre du présent Appel d’Offres comprennent les tâches décrites conformément au Cahier de Clauses Techniques Particulières(CCTP) ci-joint .

1. **Délais d’exécution**

Le délai maximum prévu par le Maître d’Ouvrage pour la réalisation des travaux  est de **cent vingt (120) jours**.

1. **Allotissement**

Les travaux sont constitués d’un (01) seul lot.

1. **Coût prévisionnel**

Le coût prévisionnel de l’opération à l’issue des études préalables est de **quatre cent dix sept millions trois cent soixante quinze mille francs CFA Toutes Taxes Comprises (417 375 000 FCFA TTC).**

1. **Participation et origine**

La participation au présent Appel d’Offres est ouverte à toutes les entreprises citoyennes de droit camerounais installées au Cameroun, justifiant des compétences dans les domaines relatifs à l’objet.

1. **Financement**

Les prestations objet du présent Appel d’Offres sont financées par le budget d’investissement de la SCDP de l’exercice 2020 sur la ligne d’imputation budgétaire **O08P1** .

1. **Cautionnement provisoire**

Sous peine de rejet, chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre ou un établissement financier agréés par le Ministère en charge des finances et dont la liste figure dans la pièce 12 du DAO, et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres, d’un montant de **huit millions trois cent mille francs(8 300 000 F) CFA**

Elle devra comporter une mention manuscrite engageant solidairement ledit établissement conformément à l’article 14 de l’acte uniforme OHADA révisé portant organisation des sûretés.

S’agissant des PME à capitaux et dirigeants nationaux, la caution de soumission peut être remplacée par une hypothèque légale.

1. **Consultation du Dossier d'Appel d'Offres**

Le Dossier d’Appel d’Offres peut être consulté aux heures ouvrables dans les bureaux de la Cellule des Marchés (sise au-dessus du Club House de la SCDP, Tel : (+ 237) 233 40 54 45 /Poste 12060 ou (+ 237) 650 21 02 64 , dès publication du présent avis.

1. **Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres**

Le Dossier d’Appel d’Offres peut être obtenu auprès de la Direction Générale de la SCDP/Cellule des Marchés (sise au-dessus du Club House B.P : 2271 Tél (+237) 233 40 54 45 , Poste 12060 ou 650 21 02 64/ Fax (237) 233 40 47 96 ), dès publication du présent Avis, contre présentation d’un reçu de versement d’une somme non remboursable **de cent cinquante mille francs ( 150 000** F) CFA payable dans le compte **N°33598800001-89** intitulé “Compte Spécial CAS-ARMP’’ ouvert dans les Agences BICEC des chefs-lieux de Régions et des villes de Limbe et Dschang..

1. **Remise des offres**

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme tels et conformes aux prescriptions du Dossier d’Appel d’Offres devra être déposée sous pli fermé ne comportant aucune indication sur l’identité du soumissionnaire contre décharge au plus tard le \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ à 09h00min, heure locale à la Cellule des Marchés au Siège de la SCDP (sise au-dessus du Club House de la SCDP) B.P 2271 Tél (+237) 233 40 54 45, Poste 12060 ou (+237) 650 21 02 64/ Fax(237) 233 40 47 96 avec la mention:

**«AVIS D’APPEL D’OFFRES NATIONAL OUVERT N°\_/AONO/DG/DTEC/SDMIM/SMI/CIPM-SCDP/2020 DU\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ RELATIF AUX TRAVAUX DE REVAMPING (INSTALLATION DES ELECTROPOMPES GPL, MODIFICATION DE LA TUYAUTERIE GPL, INSTALLATION DES BRAS DE CHARGEMENT AU PCCC ET MODIFICATION DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES) DU CENTRE EMPLISSEUR GAZ DE BONABERI A DOUALA »**

**« À N’OUVRIR QU’EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT. »**

1. **Recevabilité des offres**

Sous peine de rejet, les autres pièces du dossier administratif requises doivent être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l’Appel d’Offres.

Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l’Avis d’Appel d’Offres.

En cas de groupement d’entreprises, celui exigé dans le présent Appel d’Offres est de type solidaire. Chaque membre du groupement devra produire son dossier administratif complet. Toutefois, l’attestation de domiciliation bancaire, la caution de soumission, le reçu d’achat du DAO seront produits uniquement par le mandataire du groupement.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un établissement financier agréés par le Ministère en charge des Finances.

1. **Ouverture des plis**

L’ouverture des plis se fera en un seul temps et aura lieu le \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ à \_\_h00min, heure locale par la Commission Interne de Passation des Marchés (CIPM) au siège de la SCDP en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés.

1. **Critères d’évaluation**

**Critères éliminatoires**

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l’évaluation suivant les critères essentiels. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l’offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment:

**Dossier administratif**

* Absence ou non-conformité d’une pièce du dossier administratif;
* Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
* Pièce administrative non régularisée dans le délai accordé par la CIPM à cet effet.

**Offre technique**

* Non-obtention de 80% des critères essentiels à l’évaluation technique, soit la non-validation de 4 critères essentiels sur 5.

**Offre financière**

* Non-conformité des documents suivants aux modèles prescrits par le DAO :
* Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
* Devis Quantitatif et Estimatif (DQE);
* Absence d’un prix unitaire quantifié.

1. **Critères essentiels**

L’évaluation des offres sera binaire (Oui/Non) et se fera sur la base des critères suivants :

|  |  |
| --- | --- |
| * Références de l’Entreprise | Oui/Non |
| * Moyens matériels | Oui/Non |
| * Moyens humains | Oui/Non |
| * Méthodologie et planning d’exécution des travaux | Oui/Non |
| * Preuve de la capacité financière et d’acceptation des conditions du marché | Oui/Non |

1. **Attribution**

L’attribution du Marché se fera au soumissionnaire présentant l’offre évaluée la moins-disante et remplissant les capacités techniques et financières requises résultant des critères dits essentiels ou de ceux éliminatoires conformément à l’article 50 al 1(a) du Décret N°2018/355 du 12 juin 2018 fixant les règles communes applicables aux Marchés des entreprises publiques.

1. **Durée de validité des offres**

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite de remise des offres.

1. **Visite de site**

Une visite du site est nécessaire à chaque candidat dès la publication de présent Appel d’Offres. A la diligence de l’ingénieur du Marché, celle-ci fera l’objet d’une délivrance d’une attestation de visite de site signée par le Chef de Dépôt de Bonabéri.

**18 . Renseignements complémentaires**

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Cellule des Marchés : Téléphone (+237) 233 40 54 45 (poste 12060) ou (+237) 650 21 02 64.

Les plans, les documents techniques et toute autre information à caractère technique peuvent être obtenus au siège de la SCDP à Douala, à la Direction Technique (DTEC), Sous-Direction de la Maintenance Industrielle et du Magasin (SDMIM); Téléphone (+237) 679 50 14 77 , 679 50 15 02 ou 695 06 22 42 .

Fait à Douala, le

**Le Directeur Général, Maître d’Ouvrage**

**MOAMPEA MBIO Véronique**

**AMPLIATIONS :**

* ARMP pour publication
* PCA/SCDP
* Président et Membres CIPM-SCDP
* Archive

**NVITATION TO TENDER N°0\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_/AONO/DG/CHSEQ/CIPM-SCDP/2020 OF\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ IN RELATION TO THE COMPLETION OF THE FENCE OF THE FORMATION CENTER OF INDUSTRIAL SECURITY OF DOUALA-KENDECK (CFSID).**

**FINANCING:** Investment budget SCDP 2020

1. **Object of Tender**

In the framework of the project of the construction of formation center of industrial security of Douala, the General Manager of the Cameroon Petroleum Depots Company hereby launches an open national invitation to tender in relation to the completion of the fence of the formation center of industrial security of Douala-Kendeck (CFSID).

1. **Description of Works**

The work to be performed under this Tender includes the following tasks according to the tender document:

* Preliminary works;
* Masonry work - Elevations;
* Painting;
* Other works;

1. **Execution deadline**

The maximum execution deadline provided by the Contracting Authority for the execution of the work subject of this tender shall be Ninety(90)days.

1. **Allotment**

The work of the present tender shall be in One (01) lot :

1. **Estimated cost**

The estimated cost at the end of the feasibility studies shall be **FCFA  59 625 000** **(Fifty nine million six hundred and twenty five thousand francs CFA) TTC**.

1. **Participation**

Participation to this national invitation to tender is open to all companies under Cameroonian law, justifying skills in the areas related to the aforementioned subject.

1. **Financing**

The work object of this tender shall be financed by the investment budget of the CPDC of the 2020 year on the budgetary line of AO2Q1 « Travaux de réfection du bâtiment DEX et annexes à Douala ».

1. **Provisional Bid bond**

Under pain of rejection, each bidder must include in his administrative documents, a bid bond established by a first class bank accredited by the Minister of Finance and must figure in Exhibit 12 of this tender document and valid for thirty (30) days beyond the original expiry date of the offer, an amount of **1 000 000 (One million francs)**

The other administrative documents required must be produced in originals or certified copies by the emitting service or an administrative authority ( Divisional Officer, Senior Divisional Officer,……) in conformity with the stipulations of the tender document.

It should include a handwritten statement jointly committing the said establishment under Article 14 of the OHADA Uniform Act revised organizing of Sureties.

For domestically owned and domiciled SMEs, the bid bond may be replaced by a lelegal mortgage.

1. **Consultation of file tender**

The tender documents can be consulted during working hours at the offices of the Public Contracts Unit (located above the Club House of the CPDC, Tel: 233 40 54 45 / Office Number 1248.), upon the publication of this notice.

1. **Acquisition of file tender**

The tender documents can be obtained from the CPDC Headquarters/Public Contracts Unit located above the Club House BP: 2271 Tel (237) 233 40 54 45 Fax (237) 233 40 47 96, Office Number 1248 upon the publication of this notice, against the presentation of a receipt of payment of a non-refundable sum of **Forty thousand francs (F CFA 40,000)** paid into account No. 335 988 entitled "**CAS-ARMP Special Account**" opened in the BICEC Agencies in the cities of Limbe and Dschang.

1. **Admissiblity of tender documents**

Each offer shall be written in either English or French in seven (07) copies, one (01) original and six (06) copies, marked as such and in accordance with the requirements of the Tender Document, shall be deposited in a sealed envelope containing no indication of the identity of the bidder against discharge not later than \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ **at \_\_\_\_ h00min** local time at the Public Contracts Unit (located above the Club House of the CPDC) BP 2271 Tel (237) 233 40 54 45 Fax (237) 233 40 47 96 Office Number:1248 with the mention:

**Open National Invitation To Tender**

**N°0\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_/AONO/DG/CHSEQ/CIPM-SCDP/2020 OF\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ in relation to the completion of the fence of the Formation Center OF Industrial Security Of Douala-Kendeck (CFSID).**

1. **Submission of tenders**

On pain of rejection, the other administrative documents required must be produced in originals or certified true copies by the issuing service or an administrative authority, in accordance with the stipulations of the Particular Regulations of the Tender document.  
They must be dated less than three (03) months before the original date of submission of tenders or have been established after the date of signature of the Invitation to Tender.  
Any incomplete tender in accordance with the requirements of the Tender File shall be declared inadmissible, especially the absence of the bid bond issued by a first-rate bank approved by the Ministry of Finance.  
The press organs selected by the contracting authority for the publication of this invitation to tender are: the **JDM** of ARMP and any other authorized publication.

**13. Opening of Bids**

The opening of the bids shall be done in one time and shall be on the \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ à \_\_\_\_h00min, local time by the Internal Tender Board of the CPDC at the Conference Room (at the Second floor of the Main Building)/Club House of the CPDC in the presence of the bidders or their duly authorized representatives.

1. **Evaluation Criteria**
2. **Eliminatory Criteria**

The Eliminatory crietria fixing the conditions to satisfy to be admissible for the evaluation following the Essential criteria. The non-respect of these criteria shall cause the tender to be rejected.

It shall include :

**Administrative Tender**

* Absence of an administrative document during the opening of bids ;
* False Document or fake declaration ;
* Irregularized administrative documents within the time limit accorded by the Tenders Board ;

**Technical Offer**

* Non-validation of 80% of the criteria of the technical evaluation ;

**Financial Offer**

* Non-conformity of the Unit Prices and/or the Etimated Quantity as prescribed in the tender document ;
* Absence of a quantified unit price.

**14.2 Essential criteria**  
The evaluation of the offers will be binary and will be based on the following criteria:  
- Company references yes / no  
- Material means yes / no  
- Humans means yes / no  
- Methodology and schedule of work execution yes / no  
- Proof of financial capacity yes / no

A total of 5 criteria

1. **Contract award**

The contract shall be awarded to the bidder with the lowest bid and fulfilling the technical and financial capacities required resulting from the Essential or Eliminatory criteria in accordance with Article 50 para 1 (b) of Decree No. 2018 / 355 of 12 June 2018 laying down common rules applicable to the public contracts of Public Companies

**16. Validity of bids**

Bidders remain committed to their bids for ninety (90) days from the deadline for submission of bids.

1. **Site Visit**

A site visit shall be necessary for each candidate upon the publication of this tender. Upon the diligence of the Public Contracts Unit, an attestation shall be delivered signed by the Head of Depot

1. **Further information**

Additional information can be obtained during working hours at the Public Contract Unit Telephone (237) 233 40 54 45 /Office number 1248.

Douala, the \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**The General Manager,**

**MOAMPEA MBIO Véronique**

**AMPLIATIONS :**

* ARMP
* President and Members of the Tenders Board
* Publication
* Archives

Pièce N°2 :  
Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO)

**TABLE DES MATIERES**

[A. Généralités 14](#_Toc10651325)

[Article 1 : Portée de la soumission 14](#_Toc10651326)

[Article 2 : Financement 14](#_Toc10651327)

[Article 3 : Fraude et corruption 14](#_Toc10651328)

[Article 4 : Candidats admis à concourir 15](#_Toc10651329)

[Article 5 : Matériaux, matériels, fournitures, équipements et services autorisés 15](#_Toc10651330)

[Article 6 : Qualification du Soumissionnaire 15](#_Toc10651331)

[Article 7 : Visite du site des travaux 16](#_Toc10651332)

[B. Dossier d’Appel d’Offres 17](#_Toc10651333)

[Article 8 : Contenu du Dossier d’Appel d’Offres 17](#_Toc10651334)

[Article 9 : Eclaircissements apportés au Dossier d’Appel d’Offres et recours 18](#_Toc10651335)

[Article 10 : Modification du Dossier d’Appel d’Offres 19](#_Toc10651336)

[C. Préparation des offres 19](#_Toc10651337)

[Article 11 : Frais de soumission 19](#_Toc10651338)

[Article 12 : Langue de l’offre 19](#_Toc10651339)

[Article 13 : Documents constituant l’offre 19](#_Toc10651340)

[Article 14 : Montant de l’offre 20](#_Toc10651341)

[Article 15 : Monnaies de soumission et de règlement 21](#_Toc10651342)

[Article 16 : Validité des offres 22](#_Toc10651343)

[Article 17 : Caution de soumission 22](#_Toc10651344)

[Article 18 : Propositions variantes des soumissionnaires 23](#_Toc10651345)

[Article 19 : Réunion préparatoire à l’établissement des offres 23](#_Toc10651346)

[Article 20 : Forme et signature de l’offre 24](#_Toc10651347)

[D. Dépôt des offres 24](#_Toc10651348)

[Article 21 : Cachetage et marquage des offres 24](#_Toc10651349)

[Article 22 : Date et heure limites de dépôt des offres 24](#_Toc10651350)

[Article 23 : Offres hors délai 25](#_Toc10651351)

[Article 24 : Modification, substitution et retrait des offres 25](#_Toc10651352)

[E. Ouverture des plis et évaluation des offres 25](#_Toc10651353)

[Article 25 : Ouverture des plis et recours 25](#_Toc10651354)

[Article 26 : Caractère confidentiel de la procédure 26](#_Toc10651355)

[Article 27 : Eclaircissements sur les offres et contacts avec l’Autorité Contractante 27](#_Toc10651356)

[Article 28 : Détermination de la conformité des offres 27](#_Toc10651357)

[Article 29 : Qualification du soumissionnaire 28](#_Toc10651358)

[Article 30 : Correction des erreurs 28](#_Toc10651359)

[Article 31 : Conversion en une seule monnaie 28](#_Toc10651360)

[Article 32 : Evaluation et comparaison des offres au plan financier 28](#_Toc10651361)

[Article 33 : Préférence accordée aux soumissionnaires nationaux 29](#_Toc10651362)

[Article 34 : Attribution 29](#_Toc10651363)

[Article 35 : Droit de l’Autorité Contractante de déclarer un Appel d’Offres infructueux ou d’annuler une procédure 30](#_Toc10651364)

[Article 37 : Publication des résultats d’attribution du marché et recours 30](#_Toc10651365)

[Article 38 : Signature du marché 30](#_Toc10651366)

[Article 39 : Cautionnement définitif 30](#_Toc10651367)

# A. Généralités

## Article 1 : Portée de la soumission

1. Le Maître d’Ouvrage, définit dans le Règlement Particulier de l’Appel d’Offres (RPAO), lance un Appel d’Offres pour la construction des Travaux décrits dans le Dossier d’Appel d’Offres et brièvement définis dans le RPAO.

Le nom, le numéro d’identification et le nombre de lots faisant l’objet de l’appel d’offres figurent dans le RPAO.

1. Le Soumissionnaire retenu, ou attributaire, doit achever les Travaux dans le délai indiqué dans le RPAO, et qui court sauf stipulation contraire du CCAP, à compter de la date de notification de l’ordre de service de commencer les travaux ou dans celle fixée dans ledit ordre de service.
2. Dans le présent Dossier d’Appel d’Offres, le terme “jour” désigne un jour calendaire.

## Article 2 : Financement

La source de financement des travaux objet du présent appel d’offres est précisée dans le RPAO.

## Article 3 : Fraude et corruption

1. Les soumissionnaires et les entrepreneurs, sont tenus au respect des règles d’éthique professionnelle les plus strictes durant la passation et l’exécution des marchés. En vertu de ce principe :
   1. Les définitions ci-après sont admises :
      * 1. Est coupable de « corruption » quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d’influencer l’action d’un agent public au cours de l’attribution ou de l’exécution d’un marché,
        2. Se livre à des « manœuvres frauduleuses » quiconque déforme ou dénature des faits afin d’influencer l’attribution ou l’exécution d’un marché ;
        3. « Pratiques collusoires » désignent toute forme d’entente entre deux ou plusieurs soumissionnaires (que l’Autorité Contractante en ait connaissance ou non) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence ;
        4. « Pratiques coercitives » désignent toute forme d’atteinte aux personnes ou à leurs biens ou de menaces à leur encontre afin d’influencer leur action au cours de l’attribution ou de l’exécution d’un marché.
        5. « Pratiques coercitives » désignent toute forme d’atteinte aux personnes ou à leurs biens ou de menaces à leur encontre afin d’influencer leur action au cours de l’attribution ou de l’exécution d’un marché.
   2. Toute proposition d’attribution est rejetée, s’il est prouvé que l’attributaire proposé est directement ou par l’intermédiaire d’un agent, coupable de corruption ou s’est livré à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires ou coercitives pour l’attribution de ce marché.
2. Le Ministre Délégué à la Présidence chargé des Marchés Publics, peut à titre conservatoire, prendre une décision d’interdiction de soumissionner pendant une période n’excédant pas deux (2) ans, à l’encontre de tout soumissionnaire reconnu coupable de trafic d’influence, de conflits d’intérêts, de délit d’initiés, de fraude, de corruption ou de production de documents non authentiques dans la soumission, sans préjudice des poursuites pénales qui pourraient être engagées contre lui.

## Article 4 : Candidats admis à concourir

1. Si l’appel d’offres est restreint, la consultation s’adresse à tous les candidats retenus à l’issue de la procédure de pré-qualification.
2. En règle générale, l’appel d’offres s’adresse à tous les entrepreneurs, sous réserve des dispositions ci-après :
3. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d’un groupement d’entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) doit être d’un pays éligible, conformément à la convention de financement ;
4. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d’un groupement d’entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) ne doit pas se trouver en situation de conflit d’intérêt sous peine de disqualification. Un soumissionnaire peut être jugé comme étant en situation de conflit d’intérêt.
5. Est associé ou a été associé dans le passé, à une entreprise (ou à une filiale de cette entreprise) qui a fourni des services de consultant pour la conception, la préparation des spécifications et autres documents utilisés dans le cadre des marchés passés au titre du présent appel d’offres ; ou
6. Présente plus d’une offre dans le cadre du présent appel d’offres, à l’exception des offres variantes autorisées selon la clause 17, le cas échéant ; cependant, ceci ne fait pas obstacle à la participation de sous- traitants dans plus d’une offre.
7. L’autorité contractante ou le maître d’ouvrage possèdent des intérêts financiers dans sa géographie du capital de nature à compromettre la transparence des procédures de passation des marchés publics
8. Le soumissionnaire ne doit pas être sous le coup d’une décision d’exclusion.
9. Une entreprise publique camerounaise peut participer à la consultation si elle démontre qu’elle est (i) juridiquement et financièrement autonome, (ii) administrée selon les règles du droit commercial et (iii) n’est pas sous l’autorité directe de l’Autorité Contractante ou du Maître d’Ouvrage.

## Article 5 : Matériaux, matériels, fournitures, équipements et services autorisés

1. Les matériaux, les matériels de l’Entrepreneur, les fournitures, équipements et services devant être fournis dans le cadre du Marché doivent provenir de pays répondant aux critères de provenance définis dans le RPAO, et toutes les dépenses effectuées au titre du Marché sont limitées auxdits matériaux, matériels, fournitures, équipements et services.
2. En vertu de l’article 5.1 ci-dessus, le terme « provenir » désigne le lieu où les biens sont extraits, cultivés, produits ou fabriqués et d’où proviennent les services.

## Article 6 : Qualification du Soumissionnaire

1. Les soumissionnaires doivent, comme partie intégrante de leur offre :
2. Soumettre un pouvoir habilitant le signataire de la soumission à engager le Soumissionnaire ;
3. Fournir toutes les informations (compléter ou mettre à jour les informations jointes à leur demande de pré-qualification qui ont pu changer, au cas où les candidats ont fait l’objet d’une pré- qualification) demandées aux soumissionnaires, dans le RPAO, afin d’établir leur qualification pour exécuter le marché.

Les informations relatives aux points suivants sont exigées le cas échéant :

1. La production des bilans certifiés et chiffres d’affaires récents ;
2. Accès à une ligne de crédit ou disposition d’autres ressources financières ;
3. Les commandes acquises et les marchés attribués ;
4. Les litiges en cours ;
5. La disponibilité du matériel indispensable.
6. Les soumissions présentées par deux ou plusieurs entrepreneurs groupés (co-traitance) doivent satisfaire aux conditions suivantes :
7. L’offre devra inclure pour chacune des entreprises, tous les renseignements énumérés à l’Article 6.1 ci-dessus. Le RPAO devra préciser les informations à fournir par le groupement et celles à fournir par chaque membre du groupement ;
8. L’offre et le marché doivent être signés de façon à obliger tous les membres du groupement ;
9. La nature du groupement (conjoint ou solidaire tel que requis dans le RPAO) doit être précisée et justifiée par la production d’une copie de l’accord de groupement en bonne et due forme ;
10. Le membre du groupement désigné comme mandataire, représentera l’ensemble des entreprises vis à vis du Maître d’Ouvrage et de l’Autorité Contractante pour l’exécution du marché ;
11. En cas de groupement solidaire, les co-traitants se répartissent les payements qui sont effectués par le Maître d’Ouvrage dans un compte unique ; en revanche, chaque entreprise est payée par le Maître d’Ouvrage dans son propre compte, lorsqu’il s’agit d’un groupement conjoint.
12. Les soumissionnaires doivent également présenter des propositions suffisamment détaillées pour démontrer qu’elles sont conformes aux spécifications techniques et aux délais d’exécution visés dans le RPAO.
13. Les soumissionnaires qui sollicitent le bénéfice d’une marge de préférence, doivent fournir tous les renseignements nécessaires pour prouver qu’ils satisfont aux critères d’éligibilité décrits à l’article 33 du RGAO.

## Article 7 : Visite du site des travaux

1. Il est conseillé au soumissionnaire de visiter et d’inspecter le site des travaux et ses environs et d’obtenir par lui-même, et sous sa propre responsabilité, tous les renseignements qui peuvent être nécessaires pour la préparation de l’offre et l’exécution des travaux. Les coûts liés à la visite du site sont à la charge du Soumissionnaire.
2. Le Maître d’Ouvrage est tenu d’autoriser le Soumissionnaire qui en fait la demande et ses employés ou agents, à pénétrer dans ses locaux et sur ses terrains aux fins de ladite visite, mais seulement à la condition expresse que le Soumissionnaire, ses employés et agents dégagent le Maître d’Ouvrage, ses employés et agents, de toute responsabilité pouvant en résulter et les indemnisent si nécessaire, et qu’il demeure responsable des accidents mortels ou corporels, des pertes ou dommages matériels, coûts et frais encourus du fait de cette visite.
3. Le Maître d’Ouvrage peut organiser une visite du site des travaux au moment de la réunion préparatoire à l’établissement des offres mentionnées à l’article 19 du RGAO.

**N.B : En cas de divergence entre les dispositions du RPAO et celles du RGAO, les dispositions du RPAO prévalent.**

# B. Dossier d’Appel d’Offres

## Article 8 : Contenu du Dossier d’Appel d’Offres

1. Le Dossier d’Appel d’Offres décrit les travaux faisant l’objet du marché, fixe les procédures de consultation des entrepreneurs et précise les conditions du marché. Outre le(s) additif(s) publié(s) conformément à l’article 10 du RGAO, il comprend aussi les principaux documents énumérés ci-après :

* Pièce N°1 : La lettre d’invitation à soumissionner (pour les Appels d’Offres Restreints)
* Pièce N°2 : L’Avis d’Appel d’Offres (AAO)
* Pièce N°3 : Le Règlement Général de l’Appel d’Offres (RGAO)
* Pièce N°4 : Le Règlement Particulier de l’Appel d’Offres (RPAO)
* Pièce N°5 : Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
* Pièce N°6 : Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
* Pièce N°7 : Le cadre du Bordereau des Prix unitaires
* Pièce N°8 : Le cadre du Détail quantitatif et estimatif
* Pièce N°9 : Le cadre du Sous-Détail des Prix unitaires
* Pièce N°10 : Les modèles de marché

1. Le cadre du planning d’exécution
2. Modèles de fiches de présentation du matériel, personnel et références
3. Modèle de lettre de soumission
4. Modèle de caution de soumission
5. Modèle de cautionnement définitif
6. Modèle de caution d’avance de démarrage
7. Modèle de caution de retenue de garantie en remplacement de la retenue de garantie

* Pièce N°11 : Modèles à utiliser par les Soumissionnaires
* Pièce N°12 : Justificatifs des études préalables ; à remplir par le Maître d’Ouvrage ou le Maître d’Ouvrage Délégué
* Pièce N°13 : La liste des établissements bancaires et organismes financiers de 1er rang agréés par le ministre en charge des finances autorisés à émettre des cautions, dans le cadre des marchés publics, à insérer par l’Autorité Contractante

1. Le Soumissionnaire doit examiner l’ensemble des règlements, formulaires, conditions et spécifications contenus dans le DAO. Il lui appartient de fournir tous les renseignements demandés et de préparer une offre conforme à tous égards audit dossier.

## Article 9 : Eclaircissements apportés au Dossier d’Appel d’Offres et recours

Tout soumissionnaire désirant obtenir des éclaircissements sur le Dossier d’Appel d’Offres peut en faire la demande au Maître d’Ouvrage par écrit ou par courrier électronique (télécopie ou e-mail) à l’adresse du Maître d’Ouvrage indiquée dans le RPAO. Une copie de la réponse du Maître d’Ouvrage, indiquant la question posée mais ne mentionnant pas son auteur, est adressée à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d’Appel d’Offres.

1. Tout soumissionnaire potentiel qui s’estime lésé dans la procédure d’attribution d’un Marché peut introduire un recours :
2. entre la publication de l’avis de consultation y compris la phase de pré-qualification des candidats et l’ouverture des plis ;
3. à l’ouverture des plis ;
4. entre la publication des résultats et la notification de l’attribution.
5. Entre la publication de l’Avis de consultation y compris la phase de pré-qualification et l’ouverture des plis :
6. le recours doit être adressé au Directeur Général avec une copie au Président du Conseil d’administration. Ledit recours doit parvenir au plus tard sept (07) jours avant l’ouverture des plis. A cet effet, le Directeur Général dispose de trois (03) jours pour faire connaitre sa réponse. Une copie de cette réponse est transmise au Président du Conseil d’Administration.
7. si le requérant n’est pas satisfait, il peut porter le différend devant le Président du Conseil d’Administration. Le recours n’a pas d’effet suspensif.
8. A l’ouverture des plis, le recours ne porte que sur le déroulement de cette étape, notamment le respect des procédures et la régularité des pièces vérifiées :
   * 1. Le recours doit être adressé au Comité d’Arbitrage et d’Examen des Recours avec copie au Conseil d’Administration et au Directeur Général.
     2. Il doit parvenir trois (03) jours ouvrables après l’ouverture des plis ; il n’a pas d’effet suspensif.
     3. En cas d’ouverture des offres en deux temps, les dénonciations et les recours sont valablement introduits dans un délai de cinq (05) jours à compter de la date d’ouverture des plis financiers.
9. Entre la publication des résultats et la notification de l’attribution, les recours ne peuvent porter que sur l’attribution  :
10. Le recours doit être adressé au Comité d’Arbitrage et d’Examen des Recours avec copie au Conseil d’Administration et au Directeur Général ;
11. Il doit parvenir dans un délai maximum de cinq (05) jours ouvrables après la publication des résultats ;
12. Ce recours donne lieu à la suspension de la procédure.
13. Dès réception du recours, le comité d’Arbitrage et d’Examen des Recours formule son avis dans un délai de sept (07) jours ouvrables. Les avis du Comité d’Arbitrage et d’Examen des Recours, dûment entérinés par le Conseil d’Administration, s’imposent à toutes les parties concernées.

En tout état de cause, le Conseil d’Administration dispose d’un délai de quinze (15) jours, y compris le délai d’instruction du recours par le Comité d’Arbitrage, pour vider sa saisine.

## Article 10 : Modification du Dossier d’Appel d’Offres

1. L’Autorité Contractante peut, à tout moment avant la date limite de dépôt des offres et pour tout motif, que ce soit à son initiative ou consécutivement à une saisine d’un soumissionnaire modifier le Dossier d’Appel d’Offres en publiant un additif.
2. Tout additif ainsi publié fera partie intégrante du Dossier d’Appel d’Offres conformément à l’Article 8.1 du RGAO et doit être communiqué par écrit ou signifié par tout moyen laissant trace écrite à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d’Appel d’Offres.
3. Afin de donner aux soumissionnaires suffisamment de temps pour tenir compte de l’additif dans la préparation de leurs offres, l’Autorité Contractante pourra reporter, autant que nécessaire, la date limite de dépôt des offres, conformément aux dispositions de l’Article 22 du RGAO.

# C. Préparation des offres

## Article 11 : Frais de soumission

Le candidat supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre. L’Autorité Contractante et le Maître d’Ouvrage ne sont en aucun cas responsables de ces frais, ni tenu de les régler, quel que soit le déroulement ou l’issue de la procédure d’appel d’offres.

## Article 12 : Langue de l’offre

L’offre ainsi que toute correspondance et tout document, échangé entre le Soumissionnaire et l’Autorité Contractante seront rédigés en français ou en anglais. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le soumissionnaire peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d’être accompagnés d’une traduction précise en français ou en anglais ; auquel cas et aux fins d’interprétation de l’offre, la traduction fera foi.

## Article 13 : Documents constituant l’offre

1. L’offre présentée par le soumissionnaire comprendra les documents détaillés au RPAO, dûment remplis et regroupés en trois volumes :
   1. **Volume 1 : Dossier administratif**

Il comprend :

1. Tous les documents attestant que le soumissionnaire :

* A souscrit les déclarations prévues par les lois et règlements en vigueur ;
* A acquitté les droits, taxes, impôts, cotisations, contributions, redevances ou prélèvements de quelque nature que ce soit ;
* N’est pas en état de liquidation judiciaire ou en faillite ;
* N’est pas frappé de l’une des interdictions ou d’échéances prévues par la législation en vigueur.

1. La caution de soumission établie conformément aux dispositions de l’article 17 du RGAO ;
2. La confirmation écrite habilitant le signataire de l’offre à engager le Soumissionnaire, conformé- ment aux dispositions de l’article 6.1 du RGAO ;
   1. **Volume 2 : Offre technique**
3. Les renseignements sur les qualifications

Le RPAO précise la liste des documents à fournir par les soumissionnaires pour justifier les critères de qualification mentionnés à l’article 6.1 du RPAO.

1. Méthodologie

Le RPAO précise les éléments constitutifs de la proposition technique des soumissionnaires, notamment : une note méthodologique portant sur une analyse des travaux et précisant l’organisation et le programme que le soumissionnaire compte mettre en place ou en œuvre pour les réaliser (installations, planning, PAQ, sous-traitance, attestation de visite du site le cas échéant, etc.).

1. Les preuves d’acceptations des conditions du marché

Le soumissionnaire remettra les copies dûment paraphées des documents à caractères administratif et technique régissant le marché, à savoir :

* + - 1. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
      2. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1. Commentaires (facultatifs)

Un commentaire des choix techniques du projet et d’éventuelles propositions.

* 1. **Volume 3 : Offre financière**

Le RPAO précise les éléments permettant de justifier le coût des travaux, à savoir :

* + 1. La soumission proprement dite, en original rédigée selon le modèle joint, timbrée au tarif en vigueur, signée et datée ;
    2. Le bordereau des prix unitaires dûment rempli ;
    3. Le détail estimatif dûment rempli ;
    4. Le sous-détail des prix et/ou la décomposition des prix forfaitaires ;
    5. L’échéancier prévisionnel de paiements le cas échéant.

Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles prévus dans le Dossier d’Appel d’Offres, sous réserve des dispositions de l’Article 17.2 du RGAO concernant les autres formes possibles de Caution de Soumission.

1. Si, conformément aux dispositions du RPAO, les soumissionnaires présentent des offres pour plusieurs lots du même Appel d’offres, ils pourront indiquer les rabais offerts en cas d’attribution de plus d’un lot.

## Article 14 : Montant de l’offre

1. Sauf indication contraire figurant dans le Dossier d’Appel d’Offres, le montant du marché couvrira l’ensemble des travaux décrits dans l’Article 1.1 du RGAO, sur la base du Bordereau des Prix et du Détail Quantitatif et Estimatif chiffrés présentés par le soumissionnaire.
2. Le soumissionnaire remplira les prix unitaires et totaux de tous les postes du bordereau de prix et du Détail quantitatif et estimatif.
3. Sous réserve des dispositions contraires prévues dans le RPAO et au CCAP, tous les droits, impôts et taxes payables par le soumissionnaire au titre du futur Marché, ou à tout autre titre, trente (30) jours avant la date limite de dépôt des offres seront inclus dans les prix et dans le montant total de son offre.
4. Si les clauses de révision et/ou d’actualisation des prix sont prévues au marché, la date d’établissement des prix initiaux, ainsi que les modalités de révision et/ou d’actualisation desdits prix doivent être précisées. Etant entendu que tout Marché dont la durée d’exécution est au plus égale à un (1) an ne peut faire l’objet de révision de prix.
5. Tous les prix unitaires assortis des quantités doivent être justifiés par des sous-détails établis conformément au cadre proposé à la pièce N°8 du DAO.

## Article 15 : Monnaies de soumission et de règlement

1. En cas d’Appels d’Offres Internationaux, les monnaies de l’offre doivent suivre les dispositions soit de l’Option A ou de l’Option B ci-dessous ; l’option applicable étant celle retenue dans le RPAO.
2. **Option A :** le montant de la soumission est libellé entièrement en monnaie nationale

Le montant de la soumission, les prix unitaires du bordereau des prix et les prix du détail quantitatif et estimatif sont libellés entièrement en francs CFA de la manière suivante :

* 1. Les prix seront entièrement libellés dans la monnaie nationale. Le soumissionnaire qui compte engager des dépenses dans d’autres monnaies pour la réalisation des Travaux, indiquera en annexe à la soumission le ou les pourcentages du montant de l’offre nécessaires pour couvrir les besoins en monnaies étrangères, sans excéder un maximum de trois monnaies de pays membres de l’institution de financement du marché.
  2. Les taux de change utilisés par le Soumissionnaire pour convertir son offre en monnaie nationale seront spécifiés par le soumissionnaire en annexe à la soumission conformément aux précisions du RPAO. Ils seront appliqués pour tout paiement au titre du Marché, pour qu’aucun risque de change ne soit supporté par le Soumissionnaire retenu.

1. **Option B :** Le montant de la soumission est directement libellé en monnaie nationale et étrangère aux taux fixés dans le RPAO.

Le soumissionnaire libellera les prix unitaires du bordereau des prix et les prix du Détail quantitatif et estimatif de la manière suivante :

1. Les prix des intrants nécessaires aux Travaux que le Soumissionnaire compte se procurer dans le pays de l’Autorité Contractante seront libellés dans la monnaie du pays de l’Autorité Contractante spécifiée aux RPAO et dénommée « monnaie nationale ».
2. Les prix des intrants nécessaires aux Travaux que le soumissionnaire compte se procurer en dehors du pays de l’Autorité Contractante seront libellés dans la monnaie du pays du soumissionnaire ou de celle d’un pays membre éligible largement utilisée dans le commerce international.
3. L’Autorité Contractante peut demander aux soumissionnaires d’exprimer leurs besoins en monnaies nationale et étrangère et de justifier que les montants inclus dans les prix unitaires et totaux, et indiqués en annexe à la soumission, sont raisonnables ; à cette fin, un état détaillé de ses besoins en monnaies étrangères sera fourni par le soumissionnaire.
4. Durant l’exécution des travaux, la plupart des monnaies étrangères restant à payer sur le montant du marché peut être révisée d’un commun accord par l’Autorité Contractante et l’entrepreneur de façon à tenir compte de toute modification survenue dans les besoins en devises au titre du marché.

## Article 16 : Validité des offres

1. Les offres doivent demeurer valables pendant la période spécifiée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres à compter de la date de remise des offres fixée par l’Autorité Contractante, en application de l'article 22 du RGAO. Une offre valable pour une période plus courte sera rejetée par l’Autorité Contractante comme non conforme.
2. Dans des circonstances exceptionnelles, l’Autorité Contractante peut solliciter le consentement du soumissionnaire à une prolongation du délai de validité. La demande et les réponses qui lui seront faites le seront par écrit (ou par télécopie). La validité de la caution de soumission prévue à l'article 17 du RGAO sera de même prolongée pour une durée correspondante. Un Soumissionnaire peut refuser de prolonger la validité de son offre sans perdre sa caution de soumission. Un soumissionnaire qui consent à une prolongation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire.
3. Lorsque le marché ne comporte pas d’article de révision de prix et que la période de validité des offres est prorogée de plus de soixante (60) jours, les montants payables au soumissionnaire retenu, seront actualisés par application de la formule y relative figurant à la demande de prorogation que l’Autorité Contractante adressera au(x) soumissionnaire(s).
4. La période d’actualisation ira de la date de dépassement des soixante (60) jours à la date de notification du marché ou de l’ordre de service de démarrage des travaux au soumissionnaire retenu, tel que prévu par le CCAP. L’effet de l’actualisation n’est pas pris en considération aux fins de l’évaluation des offres.

## Article 17 : Caution de soumission

1. En application de l'article 13 du RGAO, le soumissionnaire fournira une caution de soumission du montant spécifié dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres, laquelle fera partie intégrante de son offre.
2. La caution de soumission sera conforme au modèle présenté dans le Dossier d’Appel d’Offres ; d’autres modèles peuvent être autorisés, sous réserve de l’approbation préalable de l’Autorité Contractante. La Caution de soumission demeurera valide pendant trente (30) jours au-delà de la date limite initiale de validité des offres, ou de toute nouvelle date limite de validité demandée par l’Autorité Contractante et acceptée par le soumissionnaire, conformément aux dispositions de l’Article 16.2 du RGAO.
3. Toute offre non accompagnée d’une Caution de Soumission acceptable sera rejetée par la Commission de Passation des Marchés comme non conforme. La Caution de soumission d’un groupement d’entreprises doit être établie au nom du mandataire soumettant l’offre et mentionner chacun des membres du groupement.
4. Les cautions de soumission et les offres des soumissionnaires non retenus seront restituées dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de publication des résultats.
5. La caution de soumission de l’attributaire du Marché sera libérée dès que ce dernier aura signé le marché et fourni le Cautionnement définitif requis.
6. La caution de soumission peut être saisie :
7. Si le soumissionnaire retire son offre durant la période de validité ;
8. Si, le soumissionnaire retenu :
9. Manque à son obligation de souscrire le marché en application de l’article 38 du RGAO,
10. Manque à son obligation de fournir le cautionnement définitif en application de l’article 39 du RGAO.
11. Refuse de recevoir notification du marché ou de l’ordre de service de démarrage des prestations.

## Article 18 : Propositions variantes des soumissionnaires

1. Lorsque les travaux peuvent être exécutés dans des délais d’exécution variables, le RPAO précisera ces délais, et indiquera la méthode retenue pour l’évaluation du délai d’achèvement proposé par le soumissionnaire à l’intérieur des délais spécifiés. Les offres proposant des délais au-delà de ceux spécifiés seront considérées comme non conformes.
2. Excepté dans le cas mentionné à l’Article 18.3 ci-dessous, les soumissionnaires souhaitant offrir des variantes techniques doivent d’abord chiffrer la solution de base de l’Autorité Contractante telle que décrite dans le Dossier d’Appel d’Offres, et fournir en outre tous les renseignements dont l’Autorité Contractante a besoin pour procéder à l’évaluation complète de la variante proposée, y compris les plans, notes de calcul, spécifications techniques, sous-détails de prix et méthodes de construction proposées, et tous autres détails utiles. L’Autorité Contractante n’examinera que les variantes techniques, le cas échéant, du soumissionnaire dont l’offre conforme à la solution de base a été évaluée la moins-disante.
3. Quand les soumissionnaires sont autorisés, suivant le RPAO, à soumettre directement des variantes techniques pour certaines parties des travaux, ces parties de travaux doivent être décrites dans les Spécifications techniques. De telles variantes seront évaluées suivant leur mérite propre en accord avec les dispositions de l’Article 32.2(g) du RGAO.

## Article 19 : Réunion préparatoire à l’établissement des offres

1. A moins que le RPAO n’en dispose autrement, le Soumissionnaire peut être invité à assister à une réunion préparatoire qui se tiendra aux lieu et date indiqués dans le RPAO.
2. La réunion préparatoire aura pour objet de fournir des éclaircissements et réponses à toute question qui pourrait être soulevée à ce stade.
3. Il est demandé au Soumissionnaire, autant que possible, de soumettre toute question par écrit de façon qu’elle parvienne à l’Autorité Contractante au moins une semaine avant la réunion préparatoire. Il se peut que le Maître d’Ouvrage ne puisse répondre au cours de la réunion aux questions reçues trop tard. Dans ce cas, les questions et réponses seront transmises selon les modalités de l’Article 19.4 ci-dessous.
4. Le procès-verbal de la réunion, incluant le texte des questions posées et des réponses données, y compris les réponses préparées après la réunion, sera transmis sans délai à tous ceux qui ont acheté le Dossier d’Appel d’Offres. Toute modification des documents d’appel d’offres énumérés à l’Article 8 du RGAO qui pourrait s’avérer nécessaire à l’issue de la réunion préparatoire sera faite par l’Autorité Contractante en publiant un additif conformément aux dispositions de l’Article 10 du RGAO, le procès-verbal de la réunion préparatoire ne pouvant en tenir lieu.
5. Le fait qu’un soumissionnaire n’assiste pas à la réunion préparatoire à l’établissement des offres ne sera pas un motif de disqualification.

## Article 20 : Forme et signature de l’offre

1. Le Soumissionnaire préparera un original des documents constitutifs de l’offre décrits à l’Article 13 du RGAO, en un volume portant clairement l’indication « ORIGINAL ». De plus, le Soumissionnaire soumettra le nombre de copies requis dans les RPAO, portant l’indication « COPIE ». En cas de divergence entre l’original et les copies, l’original fera foi.
2. L’original et toutes les copies de l’offre devront être dactylographiés ou écrits à l’encre indélébile (dans le cas des copies, des photocopies sont également acceptables) et seront signés par la ou les personnes dûment habilitées à signer au nom du Soumissionnaire, conformément à l’Article 6.1 (a) ou 6.2 (c) du RGAO, selon le cas. Toutes les pages de l’offre comprenant des surcharges ou des changements seront paraphées par le ou les signataires de l’offre.
3. L’offre ne doit comporter aucune modification, suppression ni surcharge, à moins que de telles corrections ne soient paraphées par le ou les signataires de la soumission.

# D. Dépôt des offres

## Article 21 : Cachetage et marquage des offres

1. Le Soumissionnaire placera l’original et les copies des documents constitutifs de l’offre dans deux enveloppes séparées et scellées portant la mention « ORIGINAL » et « COPIE », selon le cas. Ces enveloppes seront ensuite placées dans une enveloppe extérieure qui devra également être scellée, mais qui ne devra donner aucune indication sur l’identité du Soumissionnaire.
2. Les enveloppes intérieures et extérieures :
3. Seront adressées à l’Autorité Contractante à l’adresse indiquée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres ;
4. Porteront le nom du projet ainsi que l’objet et le numéro de l’Avis d’Appel d’Offres indiqués dans le RPAO, et la mention « A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT ».
5. Les enveloppes intérieures porteront également le nom et l’adresse du Soumissionnaire de façon à permettre à l’Autorité Contractante de renvoyer l’offre scellée si elle a été déclarée hors délai conformément aux dispositions des articles 23 et 24 du RGAO.
6. Si l’enveloppe extérieure n’est pas scellée et marquée comme indiqué aux articles 21.1 et 21.2 Susvisés, l’Autorité Contractante ne sera nullement responsable si l’offre est égarée ou ouverte prématurément.

## Article 22 : Date et heure limites de dépôt des offres

1. Les offres doivent être reçues par l’Autorité Contractante à l’adresse spécifiée à l'article 21.2 du RPAO au plus tard à la date et à l’heure spécifiées dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.
2. L’Autorité Contractante peut, à son gré, reporter la date limite fixée pour le dépôt des offres en publiant un additif conformément aux dispositions de l'article 10 du RGAO. Dans ce cas, tous les droits et obligations de l’Autorité Contractante et des Soumissionnaires précédemment régis par la date limite initiale seront régis par la nouvelle date limite.

## Article 23 : Offres hors délai

Toute offre parvenue à l’Autorité Contractante après les dates et heure limites fixées pour le dépôt des offres conformément à l’Article 22 du RGAO sera déclarée hors délai et, par conséquent, rejetée.

## Article 24 : Modification, substitution et retrait des offres

1. Un Soumissionnaire peut modifier, remplacer ou retirer son offre après l’avoir déposée, à condition que la notification écrite de la modification ou du retrait, soit reçue par l’Autorité Contractante avant l’achèvement du délai prescrit pour le dépôt des offres. Ladite notification doit être signée par un représentant habilité en application de l’article 20.2 du RGAO. La modification ou l’offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Les enveloppes doivent porter clairement selon le cas, la mention **« RETRAIT »** et **« OFFRE DE REMPLACEMENT »** ou **« MODIFICATION »**.
2. La notification de modification, de remplacement ou de retrait de l’offre par le Soumissionnaire sera préparée, cachetée, marquée et envoyée conformément aux dispositions de l'article 21 du RGAO. Le retrait peut également être notifié par télécopie, mais devra dans ce cas être confirmé par une notification écrite dûment signée, et dont la date, le cachet postal faisant foi, ne sera pas postérieure à la date limite fixée pour le dépôt des offres.
3. Les offres dont les Soumissionnaires demandent le retrait en application de l’article 24.1 leur seront retournées sans avoir été ouvertes.
4. Aucune offre ne peut être retirée dans l’intervalle compris entre la date limite de dépôt des offres et l’expiration de la période de validité de l’offre spécifiée par le modèle de soumission. Tout retrait par un Soumissionnaire de son offre pendant cet intervalle entraine la confiscation de la caution de soumission conformément aux dispositions de l'article 17.6 du RGAO.

# E. Ouverture des plis et évaluation des offres

## Article 25 : Ouverture des plis et recours

1. L’ouverture de tous les plis se fait en un temps, toutefois pour les projets complexes notamment ceux ayant fait l’objet d’une procédure de pré-qualification, l’ouverture peut se faire en deux temps.

La Commission de Passation des Marchés compétente procédera à l’ouverture des plis en un ou deux temps et en présence des représentants des soumissionnaires concernés qui souhaitent y assister, aux date, heure et adresse indiquées dans le RPAO. Les représentants des soumissionnaires qui sont présents signeront un registre ou une feuille attestant leur présence.

1. Dans un premier temps, les enveloppes marquées « Retrait » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l’enveloppe contenant l’offre correspondante sera renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte. Le retrait d’une offre ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le retrait et si cette notification est lue à haute voix. Ensuite, les enveloppes marquées « Offre de Remplacement » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente, qui sera renvoyée au Soumissionnaire concerné sans avoir été ouverte. Le remplacement d’offre ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et est lue à haute voix. Enfin, les enveloppes marquées « modification » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l’offre correspondante. La modification d’offre ne sera autorisée que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander la modification et est lue à haute voix. Seules les offres qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l’ouverture des plis seront ensuite évaluées.
2. Toutes les enveloppes seront ouvertes l’une après l’autre et le nom du soumissionnaire annoncé à haute voix ainsi que la mention éventuelle d’une modification, le prix de l’offre, y compris tout rabais [en cas d’ouverture des offres financières] et toute variante le cas échéant, l’existence d’une garantie d’offre si elle est exigée, et tout autre détail que l’Autorité Contractante peut juger utile de mentionner. Seuls les rabais et variantes de l’offre annoncés à haute voix lors de l’ouverture des plis seront soumis à évaluation.
3. Les offres (et les modifications reçues conformément aux dispositions de l'article 24 du RGAO) qui n’ont pas été ouvertes et lues à haute voix durant la séance d’ouverture des plis, quelle qu’en soit la raison, ne seront pas soumises à évaluation.
4. Il est établi, séance tenante un procès-verbal d’ouverture des plis qui mentionne la recevabilité des offres, leur régularité administrative, leurs prix, leurs rabais, et leurs délais ainsi que la composition de la sous- commission d’analyse. Une copie dudit procès-verbal à laquelle est annexée la feuille de présence est remise à tous les participants à la fin de la séance.
5. A la fin de chaque séance d’ouverture des plis, le président de la commission met immédiatement à la disposition du point focal désigné par l’organisme chargé de la régulation des Marchés Publics, une copie paraphée des offres des soumissionnaires.
6. En cas de recours, tel que prévu par le Code des Marchés Publics, il doit être adressé au Ministre Délégué à la Présidence chargée des Marchés Publics avec copies à l’organisme chargé de la régulation des Marchés Publics et au Chef de structure auprès de laquelle est placée la commission concernée.

Il doit parvenir dans un délai maximum de trois (03) jours ouvrables après l’ouverture des plis, sous la forme d’une lettre à laquelle est obligatoirement joint un feuillet de la fiche de recours dûment signée par le requérant et, éventuellement, par le Président de la Commission de Passation des marchés.

L’Observateur Indépendant annexe à son rapport, le feuillet qui lui a été remis, assorti des commentaires ou des observations y afférents.

## Article 26 : Caractère confidentiel de la procédure

1. Aucune information relative à l’examen, à l’évaluation, à la comparaison des offres, à la vérification de la qualification des soumissionnaires et à la proposition d’attribution du Marché ne sera donnée aux soumissionnaires ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l’attribution du Marché n’aura pas été rendue publique, sous peine de disqualification de l’offre du Soumissionnaire et de la suspension des auteurs de toutes activités dans le domaine des Marchés publics.
2. Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer la Commission de Passation des Marchés ou la Sous-commission d’Analyse dans l’évaluation des offres ou l’Autorité Contractante dans la décision d’attribution peut entraîner le rejet de son offre.
3. Nonobstant les dispositions de l’alinéa 26.2, entre l’ouverture des plis et l’attribution du marché, si un soumissionnaire souhaite entrer en contact avec l’Autorité Contractante pour des motifs ayant trait à son offre, il devra le faire par écrit.

## Article 27 : Eclaircissements sur les offres et contacts avec l’Autorité Contractante

1. Pour faciliter l’examen, l’évaluation et la comparaison des offres, la Commission de Passation des Marchés peut, si elle le désire, demander à tout soumissionnaire de donner des éclaircissements sur son offre. La demande d’éclaircissements et la réponse qui lui est apportée sont formulées par écrit, mais aucun changement du montant ou du contenu de la soumission n’est recherché, offert ou autorisé, sauf si c’est nécessaire pour confirmer la correction d’erreurs de calcul découvertes par la sous-commission d’analyse lors de l’évaluation des soumissions conformément aux dispositions de l’Article 30 du RGAO.
2. Sous réserve des dispositions de l’alinéa 1 susvisé, les soumissionnaires ne contacteront pas les membres de la commission des marchés et de la sous-commission pour des questions ayant trait à leurs offres, entre l’ouverture des plis et l’attribution du marché.

## Article 28 : Détermination de la conformité des offres

1. La Sous-commission d’analyse procèdera à un examen détaillé des offres pour déterminer si elles sont complètes, si les garanties exigées ont été fournies, si les documents ont été correctement signés, et si les offres sont d’une façon générale en bon ordre.
2. La Sous-commission d’analyse déterminera si l’offre est conforme pour l’essentiel aux dispositions du Dossier d’Appel d’Offres en se basant sur son contenu sans avoir recours à des éléments de preuve extrinsèques.
3. Une offre conforme pour l’essentiel au Dossier d’Appel d’Offres est une offre qui respecte tous les termes, conditions, et spécifications du Dossier d’Appel d’Offres, sans divergence ni réserve importante. Une divergence ou réserve importante est celle qui :
4. Affecte sensiblement l’étendue, la qualité ou la réalisation des Travaux ;
5. Limite sensiblement, en contradiction avec le Dossier d’Appel d’Offres, les droits de l’Autorité Contractante ou ses obligations au titre du Marché ;
6. Est telle que sa correction affecterait injustement la compétitivité des autres soumissionnaires qui ont présenté des offres conformes pour l’essentiel au Dossier d’Appel d’Offres.
7. Si une offre n’est pas conforme pour l’essentiel, elle sera écartée par la Commission des Marchés Compétente et ne pourra être par la suite rendue conforme.
8. L’Autorité Contractante se réserve le droit d’accepter ou de rejeter toute modification, divergence ou réserve. Les modifications, divergences, variantes et autres facteurs qui dépassent les exigences du Dossier d’Appel d’Offres ne doivent pas être pris en compte lors de l’évaluation des offres.

## Article 29 : Qualification du soumissionnaire

La Sous-commission s’assurera que le Soumissionnaire retenu pour avoir soumis l’offre substantiellement conforme aux dispositions du dossier d’appel d’offres, satisfait aux critères de qualification stipulés à l’article 6 du RPAO. Il est essentiel d’éviter tout arbitraire dans la détermination de la qualification.

## Article 30 : Correction des erreurs

1. La Sous-commission d’analyse vérifiera les offres reconnues conformes pour l’essentiel au Dossier d’Appel d’Offres pour en rectifier les erreurs de calcul éventuelles. La sous- commission d’analyse corrigera les erreurs de la façon suivante :
2. S’il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par les quantités, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé, à moins que, de l’avis de la Sous- commission d’analyse, la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé ;
3. Si le total obtenu par addition ou soustraction des sous totaux n’est pas exact, les sous totaux feront foi et le total sera corrigé ;
4. S’il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique confirmée par le sous-détail dudit prix, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des alinéas (a) et (b) ci-dessus.
5. Le montant figurant dans la Soumission sera corrigé par la Sous-commission d’analyse, conformément à la procédure de correction d’erreurs susmentionnée et, avec la confirmation du Soumissionnaire, ledit montant sera réputé l’engager.
6. Si le Soumissionnaire ayant présenté l’offre évaluée la moins-disante, n’accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée et sa garantie pourra être saisie.

## Article 31 : Conversion en une seule monnaie

1. Pour faciliter l’évaluation et la comparaison des offres, la sous-commission d’analyse convertira les prix des offres exprimés dans les diverses monnaies dans lesquelles le montant de l’offre est payable en francs CFA.
2. La conversion se fera en utilisant le cours vendeur fixé par la Banque des Etats de l’Afrique Centrale (BEAC), dans les conditions définies par le RPAO.

## Article 32 : Evaluation et comparaison des offres au plan financier

1. Seules les offres reconnues conformes, selon les dispositions de l’article 28 du RGAO, seront évaluées et comparées par la Sous- commission d’analyse.
2. En évaluant les offres, la sous-commission déterminera pour chaque offre le montant évalué de l’offre en rectifiant son montant comme suit :
3. En corrigeant toute erreur éventuelle conformément aux dispositions de l’article 30.2 du RGAO ;
4. En excluant les sommes provisionnelles et, le cas échéant, les provisions pour imprévus figurant dans le Détail quantitatif et estimatif récapitulatif, mais en ajoutant le montant des travaux en régie, lorsqu’ils sont chiffrés de façon compétitive comme spécifié dans le RPAO ;
5. En convertissant en une seule monnaie le montant résultant des rectifications (a) et (b) ci-dessus, conformément aux dispositions de l’article 31.2 du RGAO ;
6. En ajustant de façon appropriée, sur des bases techniques ou financières, toute autre modification, divergence ou réserve quantifiable ;
7. En prenant en considération les différents délais d’exécution proposés par les soumissionnaires, s’ils sont autorisés par le RPAO ;
8. Le cas échéant, conformément aux dispositions de l’article 13.2 du RGAO et du RPAO, en appliquant les remises offertes par le Soumissionnaire pour l’attribution de plus d’un lot, si cet appel d’offres est lancé simultanément pour plusieurs lots.
9. Le cas échéant, conformément aux dispositions de l’article 18.3 du RPAO et aux Spécifications techniques, les variantes techniques proposées, si elles sont permises, seront évaluées suivant leur mérite propre et indépendamment du fait que le Soumissionnaire aura offert ou non un prix pour la solution technique spécifiée par l’Autorité Contractante dans le RPAO.
10. L’effet estimé des formules de révision des prix figurant dans les CCAG et CCAP, appliquées durant la période d’exécution du Marché, ne sera pas pris en considération lors de l’évaluation des offres.
11. Si l’offre évaluée la moins-disante est jugée anormalement basse ou est fortement déséquilibrée par rapport à l’estimation du Maître d’Ouvrage des travaux à exécuter dans le cadre du Marché, la commission peut à partir du sous-détail de prix fournis par le soumissionnaire pour n’importe quel élément, ou pour tous les éléments du Détail quantitatif et estimatif, vérifier si ces prix sont compatibles avec les méthodes de construction et le calendrier proposé. Au cas où les justificatifs présentés par le soumissionnaire ne lui semblent pas satisfaisants, l’Autorité Contractante peut rejeter ladite offre après l’avis technique de l’Agence de Régulation des Marchés Publics.

## Article 33 : Préférence accordée aux soumissionnaires nationaux

Les entrepreneurs nationaux bénéficient d’une marge de préférence nationale telle que prévue par le Code des Marchés Publics aux fins d’évaluation des offres.

## Article 34 : Attribution

1. L’Autorité Contractante attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l’offre a été reconnue conforme pour l’essentiel au Dossier d’Appel d’offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont l’offre a été évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.
2. Si, selon l’Article 3.2 du RGAO, l’appel d’offres porte sur plusieurs lots, l’offre la moins-disante sera déterminée en évaluant ce marché en liaison avec les autres lots à attribuer concurremment, en prenant en compte les remises offertes par les soumissionnaires en cas d’attribution de plus d’un lot.
3. Toute attribution des marchés de Travaux se fait au Soumissionnaire remplissant les capacités techniques et financières requises résultant des critères d’évaluation et présentant l’offre évaluée la moins-disante.

## Article 35 : Droit de l’Autorité Contractante de déclarer un Appel d’Offres infructueux ou d’annuler une procédure

Le Maître d’Ouvrage se réserve le droit d’annuler une procédure d’Appel d’Offres après autorisation du Conseil d’Administration lorsque les offres ont été ouvertes ou de déclarer un Appel d’Offres infructueux après avis de la Commission de Passation des marchés compétente, sans qu’il y ait lieu à réclamation.

**Article 36 : Notification de l’attribution du marché**

Avant l’expiration du délai de validité des offres fixé par le RPAO, l’Autorité Contractante notifiera à l’attributaire du Marché par télécopie confirmée par lettre recommandée ou par tout autre moyen que sa soumission a été retenue. Cette lettre indiquera le montant que le Maître d’ouvrage paiera à l’Entrepreneur au titre de l’exécution des travaux et le délai d’exécution.

## Article 37 : Publication des résultats d’attribution du marché et recours

1. Le Maître d’Ouvrage communique à tout soumissionnaire ou administration concernée, sur requête à lui adressée dans un délai maximal de cinq (5) jours après la publication des résultats d’attribution ainsi que le procès-verbal de la séance d’attribution du marché y relatif auquel est annexé le rapport d’analyse des offres.
2. Le Maître d’Ouvrage est tenu de communiquer les motifs de rejet des offres des soumissionnaires concernés qui en font la demande.
3. Après la publication du résultat de l’attribution, les offres non retirées dans un délai maximal de quinze (15) jours seront détruites, sans qu’il y ait lieu à réclamation, à l’exception de l’exemplaire destiné à l’organisme chargé de la régulation des marchés publics.
4. En cas de recours, il doit être adressé au Comité d’Arbitrage et d’Examen des Recours, avec copies au Président du Conseil d’Administration, au Maître d’Ouvrage et au Président de la Commission de Passation des Marchés.

Il doit intervenir dans un délai maximum de cinq (05) jours ouvrables après la publication des résultats.

## Article 38 : Signature du marché

1. Après publication des résultats, le projet de marché souscrit par l’attributaire est soumis à la Commission de Passation des Marchés compétente pour examen et avis, et le cas échéant, au visa préalable du Ministre en charge des Marchés publics.
2. L’Autorité Contractante dispose d’un délai de sept (07) jours pour la signature du marché à compter de la date de réception du projet de marché examiné et souscrit par l’attributaire.
3. Le marché doit être notifié à son titulaire dans les cinq (5) jours qui suivent la date de sa signature.

## Article 39 : Cautionnement définitif

1. Dans les vingt (20) jours suivant la notification du marché par l’Autorité Contractante, l’entrepreneur fournira au Maître d’Ouvrage un cautionnement garantissant l’exécution intégrale des travaux.
2. Le cautionnement dont le taux varie entre 2 et 5% du montant TTC du marché, peut être remplacé par la garantie d’une caution d’un établissement bancaire agréé conformément aux textes en vigueur, et émise au profit du Maître d’ouvrage ou par une caution personnelle et solidaire.
3. Les petites et moyennes entreprises (PME) à capitaux et dirigeants nationaux peuvent produire à la place du cautionnement, soit une hypothèque légale, soit une caution d’un établissement bancaire ou d’un organisme financier agréé de premier rang conformément aux textes en vigueur.
4. L’absence de production du cautionnement définitif dans les délais prescrits est susceptible de donner lieu à la résiliation du marché dans les conditions prévues dans le CCAG.

Pièce N°3 :  
Règlement Particulier de l’Appel d’Offres (RPAO)

**REGLEMENT PARTICULIER DE L’APPEL D’OFFRES**

|  |  |
| --- | --- |
| Réf. du RPAO | **Généralités** |
| 1.1 | **Définition des Travaux**: **REVAMPING (INSTALLATION DES ELECTROPOMPES GPL, MODIFICATION DE LA TUYAUTERIE GPL, INSTALLATION DES BRAS DE CHARGEMENT AU PCCC ET MODIFICATION DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES) DU CENTRE EMPLISSEUR GAZ DE BONABERI A DOUALA**  **Consistance des Travaux  :** Les Travaux à réaliser sont décrits dans le CCTP ci- joint  **Nom et adresse de l’Autorité Contractante** : Société Camerounaise des Dépôts Pétroliers (SCDP) B.P : 2271 /2272 Rue de la Cité Chardy, Tél : (+237) 233 40 54 45, Poste 12060 ou (+237) 650 21 02 64/ Fax : (+237) 233 40 47 96 |
| 1.2. | **Délai d’exécution** : Le délai maximum d’exécution prévu par le Maître d’Ouvrage pour la réalisation des Travaux est de Cent vingt (120) jours. |
| 2.1. | **Source de financement :** budget d’investissement de la SCDP de l’exercice 2020 sur la ligne d’imputation budgétaire **O08P1** |
| 5.1 | Provenance des matériaux, matériels et fournitures d’équipements et services : Cameroun ou Etranger |
| 6 | **Critères d’évaluation**  **1.Critères éliminatoires**  Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l’évaluation suivant les critères essentiels. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l’offre du soumissionnaire.  Il s'agit notamment:  **Dossier administratif**   * Absence ou non-conformité d’une pièce du dossier administratif; * Fausse déclaration ou pièce falsifiée ; * Pièce administrative non régularisée dans le délai accordé par la CIPM à cet effet.   **Offre technique**   * Non-obtention de 80% des critères essentiels à l’évaluation technique, soit la non-validation de 4 critères essentiels sur 5.   **Offre financière**   * Non-conformité des documents suivants aux modèles prescrits par le DAO : * Cadre du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ; * Devis Quantitatif et Estimatif (DQE); * Absence d’un prix unitaire quantifié ;  1. **Critères essentiels**   L’évaluation des offres sera binaire (oui/non) et se fera sur la base des critères suivants :   1. **Critères essentiels ou de qualification**  |  |  |  |  | | --- | --- | --- | --- | | \*Références de l’Entreprise | Oui/Non |  | Oui/Non | | \*Moyen matériels | Oui/Non |  | Oui/Non | | \*Moyen humains | Oui/Non |  | Oui/Non | | \*Méthodologie et planning d’exécution des travaux | Oui/Non |  | Oui/Non | | \*Preuve de la capacité financière et d’acceptation des conditions du Marché | Oui/Non |  | Oui/Non | | **Soit un total de 5 critères** |  |  |  | |
| 9 | **GESTION DES RECOURS** |
|  | **Définition du Comité d’Arbitrage et d’Examen des Recours :**  Instance instituée au sein de la SCDP chargée de connaître des cas de contestations et dénonciations introduits par les soumissionnaires à la phase de la passation des marchés et de toute autre affaire dont il est saisi par le Conseil d’Administration. |
| 9.1 | Tout candidat qui s’estime lésé dans la procédure d’attribution d’un marché peut introduire un recours ainsi qu’il suit :   * **Entre la publication de l’avis de consultation y compris la phase de pré-qualification des candidats et l’ouverture des plis :**  1. Le recours doit être adressé au Directeur Général avec copie au Président du Conseil d’Administration. 2. Il doit parvenir au Directeur Général de la SCDP au plus tard sept (07) jours avant l’ouverture des plis. 3. Le Directeur Général dispose d’un délai de trois (03) jours pour faire connaitre sa réponse. Copie de cette réponse est transmis au Président du Conseil d’Administration.   Si le recourant n’est pas satisfait il peut porter le différend devant le Président du Conseil d’Administration. Le recours n’a pas d’effet suspensif. |
| 9.2 | * **A l’ouverture des plis, le recours ne porte que sur le déroulement de cette étape, notamment le respect des procédures et la régularité des pièces vérifiées :**  1. Le recours doit être adressé au Comité d’Arbitrage et d’Examen des Recours avec copie au Conseil d’Administration et au Directeur Général. 2. il doit parvenir dans un délai de maximum de trois (03) jours ouvrable après ouverture des plis ; il n’a pas d’effet suspensif.   c) En cas d’ouverture des offres en deux temps, les dénonciations et les recours sont valablement introduits dans un délai de cinq (05) jours à compter de la date d’ouverture des plis financiers. |
| 9.3 | * **Entre la publication des résultats et la notification de l’attribution, les recours ne peuvent porter que sur l’attribution :**  1. Le recours doit être adressé au Comité d’Arbitrage et d’Examen des Recours avec copie au Conseil d’Administration et au Directeur Général ; 2. il doit parvenir dans un délai maximum de cinq (05) jours ouvrables après la publication des résultats ;   c) Ce recours donne lieu à la suspension de la procédure. |
| 9.4 | * Dès réception du recours, le Comité d’Arbitrage et d’Examen des Recours formule son avis dans un délai maximum de sept (07) jours ouvrables. * Les avis du Comité d’Arbitrage et d’Examen des Recours, dûment entérinés par le Conseil d’Administration, s’imposent à toutes les Parties concernées. * En tout état de cause, le Conseil d’administration dispose d’un délai de quinze (15) jours, y compris le délai d’instruction du recours du Comité d’Arbitrage, pour vider sa saisine. |
| 9.5 | La saisine du Président du Conseil d’Administration, du Directeur Général ou le cas échéant, du Comité d’Arbitrage et d’Examen des Recours se fera aux adresses suivantes :   * **Lorsque le recours est adressé au Président du Conseil d’Administration pour le cas stipulé au point 9.1 (d) indiqué plus haut :**   A l’attention de M. Président du Conseil d’Administration s/c de Mme le Directeur Général de la SCDP, B.P. 2271 - DOUALA Fax. (+237) 233-40-47-96.   * **Lorsque le recours est adressé au Directeur Général pour les cas visés au point 9.1 (a), (b), (c) ci-dessus :**   À l’attention de Mme le Directeur Général de la SCDP, B.P : 2271-DOUALA Fax (+237) 233-40-47-96.   * **Lorsque le recours est adressé au Comité d’Arbitrage et d’Examen des Recours les cas visés aux points respectifs 9.2 ; 9.3 et 9.4 ci-dessus :**   À l’attention de M. le Président du Comité d’Arbitrage et d’Examen des Recours s/c. de Mme le Directeur Général de la SCDP.   * Une copie de la requête dûment déchargée à la guérite de la SCDP, devra systématiquement être remise par le requérant au Rapporteur dudit Comité d’Arbitrage et d’examen des Recours, en service à la Cellule des Marchés au Siège de la SCDP, sise au-dessus du Club House pour éviter tout malentendu sur les délais de saisine. |

En cas de groupement d’entreprises, celui exigé dans le présent Appel d’Offres est de type solidaire. Chaque membre du groupement devra produire son dossier administratif complet. Toutefois, l’attestation de domiciliation bancaire, la caution de soumission, le reçu d’achat du DAO seront produits uniquement par le mandataire du groupement.

La liste des documents sur la qualification visée à l’article 13 du RGAO, devra être regroupée dans trois (03) enveloppes intérieures et insérée dans une enveloppe extérieure.

Ladite enveloppe extérieure portera uniquement l’objet et le numéro de la consultation des entreprises avec la mention :

**« A n’ouvrir qu’en séance de dépouillement »**

Les trois (03) enveloppes intérieures seront réparties ainsi qu’il suit :

Enveloppe A- dossier administratif ;

Enveloppe B-offre technique ;

Enveloppe C- offre financière.

**Enveloppe A –dossier administratif**

Le dossier administratif comprendra les pièces suivantes :

1. Une déclaration d’intention de soumissionner signée, datée et timbrée (selon modèle joint) ;
2. L’accord de groupement notarié, le cas échéant ;
3. Le pouvoir de signature du mandataire du groupement, le cas échéant ;
4. Une attestation de non-faillite établie et signée par le Greffier en Chef du Tribunal de Première Instance du lieu de résidence du soumissionnaire datant de moins de trois (03) mois précédant la date de remise des offres ou une attestation de non-cessation de paiement pour les entreprises étrangères ;
5. Une attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire, délivrée par une banque de 1er ordre agréée par le Ministre en charge des Finances du Cameroun ;
6. La quittance d’achat du Dossier d’Appel d’Offres d’un montant de **Cent cinquante mille francs(150 000 F) CFA ;**
7. La caution de soumission (suivant modèle joint) d’un montant  **de huit millions trois cent mille francs( 8 300 000F) CFA,** délivrée par une banque de 1er ordre ou un établissement financier agréés par le Ministre en charge des Finances, valable pendant trente(30) jours au delà de la date originale de validité des Offres.
8. Une attestation de non-exclusion des Marchés Publics délivrée et cachetée par le Directeur Général de l’ARMP ou son représentant ;
9. Une attestation pour soumission à la CNPS en cours de validité, signée du Directeur Général de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale ou son représentant (Chef de Centre ou gestionnaire de compte) certifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations sociales vis-à-vis de ladite caisse datant de moins de trois (03) mois ;
10. Une attestation de non-redevance délivrée par le responsable de la structure fiscale de rattachement certifiant la souscription des obligations fiscales déclaratives et d’acquittement des impôts dus pour l’exercice en cours, datant de moins de trois mois. A défaut dudit Responsable, un acte administratif habilitant le signataire devra accompagner ladite pièce ;
11. Une photocopie certifiée conforme de la carte de contribuable ou une Attestation d’immatriculation en cours de validité, délivrée par le Chef de Centre de la structure fiscale de rattachement ;
12. Une expédition certifiée conforme du registre de commerce et du crédit mobilier établie et signée par le Greffier en Chef du Tribunal de Première Instance du lieu de résidence du soumissionnaire datant de moins de trois (03) mois précédant la la date de remise des Offres.

**Enveloppe B – Offre technique**

1. Les renseignements sur les qualifications

Le RPAO précise la liste des documents à fournir par les soumissionnaires pour justifier les critères de qualification mentionnées à l’article 6 du RPAO [conformément aux formulaires de qualification à insérer par le Maître d’Ouvrage dans le DAO].

1. Propositions techniques

**Grille d’évaluation**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **ITEM** | **CRITERES D’EVALUATION ET DE QUALIFICATION** | **NOTE MAX PREVUE** | **NOTE OBTENUE PAR LE SOUMISSIONNAIRE** | **JUSTIFICATIFS** |
| **I** | **REFERENCES DE L’ENTREPRISE**   1. Le soumissionnaire doit produire tous les documents attestant qu’il a au moins cinq (05) références de 300 000 000 F CFA TTC chacune dans les travaux de chaudronnerie en milieu pétrolier au cours des cinq (5) dernières années. 2. Le soumissionnaire doit produire tous les documents attestant qu’il a au moins trois (03) références dans les travaux d’installations spécifiques en GPL au cours des cinq (5) dernières années.   **Pour valider ce critère, le soumissionnaire devra valider les 2 sous-critères.**  **Pour valider ce critère, le soumissionnaire devra joindre les 1ères, 2èmes et dernières pages de chaque référence et les PV de réception y relatif.** | **OUI/NON**  Oui/non  Oui/non |  |  |
| **II** | **MOYENS MATERIELS**  Le soumissionnaire doit posséder en propre ou en location tout le matériel nécessaire à l’exécution des prestations. Il est tenu de fournir une copie de la facture d’acquisition ou une copie du contrat de location.  Le matériel concerné pour l’évaluation, en bon état de fonctionnement est le suivant :   1. Un camion HIAB 2. Deux Postes à souder autonome avec commande à distance 3. Deux Postes à souder électrique et équipé d’une commande à distance 4. 04 meules portatives (02 grande et 02 petite) ; 5. Une etuve centrale 6. Une betonière 500l mini ; 7. Un lot des matériels de génie civil ; 8. Des jeux de clés en bronze de 24 à 46 9. quatre étuves portatifs pour électrode ; 10. Deux caisses à outils mécanicien/électricien ; 11. Un lot d’EPI tout corps d’état   **Pour valider ce critère, le soumissionnaire devra valider les 11 sous-critères.** | Oui/non  Oui/non  Oui/non  Oui/non  Oui/non  Oui/non  Oui/Non  Oui/non  Oui/non  Oui/Non  Oui/Non |  |  |
| **III** | **MOYENS HUMAINS**  Le soumissionnaire doit mettre à disposition tout le personnel nécessaire pour l’exécution des travaux, dont le personnel-clé suivant :   * + - 1. **Un Chef de projet :** * Ayant au moins un Bac+5 en Génie Mécanique, Génie industriel ou dans tout autre domaine équivalent ; * Ayant au moins dix (10) ans d’expérience générale ; * Ayant au moins trois (03) références dans la conduite des projets spécifiques.   **Pour valider ce sous-critère, le soumissionnaire devra valider les trois sous critères**   * + - 1. **Un Conducteur des Travaux :** * Ayant au moins un Bac+3 en Génie Mécanique, Génie industriel ou dans tout autre domaine équivalent ; * Ayant au moins dix (05) ans d’expérience générale ; * Ayant au moins trois (03) références dans la conduite des projets spécififiques GPL.   **Pour valider ce sous-critère, le soumissionnaire devra valider les trois sous critères**   * + - 1. **Un Chef de chantier :** * Ayant au moins un Bac+3 en Génie civil ; * Ayant au moins dix (05) ans d’expérience générale ; * Ayant au moins trois (03) références dans la conduite des projets de Génie civil en milieux Pétroliers.   **Pour valider ce sous-critère, le soumissionnaire devra valider les trois sous critères**   * + - 1. **Trois techniciens de Génie Mécanique :** * Ayant au moins un Bac+2 en Génie Mécanique ou dans tout autre domaine équivalent ; * Ayant au moins cinq (05 ans) d’expérience dans les travaux de tuyauterie ;   **Pour valider ce sous-critère, le soumissionnaire devra valider 2/**   * + - 1. **Trois soudeurs homologués :** * Ayant chacun une homologation valide; * Ayant au moins cinq (05 ans) d’expérience dans les travaux de soududre en milieux pétroliers ;   **Pour valider ce sous-critère, le soumissionnaire devra valider 2/2.**   * + - 1. **Un Responsable HSE** * Ayant au moins un Bac+2 en Sciences ou Techniques Industrielles ; * Ayant au moins cinq (05) ans d’expérience générale ; * Ayant au moins trois (03) références dans le suivi ou le contrôle de travaux similaires en milieu pétrolier ; * Ayant un Certificat ou une Attestation de Formation en HSE.   **Pour valider ce sous-critère, le soumissionnaire devra valider 4/4**  **N.B : pour tout le personnel concerné, joindre CV signé et daté + copie certifiée conforme du diplôme, Attestation de formation ou certificat, Carte d’Habilitation, Homologation, etc…**  **Pour valider ce critère, le soumissionnaire devra valider tous les 6 sous-critères** | Oui/non  Oui/non  Oui/non  Oui/non  Oui/non  Oui/non  Oui/non  Oui/Non  Oui/non  Oui/non  Oui/non  Oui/non  Oui/non  Oui/non  Oui/non  Oui/non  Oui/Non  Oui/Non |  |  |
| **IV** | **METHODLOGIE ET DELAIS DE REALISATION DES TRAVAUX**   * Le soumissionnaire doit fournir un planning des travaux, précisant les méthodes d’exécutions proposées. * Le soumissionnaire devra avoir pris connaissance des conditions et du lieu d’exécution des travaux. Il fournira l’attestation de visite de site signée par chaque Responsable de site concerné ; * Le soumissionnaire indiquera son délai d’exécution des travaux qui devra être inférieur ou égal au délai prescrit dans le DAO.   **Pour valider ce critère, le soumissionnaire devra valider les 3 sous-critères** | **OUI/NON**  Oui/non    Oui/non  Oui/non |  |  |
| **v** | **PREUVE DE CAPACITE FINANCIERE D’ACCEPTATION DES CONDITIONS DU MARCHE**   * Le soumissionnaire devra fournir une preuve de financement d’un montant supérieur ou égal à 250 Millions de FCFA, délivrée par une banque de 1er ordre agréé par le Ministre en charge des Finances ; * Le soumissionnaire remettra les copies dument paraphées du CCAP et du CCTP   **Pour valider ce critère, le soumissionnaire doit valider les deux (02) sous-critères.** | **OUI/NON**  Oui/non  Oui/non |  |  |
| TOTAL | | **Oui/non** |  |  |

**Enveloppe C – Volume III : Offre financière**

|  |  |
| --- | --- |
|  | 1. La soumission proprement dite, en original rédigé selon le modèle joint, timbré au tarif en vigueur, signée et datée ; 2. Le Bordereau des Prix Unitaires dûment rempli ; 3. Le Détail quantitatif et estimatif dûment rempli ; 4. Le Sous-Détail des prix et/ou la décomposition des prix forfaitaires.   **NB : Les différentes parties d’un même dossier doivent obligatoirement être séparées par les intercalaires de couleur aussi bien dans l’original que dans les copies, de manière à faciliter son examen.** |
|  | **Prix et monnaie de l’offre** |
| 14.4. | Les prix du marché sont fermes et non révisables. |
|  | **Préparation et dépôt des offres** |
| 16.1. | Période de validité des offres :  La période de validité des offres est de 90 jours à partir de la date limite de dépôt des offres. |
| 20.1. | Nombre de copies de l’offre qui doivent être remplies et envoyées : 7 exemplaires dont un (01) original et six (06) copies. |
| 21.2. | Numéro de l’Appel d’Offres : N°\_\_\_\_\_/AONO/DG/DTEC/SDMIM/SMI/CIPM-SCDP/2020 |
| 22.1. | Date et heure limites de dépôt des offres : **\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ à \_\_\_h00min.** |
| 25.1 | Lieu, date et heure de l’ouverture des plis : **\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ à\_\_ \_h00min.** |
|  | **Evaluation et comparaison des offres** |
| 31.2. | Monnaie retenue pour la conversion en une seule monnaie : Le franc CFA  Source du taux de change : La Banque des Etats de l’Afrique Centrale (BEAC) |
| 33.1. | Les soumissionnaires nationaux bénéficient d’une marge de préférence nationale au cours de l’évaluation. |
|  | **Attribution du Marché** |
| 34.1 et 34.2 | L’attribution du Marché se fera au soumissionnaire présentant l’offre évaluée la moins-disante et remplissant les capacités techniques et financières requises résultant des critères dits essentiels ou de ceux éliminatoires conformément à l’article 50 al 1(a) du Décret N°2018/355 du 12 juin 2018 fixant les règles communes applicables aux Marchés des entreprises publiques |

Pièce N°4 :  
Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

**TABLE DES MATIERES**

[Chapitre I : Généralités 45](#_Toc10061897)

[Article 1 : Objet du marché 45](#_Toc10061898)

[Article 2 : Procédure de passation du marchés 45](#_Toc10061899)

[Article 3 : Définitions et attributions (CCAG Article 2 complété) 45](#_Toc10061900)

[Article 4 : Langue, lois et règlements applicables 46](#_Toc10061901)

[Article 5 : Pièces constitutives du marché (CCAG Article 4) 46](#_Toc10061902)

[Article 6 : Textes généraux applicables 46](#_Toc10061903)

[Article 7 : Communication (CCAG Article 6 et 10 complétés) 47](#_Toc10061904)

[Article 8 : Ordres de service (CCAG Article 8) 47](#_Toc10061905)

[Article 9 : Personnel de l’Entrepreneur 47](#_Toc10061906)

[Chapitre II : Clauses financières 48](#_Toc10061907)

[Article 10 : cautionnement définitif et retenue de garantie 48](#_Toc10061908)

[Article 11 : Montant du Marche 48](#_Toc10061909)

[Article 12 : Lieu et mode de paiement 48](#_Toc10061910)

[Article 13 : Variation des prix 48](#_Toc10061911)

[Article 14 : Valorisation des travaux 48](#_Toc10061912)

[Article 15 : Avance de démarrage 48](#_Toc10061913)

[Article 16 : Présentation des décomptes 49](#_Toc10061914)

[Article 17 : Intérêts moratoires 49](#_Toc10061915)

[Article 18 : Pénalités 49](#_Toc10061916)

[Article 19 : Décompte final 49](#_Toc10061917)

[Article 20 : Décompte général et définitif 50](#_Toc10061918)

[Article 21 : Régime fiscal et douanier 50](#_Toc10061919)

[Article 22 : Timbre et enregistrement 50](#_Toc10061920)

[Chapitre III : Exécution des travaux 50](#_Toc10061921)

[Article 23 : Délai d’exécution 50](#_Toc10061922)

[Article 24 : Rôle et responsabilité de l’Entrepreneur **Erreur ! Signet non défini.**](#_Toc10061923)

[Article 25 : Mise à disposition des documents et du site 50](#_Toc10061924)

[Article 26 : Assurances 51](#_Toc10061925)

[Article 27 : Consistance des travaux 51](#_Toc10061926)

[Article 28 : Pièces à fournir par l’entrepreneur 52](#_Toc10061927)

[Article 29 : Organisation et sécurité du chantier 52](#_Toc10061928)

[Article 30 : Sous-traitance 53](#_Toc10061929)

[Article 31 : Journal de chantier 54](#_Toc10061930)

[Article 32 : Variation dans la masse des travaux 54](#_Toc10061931)

[Article 33 : Remplacement du personnel d’encadrement 54](#_Toc10061932)

[Article 34 : Planning des travaux 54](#_Toc10061933)

[Chapitre IV : De la réception 54](#_Toc10061934)

[Article 35 : Réception provisoire 55](#_Toc10061935)

[Article 36 : Documents à fournir après exécution 55](#_Toc10061936)

[Article 37 : Délai de garantie 56](#_Toc10061937)

[Article 38 : Réception définitive 56](#_Toc10061938)

[Chapitre V : Dispositions diverses 56](#_Toc10061939)

[Article 39 : Résiliation du Marché 56](#_Toc10061940)

[Article 40 : Force majeure 56](#_Toc10061941)

[Article 41 : Différends et litiges 57](#_Toc10061942)

[Article 42 : Edition et diffusion du Marché 57](#_Toc10061943)

[Article 43 et dernier : Entrée en vigueur du Marché 57](#_Toc10061944)

Chapitre I : Généralités

Article 1 : Objet du Marché

Le présent Marché a pour but de définir les conditions et modalités relatives aux TRAVAUX DE REVAMPING (INSTALLATION DES ELECTROPOMPES GPL, MODIFICATION DE LA TUYAUTERIE GPL, INSTALLATION DES BRAS DE CHARGEMENT AU PCCC ET MODIFICATION DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES) DU CENTRE EMPLISSEUR GAZ DE BONABERI A DOUALA

**Article 2 : Procédure de passation du Marché**

Le présent Marché est passé après Appel d’Offres National Ouvert N°\_/AONO/DG/DTEC/SDMIM/SMI/CIPM-SCDP/2020 du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_.

**Article 3 : Définitions et attributions**

1. **Définitions générales**

* **Le Bénéficiaire des Travaux est** la Société Camerounaise des Dépôts Pétroliers (SCDP) représentée par son Directeur Général. A ce titre, il est signataire du Marché et en assure la bonne exécution notamment, sa réalisation effective conformément au Cahier de Charges, par la signature des Procès-Verbaux de réception. Il veille à la conservation des originaux des documents du Marché et la transmission des copies aux administrations concernées ;
* **L’Autorité chargée du contrôle externe du Marché** est le Ministre en charge des Marchés Publics ;
* **Le Chef de Service du Marché** est le Directeur Technique (DTEC) de la SCDP. Il veille au respect des clauses administratives, techniques et financières et des délais contractuels ;
* **L’Ingénieur du Marché** est le Sous-Directeur de la Maintenance Industrielle et du Magasin (SDMIM) de la SCDP. Il apprécie, décide et donne toutes les instructions n’entraînant aucune incidence financière et rend compte au Chef de service du Marché ;
* **L’Entrepreneur**  est \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ ;
* **Le Maitre d’Oeuvre est \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ .**

1. **Nantissement**

Le présent Marché peut être donné en nantissement institué par l’Article 96 du Décret N°2018/355 du décret du 12 juin 2018 fixant les règles communes applicables aux marchés des entreprises publiques, sous réserve de toute forme de cession de créance. Dans ce cas:

* L’Autorité en charge de l’ordonnancement des dépenses est le Directeur Général de la Société Camerounaise des Dépôts Pétroliers ;
* Le Responsable chargé de la liquidation des dépenses est le Directeur Technique (DTEC) de la SCDP ;
* Le Responsable chargé du paiement est le Directeur des Opérations Financières et de la Comptabilité (DOFC) de la SCDP.

**Article 4 : Langue, lois et règlements applicables**

1. La langue utilisée est le français ou l’anglais.
2. L’Entrepreneur s’engage à observer les lois, règlements en vigueur en République du Cameroun et ce, aussi bien dans sa propre organisation que dans la réalisation du marché.

Si ces lois et règlements en vigueur à la date de signature du présent Marché venaient à être modifiés après la signature du marché, les coûts éventuels qui en découleraient directement seraient pris en compte sans gain ni perte pour chaque partie.

**Article 5 : Pièces constitutives du Marché**

Les pièces contractuelles constitutives du présent Marché sont par ordre de priorité :

1. La déclaration d’intention de soumissionner ou l’acte d’engagement ;

2. La soumission de l’Entrepreneur et ses annexes dans toutes les dispositions non contraires au Descriptif de la Fourniture et au Cahier des Clauses Administratives Particulières ci-dessous visés ;

3. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;

4. Le Cahier des Clauses Techniques particulières (CCTP) ;

5. Les éléments propres à la détermination du montant du Marché, tels que, par ordre de priorité les bordereaux des prix unitaires ; le devis estimatif et quantitatif et le sous détail des prix unitaires ;

6. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux Marchés publics des travaux mis en vigueur par arrêté N° 033 du 13 février 2007.

Article 6 : Normes

6.1 Les Prestations objet du présent Marché seront réalisées conformément aux normes fixées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et quand aucune norme applicable n’est mentionnée, la norme faisant autorité en la matière est celle applicable au Cameroun. Cette norme sera la norme approuvée par l’Autorité compétente.

* 1. Le Prestataire étudiera, exécutera et garantira les Prestations objet du présent Marché en prenant en considération la meilleure pratique de réalisation au Cameroun pour des opérations de technologie similaire.

**Article 7 : Textes généraux applicables**

Le présent Marché est soumis aux textes généraux ci-après :

1. La Constitution ;
2. La loi n° 92/007 du 14 août 1992 portant Code du travail
3. La loi n°2007/006 du 26 décembre 2007 portant Régime Financier de l’Etat ;
4. La loi N°2017/011 du 12 juillet 2017 portant statut Général des Entreprises Publiques ;
5. La loi N°2019/023 du 24 Décembre 2019 portant loi des Finances de la République du Cameroun pour l’Exercice 2020 ;
6. La loi N°2020/008 du 20 juillet 2020 portant ratification de l’Ordonnance 2020 /001/ du 03 juin 2020 visée ci-dessous ;
7. L’Ordonnance n°2020/001 du 03 juin 2020 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi de Finances 2020 ;
8. Le décret N°2018/355 du 12 juin 2018 fixant les règles communes applicables aux Marchés des entreprises publiques ;
9. Le décret 2003/651/PM du 16 avril 2003 fixant les modalités d’application du régime fiscal et douanier des Marchés Publics ;
10. La circulaire N° 003/CAB/PM du 18 avril 2008 relative au respect des règles régissant la passation, l’exécution et le contrôle des Marchés publics ;
11. La Circulaire N°00008349/C/MINFI du 30 Décembre 2019 portant instructions relatives à l’exécution des Lois de Finances, au suivi et au contrôle de l’exécution du Budget de l’Etat et des autres Entités Publiques pour l’exercice 2020 ;
12. Les normes techniques relatives à l’objet du Marché.

**Article 8 : Communication**

8.1 Toutes les notifications et communications écrites dans le cadre du présent Marché devront être faites aux adresses suivantes :

**Pour le Maître d’Ouvrage :**

A l’attention du Directeur Général de la SCDP, B.P. 2271 - DOUALA Fax. (+237) 233-40-47-96

**Pour l’Entrepreneur :**

À ………………………………………………………………….

BP : …………………………………………………………

Fax : ………………………………………………………………

8.2 L’Entrepreneur adressera toutes notifications écrites ou correspondances au Maître d’Ouvrage, avec copie au Chef de Service du Marché.

**Article 9: Ordres de service et Correspondances**

Les différents ordres de service sont établis et notifiés ainsi qu’il suit :

* 1. L’Ordre de Service de commencer les travaux est signé par le Maître d’Ouvrage et notifié à l’Entrepreneur par Chef de Service du Marché.
  2. Les Ordres de Service ayant une incidence sur l’objectif, le montant ou le délai d’exécution du Marché seront signés par le Maître d’Ouvrage et notifiés par le Chef de Service du Marché à l’Entrepreneur.
  3. Les Ordres de Service à caractère technique liés au déroulement normal des travaux seront directement signés par le Chef de Service du Marché et notifiés à l’Entrepreneur par l’Ingénieur du Marché.
  4. Les Ordres de Service valant mise en demeure seront signés par le Maître d’Ouvrage et notifiés à l’Entrepreneur par le Chef de Service du Marché.
  5. Les Ordres de Service de suspension et de reprise des travaux pour cause de cas de force majeure, seront signés par le Chef de Service du Marché sur proposition de l’Ingénieur du Marché et notifiés à l’Entrepreneur par celui-ci.

**Article 10 : Matériel et Personnel de l’Entrepreneur**

10 .1 Toute modification unilatérale apportée aux propositions en matériel ou en personnel d’encadrement de l’offre technique, avant et pendant l’exécution des travaux, constitue un motif de résiliation du Marché tel que visé à l’article 37 ci-dessous ou d’application de pénalités.

10 .2 Toute modification même partielle apportée aux propositions en matériel ou en personnel d’encadrement de l’offre technique n’interviendra qu’après accord écrit du Chef de Service du Marché. En cas de modification, l’Entrepreneur fera remplacer par un personnel de compétence (qualifications et expérience) au moins égale ou par du matériel de performance similaire et en bon état de marche.

**Chapitre II : Clauses financières**

**Article 11 : Cautionnement définitif et Retenue de garantie**

**11.1 cautionnement définitif**

Le cautionnement définitif est fixé à 2% du montant TTC du Marché. Il doit être constitué dans un délai de vingt(20) jours à compter de la date de notification du Marché et dans tous les cas avant le premier paiement des décomptes.

Le cautionnement sera restitué dans un délai d’un (01) mois suivant la date de réception provisoire des travaux, à la suite d’une mainlevée délivrée par le Maître d’Ouvrage à la demande de l’Entrepreneur.

* 1. **retenue de garantie**

La retenue de garantie est fixée à 5% du montant TTC du Marché.

La restitution de la retenue de garantie sera effectuée dans un délai d’un mois après la réception définitive sur mainlevée délivrée par le Maître d’Ouvrage à la demande de l’Entrepreneur.

**Article 12 : Montant du Marché**

Le montant du présent Marché est de (\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_) francs **CFA** ToutesTaxes Comprises(--------------------------F CFA TTC);détaillé ainsi qu’il suit:

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Montant en chiffre**  **F CFA** | **Montant en lettre**  **F CFA** |
| **Montant TTC** |  |  |
| **Montant HTVA** |  |  |
| **TVA (19,25 %)** |  |  |
| **IR (2 ,2 ou 5,5 %)** |  |  |
| **Net à Mandater** |  |  |

**Article 13 : Lieu et mode de paiement**

13.1. Le Maître d’Ouvrage se libérera des sommes dues en francs CFA, par virement bancaire au compte ci-après :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **CODE SWIFT** | **CODE BANQUE** | **CODE GUICHET** | **N° DE COMPTE** | **CLE** |
|  |  |  |  |  |

13.2. Facturation

Les factures seront libellées en FCFA au nom de la SCDP, et les paiements effectués au prorata de la réalisation des Travaux sanctionnées par la production des décomptes suivant l’exécution des Travaux , conformément au CCTP et ce jusqu’à l’expiration du délai contractuel.

**Article 14 : Variation des prix**

Les prix du présent Marché sont fermes et non révisables

**Article 15 : Valorisation des travaux**

Le présent Marché est à prix unitaires

**Article 16 : Avance de démarrage**

16.1 Le Maître d’Ouvrage peut accorder une avance de démarrage n’excédant pas 20% du montant TTC du Marché, à la demande de l’Entrepreneur. Cette avance sera cautionnée à 100% par une banque de premier ordre ou un organisme financier agréé par le Ministre en charge des Finances en République du Cameroun.

16.2 Cette avance de démarrage sera remboursée par des prélèvements opérés sur les acomptes à verser à l’Entrepreneur. Elle devra être totalement remboursée lorsque le paiement des acomptes aura atteint le taux de 80% de la valeur HTVA du Marché.

**Article 17 : Présentation des décomptes**

17.1 A la fin de chaque mois et ce avant le trente (30) du mois, le Maitre d’œuvre , l’Entrepreneur et l’Ingénieur du Marché établissent un attachement contradictoire qui récapitule et fixe les quantités réalisées et constatées pour chaque poste du bordereau des prix au cours du mois et pouvant donner droit au paiement.

17.2 Sur la base de l’attachement contradictoire établi, l’Entrepreneur présentera au Maître d’Ouvrage en sept (07) exemplaires et dans les cinq (05) jours, le décompte préalablement approuvé par le Maitre d’Oeuvre et signé respectivement par l’Ingénieur du Marché et le Chef de Service du Marché.

**Article 18 : Intérêts moratoires**

Lorsqu’il est imputable au Maître d’Ouvrage, le défaut de paiement dans les délais fixés dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières ouvre et fait courir de plein droit au bénéfice de l’Entrepreneur des Intérêts moratoires.

Le montant des Intérêts moratoires est calculé par application de la formule :

**I = M x (n/360) x (i)**

* M = montant toutes taxes comprises (TTC) des sommes dues au titulaire.
* n = nombre de jours calendaires de retard.
* I = taux d’intervention sur les Appels d’Offres de la BEAC majoré d’un point ou taux d’escompte pratiqué par la Banque d’émission de la monnaie considérée majoré au plus d’un (1) point, selon le cas.

**Article 19 : Pénalités**

1. **Pénalités de retard**
   1. Le montant des pénalités de retard est fixé comme suit :
2. Un deux millième (1/2000è) du montant TTC du Marché de base et de ses avenants éventuels par jour calendaire de retard du premier au trentième jour au-delà du délai contractuel fixé par le Marché ;
3. Un millième (1/1000è) de montant TTC du Marché de base et de ses avenants éventuels par jour calendaire de retard au-delà du trentième jour.
   1. Le montant cumulé des pénalités de retard est limité à dix pour cent (10%) du montant TTC du Marché de base et de ses avenants éventuels.
4. **Pénalités spécifiques**

Indépendamment des pénalités de retard, l’Entrepreneur est passible des pénalités spécifiques suivantes pour inobservation des dispositions du Marché, notamment :

* Remise tardive du cautionnement définitif : 10 000 Francs CFA par jour de retard ;
* Remise tardive de la preuve de la disponibilité de la police d’assurance Tous Risques Chantier (TRC): 5 000 Francs CFA par jour de retard ;
* Remise tardive du dossier d’exécution pour autant que le retard soit de son fait : 10 000 Francs CFA par jour de retard.

En tout état de cause, le montant cumulé des pénalités spécifiques sera plafonné à 2% du montant TTC du Marché.

**Article 20 : Décompte final**

Après achèvement des travaux et dans un délai maximum de cinq (05) jours, l’Entrepreneur établira à partir des constats contradictoires, le projet de décompte final des travaux effectivement réalisés qui récapitule le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l’exécution du Marché dans son ensemble. Ce décompte final est remis au Maitre d’œuvre dans un délai d’un(01) mois à compter de la date de réception provisoire . Si le projet de décompte final est validé par le Maitre D’œuvre, accepté par l’ingénieur du Marché et le Chef de Service du Marché, il devient alors le décompte final et est notifié à l’Entrepreneur dans un délai de quinze(15) jours. L’Entrepreneur doit alors, suivant la date de cette notification et dans un délai de quinze(15) jours, renvoyer le décompte final revêtu de sa signature au Maitre d’Ouvrage.

**Article 21 : Décompte général et définitif**

A la fin de la période de garantie qui donne lieu à la réception définitive des travaux, l’Entrepreneur dresse un décompte général et définitif du Marché qu’il fait signer contradictoirement par le Maitre d’œuvre, l’ingénieur du Marché, le Chef de Service du Marché et le Maître d’Ouvrage. Ce décompte comprend :

* Le décompte final ;
* Le solde ;
* La récapitulation des acomptes mensuels.

La signature du décompte général et définitif sans réserve par l’Entrepreneur lie définitivement les parties et met fin au Marché, sauf en ce qui concerne les intérêts moratoires.

**Article 22 : Régime fiscal et douanier**

Le présent Marché est soumis à tous les droits et taxes en vigueur au Cameroun.

**Article 23 : Timbre et enregistrement**

Sept (07) exemplaires originaux du Marché seront timbrés et enregistrés par les soins et aux frais de l’Entrepreneur, conformément à la réglementation en vigueur.

**Chapitre III : Exécution des travaux**

**Article 24 : Délai d’exécution**

L’ensemble des travaux faisant l’objet du présent Marché devra être terminé dans un délai de cent vingt (120) jours, à compter de la date de notification de l’Ordre de Service de démarrer des travaux.

**Article 25 : Obligations et responsabilités des Parties**

25.1. A la charge de l’Entrepreneur

L’Entrepreneur est garant vis-à-vis de la SCDP des documents d’exécution, de préparation, de l’organisation et de la conduite du chantier, de la qualité des moyens matériels employés par lui, de leur parfaite adaptation aux besoins du chantier et de la bonne exécution des prestations.

Aussi, L’Entrepreneur reste responsable de la totalité du chantier, y compris des interventions des sous-traitants agréés. Il lui appartient en outre de s’assurer des conditions d’intervention des fournisseurs, des sous-traitants dont le concours lui est nécessaire ; l’Entrepreneur est garant de leur intervention en temps utile et de la bonne exécution des ordres donnés par l’Ingénieur du Marché.

L’Entrepreneur devra tenir constamment à jour un planning d’avancement des travaux, et en communiquer trois (03) exemplaires à l’Ingénieur du Marché chaque début de mois. En outre, l’Entrepreneur a pour obligation d’assurer :

* L’exécution des travaux tels que définis au présent cahier des charges et suivant les règles de l’art en la matière ;
* La transmission de toute la documentation technique du matériel fourni ;
* La mise à la disposition de l’outillage nécessaire à la réalisation des travaux ;
* La mise à la disposition du personnel prescrit ;
* Les équipements de protection individuelle du personnel (tenues en coton, casque, gants et chaussures de sécurité) ;
* Le nettoyage et la propreté en fin de chantier s’il y a lieu ;
* La réunion de démarrage des travaux.

25.2. A la charge du Maître d’Ouvrage

Le Maître d’Ouvrage s’engage à effectuer les opérations suivantes :

* La fourniture des documents administratifs (autorisation administrative et les différents permis) ;
* La mise à disposition des agents de sécurité ;
* Le paiement des décomptes dûment approuvés ;
* La réception des travaux exécutés conformément au cahier de charges ;
* La mise à disposition des installations;
* La fourniture de l’énergie hydraulique et électrique sur site pendant la durée des prestations.

**Article 26 : Mise à disposition des documents et du site**

Les plans, les documents techniques et toute autre information à caractère technique seront transmis par l’Ingénieur du Marché et la mise à disposition du site sera assurée par le Maitre d’Ouvrage à travers les différentes autorisations administratives.

**Article 27 : Assurances**

Avant tout commencement d’exécution des travaux et sans pour autant diminuer ses obligations, l’Entrepreneur devra contracter toutes les polices d’assurances requises et notamment une Assurance Tous Risques Chantier (TRC) auprès d’une Compagnie d’Assurance locale, agrée par le Ministre en charge des Finances.

Cette Assurance aura pour but de couvrir notamment, les risques afférents :

* Aux dommages matériels pouvant être causés par les manœuvres des ouvrages électriques dans les différents sites ;
* Aux désordres causés, le cas échéant, aux constructions et ouvrages voisins des travaux objet du présent Marché ;
* Aux dommages corporels du personnel d’intervention.

L’Entrepreneur est tenu de fournir au Maître d’Ouvrage une copie des différentes Polices d’Assurance contractées pour les travaux objet du présent Marché.

**Article 28 : Consistance des travaux**

Les travaux à exécuter sont décrits dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ci-joint.

**Article 29 : Pièces à fournir par l’Entrepreneur**

L’Entrepreneur s’engage à soumettre à l’agrément de la SCDP dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de l’ordre de service de commencer les travaux, une liste du personnel (ouvriers qualifiés et cadres) qu’il emploiera sur le chantier. Cette liste indiquera outre les noms des agents, leur qualification et références. Elle sera accompagnée du curriculum vitae de ces agents.

Il soumettra en outre le dossier d’exécution des travaux, son calendrier d’approvisionnement, son projet de plan d’assurance qualité et son plan de gestion environnemental.

Deux exemplaires de ces pièces lui seront retournés dans un délai de huit (08) à quinze (15) jours à partir de leur réception avec :

* Soit la mention d’approbation « BON POUR EXECUTION »
* Soit la mention de leur rejet accompagnée de motifs du rejet.

L’Entrepreneur disposera alors de huit (08) jours pour présenter un nouveau programme. Le Chef de Service du Marché disposera alors d’un délai de cinq (5) jours pour donner son approbation ou faire d’éventuelles remarques. Dans ce cas, la procédure est relancée sans que cela ne puisse modifier le délai contractuel.

L'approbation donnée par le Chef de Service du Marché n'atténuera en rien la responsabilité de l’Entrepreneur. Cependant les travaux exécutés avant l'approbation du programme ne seront ni constatés ni rémunérés. Le planning actualisé et approuvé deviendra le planning contractuel.

L’Entrepreneur tiendra constamment à jour, sur le chantier, un planning des travaux qui tiendra compte de l'avancement réel du chantier. Des modifications importantes ne pourront être apportées au programme contractuel qu'après avoir reçu l'accord du Chef service du Marché.

**Article 30 : Organisation et sécurité du chantier**

Avant le début des travaux, le chantier doit être balisé conformément au règlement en vigueur à la SCDP et l’Entrepreneur doit prendre toutes les mesures de sécurité nécessaires pour assurer la sécurité du chantier.

L’Entrepreneur a visité et examiné l’emplacement des travaux et des environs et a pris connaissance avant la remise de son Offre des caractéristiques, de l’emprise, de la nature des travaux à exécuter, de l’importance des matériaux à fournir, des voies et moyens d’accès au chantier, des installations nécessaires, et aussi :

* des conditions générales d’exécution des travaux, en particulier, des préparations nécessitées par ceux-ci ;
* des conditions physiques propres à l’emplacement des travaux ;
* des circonstances météorologiques et sismiques locales, normales et exceptionnelles et leurs conséquences ;
* de se conformer à toutes les prescriptions légales, réglementaires et techniques de sécurité en vigueur dans les dépôts d’hydrocarbures, et en particulier sur les installations qui seront en activité permanente ;
* de se conformer au plan d’hygiène, sécurité et règlement de chantier pour la discipline et la sécurité du personnel ;
* des conditions locales, particulièrement des conditions de fourniture et de stockage des matériaux ;
* des moyens de communication, de transport, des possibilités de fourniture en électricité ;
* de la disponibilité en main-d’œuvre suffisamment qualifiée,
* de toutes les contraintes résultant de la législation sociale, du régime fiscal et douanier qui lui sont applicables ;
* de l’éventuelle présence à proximité, d’autres entreprises travaillant également, par Marchés distincts, à la réalisation d’autres travaux.

Et d’une manière générale, il s’est procuré toutes les informations concernant les risques, aléas et circonstances susceptibles d’influencer les conditions d’exécution des travaux ou leurs prix et sera rémunérée dans le cadre de l’exécution de ces travaux.

L’Entrepreneur sera seul et pleinement responsable des accidents et dommages de toute nature qui adviendraient, à l’occasion des travaux, à son personnel, à des tiers et à son matériel, au cours de l’exécution du présent Marché.

A ce titre, il ne pourra se prévaloir d’aucune erreur, omission ou imprécision des documents contractuels. Il réglera le cas échéant, les dommages sans intervention de la SCDP.

**Article 31 : Sous-traitance**

L’Entrepreneur pourra confier à des sous-traitants l’exécution d’une partie des travaux (30% maximum) faisant l’objet du présent Marché, sous réserve que ces sous-traitants éventuels aient été au préalable agréés par la SCDP. Cette autorisation n’affranchira l’Entrepreneur d’aucune de ses obligations contractuelles.

Les sous-traitants devront satisfaire aux mêmes conditions que le titulaire du présent Marché. Ils bénéficieront des mêmes avantages et exécuteront leur partie des travaux sous la seule et pleine responsabilité de l’Entrepreneur.

Les éventuels sous-traitants qui seraient agréés ne pourront pas obtenir directement de la SCDP le règlement des travaux, fournitures ou services dont ils ont assuré l’exécution sans une autorisation de l’Entrepreneur.

**Article 32 : Journal de chantier**

Le journal de chantier sera tenu par l’Entrepreneur et mis à la disposition du Maitre d’œuvre.Il sera signé contradictoirement par le Maitre d’œuvre,l’Ingénieur du Marché et le représentant dûment mandaté de l’Entrepreneur systématiquement lors des réunions de chantier. C’est un document contradictoire unique. Ses pages sont numérotés et visées. Aucune page ne doit être enlevée. Les parties raturées ou annulées sont signalées en marge pour validation.

**Article 33 : Variation dans la masse des travaux**

Dans la limite de vingt pour cent (20%) en plus ou moins des quantités relatives à l’ensemble des prix du bordereau des prix ainsi que de la masse totale des travaux prévus dans le présent Marché, le Maitre d’Ouvrage a toute latitude pour apporter les modifications jugées nécessaires à tout ou partie d’ouvrage sans que l’Entrepreneur puisse prétendre à une quelconque indemnisation ou une modification des prix du bordereau des prix.

Aucun travail supplémentaire ne pourra être exécuté par l’Entrepreneur s’il n’a fait pas l’objet d’un Ordre de Service signé par le Chef de Service du Marché le prescrivant explicitement. Il sera fait application des prix unitaires du bordereau en annexe.

**Article 34 : Remplacement du personnel d’encadrement**

Si pour convenance propre, l’Entrepreneur doit remplacer un agent, l’agent en cause ne devra en aucun cas interrompre la continuité des travaux. Tous les frais en découlant seront à la charge entière de l’Entrepreneur.

En cas de maladie ou d’accident, l’Entrepreneur devra remplacer sans délai tout agent qui se trouverait empêché d’exécuter les tâches qui lui seront confiées normalement dans le cadre du présent Marché.

Si le Maître d’Ouvrage demande le remplacement d’un agent pour faute grave de ce dernier dûment constaté par les deux parties, l’Entrepreneur devra pourvoir à ses frais à son remplacement immédiat.

Dans les cas de remplacement exposés ci-dessus, la procédure d’agrément par le Maitre d’Ouvrage reste valable pour l’agent désigné par l’Entrepreneur pour succéder à l’agent remplacé.

**Article 35 : Planning des travaux**

Dans un délai de cinq (05) jours à compter de la date de notification de l’Ordre de Service de commencer les travaux, l’Entrepreneur soumettra pour validation au Maitre d’œuvre ,à l’Ingénieur du Marché et au Chef de Service du Marché, le dossier d’exécution des travaux en trois (03) exemplaires. Ce dossier comportera les documents suivants :

1. Installation générale du chantier,le ca échéant ;
2. Etat détaillé du matériel à amener sur le chantier ;

* Matériel déjà en possession de l’Entrepreneur;
* Matériel à commander et délai de livraison, leur origine et leur provenance ;

1. Etat détaillé des matériaux à commander, indiquant leur origine et leur provenance ;
2. Prévisions quantitatives d’emploi de la main d’œuvre ;
3. Un planning graphique des prévisions d’avancement des travaux faisant ressortir leur achèvement dans le délai contractuel et permettant au cours de leur exécution, de comparer l’avancement réel par rapport aux prévisions ;
4. Dossiers annexes si l’Entrepreneur les juge nécessaires.

L’Ingénieur du Marché devra dans un délai de sept (07) jours,après avis du Maitre d’Oeuvre ,faire connaître son approbation ou ses observations à l’Entrepreneur notamment sur le dossier d’exécution des Travaux.L’Entrepreneur devra apporter à ce dossier, les modifications qui seront éventuellement prescrites.

En cas de non approbation, l’Entrepreneur disposera d’un délai de sept (07) jours pour présenter un nouveau dossier, sans que cela puisse modifier le délai contractuel du présent Marché.

L’approbation donnée par l’Ingénieur du Marché n’atténuera en rien la responsabilité du Prestataire.

L’Entrepreneur tiendra constamment à jour le planning des travaux relatif à l’avancement du chantier. Les modifications importantes apportées à ce dossier ne pourront être appliquées qu’après avoir reçu l’accord préalable de l’Ingénieur du Marché.

Il sera établi tous les quinze (15) jours, à la diligence de l’Entrepreneur et à ses frais, l’état d’avancement des travaux à soumettre en trois (03) exemplaires pour validation au Maitre d’œuvre avant sa soumission à l’Ingénieur du Marché. Les réunions de chantier sont hebdomadaires sur site.

**Chapitre IV : De la réception**

**Article 36 : Réception provisoire**

36.1.Opérations préalables

Après l’achèvement des travaux objet du présent Marché, l’Entrepreneur demande par écrit au Maître d’Ouvrage, l’organisation d’une pré-réception technique.

La Commission de pré-réception Technique vérifie la conformité des travaux réalisés conformément au Cahier des Clauses Techniques particulières (CCTP).

La pré-réception technique est effectuée par l’Entrepreneur,le Maitre d’œuvre,l’Ingénieur du Marché, le Chef de Service de Suivi des Travaux(SST),le Chef de Service de la Maintenance Industrielle (SMI) de la SCDP et/ou toute autre personne ayant une expertise avérée dans le domaine relatif à la commande désignée par le Maître d’Ouvrage.

La pré-réception technique fera l’objet d’un Procès-Verbal dressé et signé séance tenante par tous les membres de la Commission de pré-réception.

36.2 La Commission de réception provisoire objet du présent Marché, sera constituée ainsi qu’il suit :

|  |  |
| --- | --- |
| Président : | Le Directeur Général de la SCDP ou son Représentant ; |
| Membres : | Le Chef de Service du Marché ;  Le Directeur Exploitation (DEX) de la SCDP ;  L’Ingénieur du Marché ;  Le Chef de Cellule des Marchés (CM) de la SCDP ; |
| Rapporteur : | Le Maitre d’Oeuvre ; |
| Invité : | L’Entrepreneur ou son représentant. |

**Article 37 : Documents à fournir après exécution des travaux**

L’Entrepreneur devra absolument fournir tout le dossier d’exécution dans un délai maximum d’un (01) mois après la réception provisoire.

**Article 38 : Délai de garantie**

Le délai de garantie prévu dans le cadre du présent Marché est de douze (12) mois, à compter de la date de la réception provisoire (la dernière réception provisoire s’il y a lieu).

Ce délai sera prolongé jusqu’à ce que les travaux aient été mis en état de réception définitive. Jusqu’au moment de cette réception, l’Entrepreneur devra exécuter à ses frais et à temps, tous les travaux nécessaires pour remédier aux insuffisances constatées dans la réalisation des ouvrages et qui sont attribuables à l’utilisation à des mauvais matériaux, d’une mauvaise mise en œuvre ou d’une méthodologie mal conçue.

**Article 39 : Réception définitive**

39.1 La réception définitive s’effectuera dans un délai maximal de quinze (15) jours à compter de l’expiration du délai de garantie à la demande écrite de l’Entrepreneur et adressée au Maître d’Ouvrage.

39.2 Les membres et la procédure de Réception définitive sont les mêmes que ceux de la réception provisoire.

* 1. La réception définitive marque la fin du Marché et libère l’Entrepreneur de toutes ses obligations. La signature contradictoire du décompte Général et définitif par le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur clôt définitivement le Marché.

**Chapitre V : Dispositions diverses**

**Article 40 : Résiliation du Marché**

Le présent Marché peut être résilié dans les conditions et formes prévues par le Décret N°2018/355 du 12 juin 2018 fixant les règles communes applicables aux Marchés des entreprises publiques.

**Article 41 : Force majeure**

Par force majeure, les Parties entendent tout acte ou évènement imprévisible, irrésistible, hors du contrôle des Parties et indépendamment de leur volonté, qui empêche l’une ou l’autre des Parties d’exécuter ses obligations découlant du présent Marché.

Si par suite d’un cas de force majeure, l’une ou l’autre des Parties ne peut exécuter tout ou partie de ses obligations, elle ne saurait être tenue pour responsable de cette inexécution.

Dans ce cas, la Partie affectée doit en informer l’autre Partie par écrit dans un délai maximum de dix (10) jours à compter du jour de sa survenance.

La force majeure a pour effet de suspendre l’exécution des obligations qui en sont affectées jusqu’à la disparition des causes de sa survenance.

En cas de destruction ou de dommages provoqués par un cas de force majeure survenant aux Travaux et s’il a été reconnu que toutes les précautions avaient été prises par l’Entrepreneur, celui-ci aura droit aux paiements des travaux réalisés ou des équipements endommagés avant le cas de force majeure et au remboursement des dépenses de remise en état et de remplacement, ce remboursement étant fait sur la base des prix du bordereau ou des dépenses réelles de l’Entrepreneur.

Ces cas de force majeure devront être signalés au Maître d’Ouvrage dans un délai maximum (10) jours. Passé ce délai, aucune réclamation ne sera admise.

Dans tous les cas, il appartient au Maître d’Ouvrage d’apprécier les cas de force majeure évoqués et les preuves fournies par l’Entrepreneur.

**Article 42 : Différends et litiges**

Tout litige survenant entre les parties contractantes fera l’objet d’une tentative de conciliation par entente directe.

A défaut de règlement à l’amiable, tout différend découlant de l’exécution du présent Marché sera définitivement tranché par la juridiction camerounaise compétente.

**Article 43 : Edition et diffusion du Marché**

Sept (07) exemplaires du présent Marché seront édités et diffusés par le Maître d’Ouvrage.

**Article 44 et dernier : Entrée en vigueur du Marché**

Le présent Marché ne deviendra définitif qu’après sa signature par le Directeur Général de la SCDP et entrera en vigueur après sa notification à l’Entrepreneur. /-

**PAGE …… ET DERNIERE DU PRESENT MARCHE AONO/DG/DEX/SEM/CIPM-SCDP/2020 PASSE APRES APPEL D’OFFRES NATIONAL OUVERT N°0\_\_\_/ AONO/DG/DTEC/SDMIM/SMI/CIPM-SCDP/2020 DU \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ RELATIF AUX TRAVAUX DE REVAMPING (INSTALLATION DES ELECTROPOMPES GPL, MODIFICATION DE LA TUYAUTERIE GPL, INSTALLATION DES BRAS DE CHARGEMENT AU PCCC ET MODIFICATION DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES) DU CENTRE EMPLISSEUR GAZ DE BONABERI A DOUALA\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_.**

**Délai d’exécution :** Fixé à **cent vingt (120) jours**

**Montant du marché en FCFA : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

|  |  |
| --- | --- |
| TTC |  |
| HTVA |  |
| T.V.A. (19.25 %) |  |
| AIR (2,2 ou 5,5 %) |  |
| Net à mandater |  |

|  |
| --- |
| LU ET APPROUVE PAR L’ENTREPRENEUR, LE DIRECTEUR GENERAL  M/Mme………………………….  Douala, le……………………….. |
| SIGNE PAR LE MAITRE D’OUVRAGE, DIRECTEUR GENERAL DE LA SCDP  MME MOAMPEA MBIO Véronique  Douala, le……………………. |
| ENREGISTREMENT |

Pièce N°5 :  
Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

1. **INTRODUCTION**

**1.1.** **Contexte général**

Le présent Appel d’Offres national, lancé par Le Maitre d’ouvrage de la Société Camerounaise des Dépôts Pétroliers (SCDP), concerne les études complémentaires, les fournitures, le transport, les travaux et la mise en service de nouvelles installations dans le cadre du revamping.

Les installations concernées par le revamping seront principalement :

* La pomperie GPL va être refaite et sera équipée de :
  + 02 pompes GPL de 80 m3/h chacune pour le chargement des camions et wagons citernes ;
  + 01 pompe GPL de 45 m3/h existante pour le chargement wagons citernes.
* Construction d’un nouveau poste de chargement camions citernes, y compris l’installation des équipements de chargement (bras de chargement phase liquide et phase gazeuse et y compris ensemble de mesurage) ;
* Réaménagement du poste de chargement camions existant, y compris le remplacement des équipements de chargement ;
* Prolongement du collecteur de soutirage 8" des sphères R04 & R05 jusqu’à la nouvelle pomperie en remplacement du collecteur d’aspiration de 4" actuellement en place
* Réalisation d’un nouveau piquage de soutirage de 8" sur chacune des sphères R01, R02 & R03 et installation de nouvelles lignes de soutirage jusqu’aux nouveaux collecteurs de soutirage de 8"
* Création d’un collecteur pour utilisation de 2 sphères ;
* Modification de la ligne d’alimentation bras de chargement camions citerne existant *(*passage de la phase liquide en 4" et connexion de la ligne de retour gazeux) ;
* Routage du manifold incendie pour installation du nouveau poste de chargement camions citernes ;
* Divers ouvrages de génie civil nécessaires au bon fonctionnement du centre (des massifs de tuyauterie, une pomperie GPL, un poste de chargement camions, divers massifs de fondations,) ;
* Installation d’une nouvelle centrale hydraulique.

Pour mener à bien la réalisation, l’ENTREPRENEUR respectera, dans l’ordre, les priorités suivantes :

* La règlementation camerounaise,
* La règlementation française,
* Les codes en vigueur, préférentiellement les codes Français,
* Les normes européennes,
* Le cahier des charges et les plans,
* Les plans, les spécifications et règles particulières fournies.

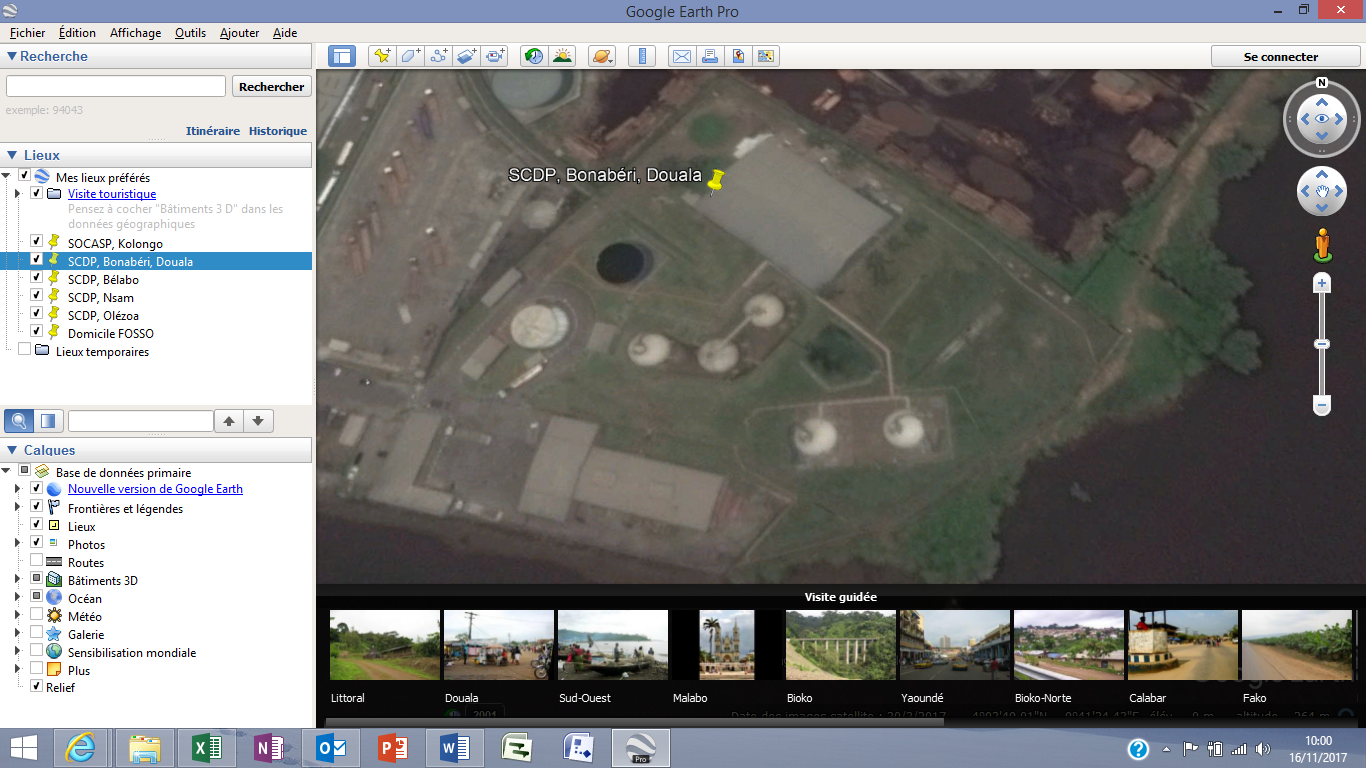


**Nota** : La Section II : Dispositions relatives aux règles parasismiques applicables à certaines installations de l’arrêté 04 octobre 2010 (modifié par l’arrêté du 24 janvier 2011) seront à prendre en compte pour le supportage et les fondations des ouvrages afin de garantir leur intégrité en cas de séisme.

Les documents cités sont donnés à titre indicatif et ne peuvent, en aucun cas, constituer une liste limitative. Dans le cas de situations ne pouvant être couvertes par les documents cités ci-dessus, L'ENTREPRENEUR devra appliquer les règles de l’art de la profession et formuler ses propositions dans son offre. Si certaines prescriptions décrites dans l’appel d’offre ne sont pas imposées par les réglementations Camerounaise et/ou Française, l’ENTREPRENEUR ne pourra se prévaloir de cette réglementation pour se soustraire aux obligations du marché. A contrario, si une obligation découlant de la réglementation n’était pas explicitement précisée dans l’appel d’offres, l’ENTREPRENEUR y serait soumis conformément à la réglementation et au projet.

**1.2.** **Lieux d’exécution des travaux :**

Le dépôt GPL de la SCDP de Bonabéri est implanté entre les sociétés CIMENCAM et LDC, sur la rive droite du fleuve Wouri (quai 51). Cette situation géographique est bien illustrée par l’extrait Google earth ci-dessous.



1. **DONNÉES TECHNIQUES DU GPL**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Composition |  | 20% Propane / 80 % Butane |
| Capacité de Stockage | m3 | 5 x 1098 |
| Taux maximum de remplissage | % | 85 |

**Conditions du GPL sur le site :**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Unités** | **Minimum** | **Moyenne** | **Maximum** |
| Température | °C | -14 | 25 | 60 |
| Pression de vapeur | Bar(a) | 1.025 | 3.18 | 9.153 |
| Densité | Kg/dm³ | 0.51 | 0.54 | 0.60 |
| Viscosité | Cp | 0.107 | 0.134 | 0.164 |

1. **DONNÉES ENVIRONNEMENTALES**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Radiation solaire | kW/m² | 0.974 |
| Foudre (niveau keraunique) | Nk | 42 |
| Foudre (densité) | Ng | 4.28 |
| Conductivité électrique du sol | W/m/°C | 1.7 |
| Résistivité électrique du sol | Ohm.m | 800 à 1000 |
| Pluviosité (moyenne) | mm/m² | 3208 |
| Pluviosité (saison des pluies) | mm/m²/mois | >500 |
| Pluviosité (mi-saison) | mm/m²/mois | 400 |
| Pluviosité (saison sèche) | mm/m²/mois | 100 |
| Vent | Km/h | 160 |
| Température minimum | °C | 10 |
| Température moyenne | °C | 25 |
| Température maximum | °C | 45 |
| Humidité | % | >90 |

**Séisme** : le paramètre de l’accélération maximale avec 10% de probabilité de dépassement en 50 ans est comprise entre 0.2 et 0.4 m/s²

1. **REGULATIONS ET STANDARDS**

Le principaux codes et standards utilisés sont donnés ci-après (liste non-exhaustive) :

* Arrêté du 09/11/72 relatif à l'aménagement et l'exploitation de dépôts d'hydrocarbures liquéfiés
* Arrêté du 2 janvier 2008 relatif aux stockages de plus de 50 tonnes de GIL (gaz inflammables liquéfiés)
* Arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers ;
* Circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées.
* EN13445
* API
* NFPA
* ASME
* ANSI
* ASTM
* DIN
* ISO
* OIM
* Standards électriques internationaux tels que CEI, VDE/DIN, NF - C, UTE, NBN, IEC, NEC,

NEPA, NEMA, CENELEC

D’une manière générale :

* l’ENTREPRENEUR doit livrer des installations construites conformément aux textes normatifs applicables, aux standards Européens, aux règles de l’art et aux documents contractuels,
* L’ensemble des prestations de l’ENTREPRENEUR doit être conforme aux prescriptions des règlements et normes en vigueur à la date du marché, relatives notamment aux conditions de sécurité des personnes, de fiabilité du matériel et aux impératifs de maintenance.

En cas de conflit entre normes, l’ordre de priorité suivant doit être respecté :

* Règlementation nationale,
* Règlementation européenne,
* Règlementation internationale.

1. **ETUDE DE DETAIL ET D’EXECUTION**

Sur la base des documents du cahier des charges, l’ENTREPRENEUR aura en charge de vérifier, et valider les documents de base et de produire toutes les études d’exécution complémentaires.

Ces études incluent la fourniture de tous les documents, plans, spécifications, notes de calculs et autres nécessaires à l’exécution des ouvrages.

1. **Études mécaniques**

* Les routings ;
* Les isométriques des différents réseaux
* Les quantitatifs des différents réseaux (Sous formes de listes) ;
* Les spécifications de tout le matériel fournis ;
* Les spécifications de peinture ;
* Les procédures de soudage ;
* Les cahiers de supportage ;
* Le dossier de montage ;
* Le dossier de mise en service.

1. **Etudes Instrumentation/Electricité**

* La réalisation des plans nécessaires à la préfabrication et au montage ;
* L’étude des cheminements et inter-armoires ;
* L’étude de détail avec la création ou modifications des schémas suivants : plans de câblage automate, plans de borniers, borniers de distribution électrique, le synoptique des liaisons et tout autre document qui apparaîtrait nécessaire au parfait achèvement des travaux ;
* Les spécifications et plans des équipements spécifiques ;
* Les spécifications de tout le matériel fournis ;
* Les listes des câbles ;
* La note de calcul BT, le bilan de puissance BT et l’unifilaire général ;
* Le plan d’éclairage ;
* Le dossier de montage ;
* Le dossier de mise en service.

1. **Études Automatisme**

* **Automate**
* Les études de détail d’automatisme en vue d’intégrer les nouveaux équipements ;
* Tout autre document qui apparaîtrait nécessaire au parfait achèvement des travaux.
* **Supervision**
* Modification des synoptiques de conduite ;
* **Études de génie civil**
* L’étude de sol ;
* Les notes de calcul de fondation, des massifs et dallage en béton armé suivant la règlementation camerounaise ;
* Les plans de détail des fondations, massif et dallage.
* **Études de charpente**
* Les notes de calcul des charpentes métalliques suivant la règlementation camerounaise.
* Les plans de détail des structures (Charpente, supports, …)

**N.B** : Les plans guide des charpentes pomperie, poste de chargement camion sont repris dans les plans Génie Civil du cahier des charges.

* **Dossiers « Tel que construit » et de recollement**

L’ENTREPRENEUR devra réaliser un dossier avec tous les plans « tel que construit » des ouvrages affectés par le revamping, ainsi qu’un dossier de recollement pour la conduite, qui comprendra à minima les éléments suivants :

* Les plans des études de base et de détail en version tel que construit,
* Les nomenclatures matériels,
* La balance des matériels de la SCDP,
* Le cahier de soudage définitif,
* Les carnets de soudures,
* Les dossiers d’épreuves,
* Les PV de commissioning
* Les quitus de remise en état.
* **Dossier de fin d’affaire**

A la fin des travaux et avant la mise en service, l’ENTREPRENEUR fournira un dossier final en 5 exemplaires en classeurs avec deux sauvegardes sur CD ROM de tous les documents et plans contractuels.

Ce dossier devra contenir l’ensemble des documents du dossier d’études mis à jour ainsi que les documents suivants :

* Les plans « tel que construit »
* Le dossier de recollement
* Les notices d’exploitation et de maintenance relative aux équipements fournis,
* Les manuels « opérateurs » mis à jour (pour mise en service et exploitation)
* Tous les documents et plans que l’ENTREPRENEUR a jugé utile d’établir et d’émettre pour la bonne compréhension des travaux.

1. **INSTALLATION DES EQUIPEMENTS ET MATERIELS**
2. **Instrumentations & Equipements**

Pour permettre une exploitation sécurisée, il sera installé sur chacune des sphères les équipements suivants :

* Un clapet hydraulique sur la tubulure de soutirage avec vannes et robinetterie nécessaire
* Groupe hydraulique pour le pilotage de la vanne hydraulique ;

1. **Réseau hydraulique**

Pour ouvrir la vanne de sécurité hydraulique sur la tubulure de soutirage de la sphère, le groupe hydraulique existant sera remplacé par un nouveau groupe mieux dimensionné pour les besoins des clapets des cinq (05) sphères. Ce groupe est connecté aux vannes hydrauliques par un réseau de tuyauterie.

1. **Réseau de terre**

Le site est équipé d’un réseau de cuivre de terre connectant différentes boucles de terres autour de chaque ouvrage. Les ouvrages à exécuter ci-après devrait également avoir une boucle y raccordée :

* Nouvelle pomperie GPL
* Nouveau poste de chargement camions citernes

Les éléments suivants sont également connectés au réseau de terre :

* Chemins de câbles
* Réseau de tuyauterie
* Pompe, compresseur GPL
* Autres équipements électriques

1. **Alimentation**

Le système d’alimentation intègrera les éléments suivants issus de nouveaux équipements :

* Une cellule d’alimentation pour les moteurs composée de :
  1. Disjoncteur pour les pompes

1. Contacteur pour les pompes
   1. Démarqueur progressif pour les pompes.
2. **Contrôle commande**

* Des boutons d’arrêt d’urgence supplémentaire.
* Des détecteurs flammes répartis sur le site,
* Des détecteurs gaz répartis sur le site,
* Des balises sonores réparties sur le site.

1. **Éclairage**

* Eclairage extérieur pour nouveau poste chargement camions,
* Eclairage extérieur pour la nouvelle pomperie GPL,

1. **Câbles**

Un ensemble de câbles est prévu pour raccorder tous les équipements :

* Câbles de puissance,
* Câbles d’instrumentation,
* Câbles pour le contrôle/commande,
* Câbles pour les données (Ethernet ou fibre optique en fonction des distances).

1. **Chemins de câbles et fourreaux**

Les chemins de câbles et fourreaux sont prévus pour le passage des câbles à installer.

1. **Pièces de Rechange**

Un lot complet de pièces de rechange pour un an de fonctionnement normal des équipements fournis.

1. **TRAVAUX DE GENIE CIVIL ET STRUCTURES DU SITE**
2. **Travaux préliminaires**

L'ENTREPRENEUR devra, dans le cadre du présent marché de travaux, prévoir toutes prestations nécessaires au bon démarrage des travaux et notamment :

* Balisage de chantier : un balisage en dur de chantier sera mise en place autour de l’emprise des travaux ;
* Raccordement et installation électrique du chantier : alimentation en électricité et en air du chantier ;
* Alimentation en eau du chantier ;
* Sanitaire de chantier : l’installation, le repli et la gestion de sanitaires de chantier ;
* Bureau de chantier : la mise à disposition de bureaux, à l'usage de réunions inter-ENTREPRENEURS, Maître d'Ouvrage, Maître d'oeuvre, Bureau de Contrôle, coordinateur et pendant la durée des travaux.

Le Maître d’ouvrage précisera l’emprise des travaux à l’Entreprise et elle devra respecter ce périmètre durant l’ensemble des travaux. Aucune activité ne devra être lancée sans autorisation préalable via un permis de travail.

Dans l’emprise des travaux, le dégagement comprend :

* Décapage terre végétale ;
* Les terres excédentaires seront soit évacuées en décharge publique, soit après nettoyage et purge de tous corps étrangers, ces terres seront mises en dépôt sur le site.
* La démolition de maçonneries diverses ;
* La prestation comprendra la démolition, purge et évacuation de toutes fondations, désaffectées éventuelles ;
* Les autres éléments susceptibles de gêner l’exécution des travaux y compris ceux réalisés par l’ENTREPRENEUR.

1. **Descriptif des travaux généraux**

**9.2.1. Objet**

La présente spécification concerne l’ensemble des travaux de génie civil, fondations et structures à exécuter dans le cadre du revamping des installations de chargement camions et wagons citernes au dépôt SCDP de Bonabéri, à Douala au Cameroun.

L’ENTREPRENEUR est réputé avoir visité les lieux et en avoir apprécié les difficultés. Il ne pourra en aucun cas arguer d’une erreur ou omission des pièces du marché pour se soustraire à tout ou partie de la mission qui lui est confiée.

Les documents et plans fournis dans le cahier des charges sont fournis à titre indicatif. Il est de la responsabilité de l’ENTREPRENEUR de réaliser une étude de sol avant de réaliser les études de détail Génie Civil. L’ENTREPRENEUR ne pourra réclamer des suppléments suite aux résultats de l’étude de sol.

**9.2.2.** **Pomperie GPL**

* ENG018-17-CW-DG-010 – Plan guide - Pomperie GPL

Réalisation d’une pomperie GPL selon plans ci-dessus avec :

* Fondations ;
* Dalle ;
* Massifs pour pompes GPL ;
* Structure en acier avec toiture.

**9.2.3.** **Poste de chargement camions**

* ENG018-17-CW-DG-003 – Plan guide - Poste de chargement camions
* Réalisation d’un poste de chargement camions selon plans ci-dessus avec :
* 01 îlot pour 01 poste de chargement avec panoplie d’instruments et bras de chargement ;
* Zone de stationnement camion ;
* Fondations ;
* Structure en acier.
* Réaménagement et extension poste de chargement existant

**9.2.4** **Massifs**

* ENG018-17-CW-DG-001 - Implantation des massifs de tuyauterie
* ENG018-17-GE-TY-001 – Standard – Massifs de tuyauterie

Réalisation de massifs selon plans ci-dessus avec :

* Massifs pour tuyauteries. Ces massifs doivent être prévus pour limiter au maximum les points de corrosion sur la tuyauterie ;
* Massifs divers pour supportage équipements.

**9.3.** **Protection peinture**

* ENG018-17-GE-TY-003– Standard – Code couleur des tuyaux

**9.3.1. Préparation des surfaces des tuyauteries**

Avant application, les tuyauteries extérieures et toutes parties métalliques sont brossées ST3 comme spécifié dans le standard suédois SIS.05.5900.1967 :

* Toutes les surfaces peintes doivent être sèches, propres, exemptes de poussière et graisses,
* Le brossage ou le décapage avec un jet abrasif sont interdits par temps de pluie, brouillard ou sous conditions humides,
* Les opérations de décapage suivi d’un nettoyage soigné peuvent être effectués en utilisant de l’air comprimé exempt d’humidité et d’huile.

**9.3.2. Application de la peinture**

Les instructions de préparation et temps de séchage spécifiés par le fabricant doivent être strictement respectées.

Aucun travail de décapage ne peut être effectué au voisinage de surfaces fraîchement peintes avant que le temps de séchage spécifié soit écoulé.

La peinture doit être appliquée sous les conditions indiquées par le fabricant (température, humidité relative….) en tenant compte des conditions climatiques du site au moment de l’application.

Aucune peinture n’est appliquée s’il y a un risque apparent de pluie ou de formation de condensation avant que la peinture ne puisse sécher.

Toute surface qui devient inaccessible après assemblage final (rivetée à froid ou boulonnée) en atelier ou sur le site, est décapée et reçoit un revêtement de mastic anti-corrosion (chromate de zinc par exemple).

Les instructions du fabricant doivent être prises comme référence concernant les méthodes d’application (rouleau, pistolet…), les sous couches doivent être traitées en accord avec les qualités des couches d’aspect et de finition. Les sous couches, afin d’être identifiées doivent avoir des couleurs nettement différentes des couches d’apprêt et finales.

Les filetages et tiges filetées ne sont pas peints et sont protégés pendant les travaux de peinture.

Sont également protégés pendant ces travaux les cadrans, montures de niveaux, axes de motorisation, etc…

**9.3.3. Couleurs**

Les couleurs de finition seront celles normalisées suivant le type de produit. L’ENTREPRENEUR proposera au MAITRE D’OUVRAGE les couleurs préconisées pour approbation avant application.

1. **TRAVAUX DE VRD DU SITE**
2. **DESCRIPTIF DES TRAVAUX GÉNÉRAUX**

* **OBJET**

La présente spécification concerne l’ensemble des travaux de génie civil, fondations et structures à exécuter dans le cadre de la réalisation du revamping des installations de chargement camions et wagons citernes au dépôt SCDP de Bonabéri, Douala au Cameroun.

L’ENTREPRENEUR est réputé avoir visité les lieux et en avoir apprécié les difficultés. Il ne pourra en aucun cas arguer d’une erreur ou omission des pièces du marché pour se soustraire à tout ou partie de la mission qui lui est confiée.

* **TERRASSEMENTS**

La présente spécification concerne l’ensemble des travaux de terrassement, fondations et structures à exécuter dans le cadre de la réalisation du revamping des installations de chargement camions et wagons citernes du dépôt SCDP de Bonabéri à Douala, Cameroun.

L’ENTREPRENEUR procédera à l’enlèvement des gravats et ferrailles ainsi qu’au remblaiement des zones concernées.

Les fouilles complémentaires comprendront, outre l’exécution des fouilles proprement dites :

* La mise en dépôt des terres ;
* Le blindage des parois si nécessaire ;
* Les remblais autour des ouvrages après leur exécution (avec matériaux d’apport de granulométrie et de nature permettant un drainage parfait des parois enterrées et soumis à l’agrément du M.OE.).

Les terrassements seront exécutés par des moyens mécaniques ou manuels. (Pour Décapage/tranchées/trous/rigoles/fondations).

Avant exécution, les terrassements seront implantés et matérialisés par l’ENTREPRENEUR sur le terrain.

Ils seront exécutés par des matériels laissés à l'initiative de l'ENTREPRENEUR. Dans le cas d'utilisation de pelle à godet, celui-ci devra avoir des dimensions compatibles avec la largeur minimale ou la forme nécessaire à la réalisation de l'ouvrage, et devra vérifier l’accès possible de ses engins sur la zone travaux.

L’ENTREPRENEUR prendra les dispositions utiles pour éviter tous les éboulements et assurer la sécurité du personnel, conformément aux règlements en vigueur. Les fouilles d’une profondeur supérieure à 1.20 m seront soit blindées (blindage jointif, doublement jointif, etc.), soit talutées avec une pente compatible avec la nature du sol. L’ENTREPRENEUR proposera à l’acceptation du maître d’oeuvre la technique à utiliser.

Les éboulements qui se produiraient dans les fouilles en général, quelles qu'en soient la cause et la conséquence, ne feront pas l'objet de rémunération particulière et resteront à la charge de l'ENTREPRENEUR.

Dans le cas de fouilles verticales, le blindage est obligatoire et réputé inclus dans les prix du bordereau.

Les fonds de fouille seront dressés, réglés et devront être exempts de toute aspérité pouvant détériorer les divers réseaux.

Les fonds de fouille seront énergiquement compactés et réglés et devront présenter des caractéristiques conformes aux prescriptions du guide technique.

* **REMBLAIS**

Les remblais destinés à supporter les dalles seront réalisés en tout venant par couches successives de 30 cm minimum soigneusement compactées à 95% de l’optimum, proctor modifié OPM.

Prévoir des remblais complémentaires ép. 15 cm en ternaire ou grave laitier.

Prévoir la mise en place d’une membrane géotextile :

* au droit du poste de chargement camions GPL

1. **RESEAUX ELECTRIQUES/INSTRUMENTATION**

* **Cheminement câble :**
* ENG018-17-EL-DR-001 – PLAN D'IMPLANTATION DES EQUIPEMENTS
* CHEMINEMENT DES CABLES - ECLAIRAGE

L’ENTREPRENEUR aura à sa charge la réalisation des tranchées nécessaires aux passages des câbles électrique

Ouverture de tranchées de 0,70 m de profondeur minimale sur une couche de sable de 10 cm. La largeur minimum de ces tranchées sera de 0.40 m.

Fourreaux électriques et fourreaux instrumentation type janolène à fournir par l’ENTREPRENEUR.

30% de réserve pour extension future doit être prévue.

Après la mise en place des fourreaux les câbles seront recouverts d’une autre couche de sable de 20 cm d’épaisseur sur laquelle le grillage avertisseur sera posé.

* **Mise à la terre :**
* ENG018-17-EL-DR-002 – PLAN DE MISE A LA TERRE
* ENG018-17-GE-TY-002 – Standard – LIAISON DE TERRE

Toutes les dispositions seront prévues et mises en oeuvre pour permettre l’interconnexion des masses et des pièces métalliques dans le cadre de l’application du décret n° 62.1454 du 14 novembre 1962. En particulier, pour les constructions nouvelles, on pratiquera le procédé dit de « ceinturage en fond de fouille ».

Ouverture de tranchées de profondeur 0.60 m minimum.

1. **TUYAUTERIES ENTERREES**

Ouverture de tranchées, pose de lit de sable et remblaiement de tout venant compacté pour toutes les tuyauteries passées en enterré.

Les tranchées seront établies suivant les plans et standards ci-dessus. En cas d’adaptation de ces plans suite à des imprévus, un nouveau profil sera proposé pour approbation. Il permettra d’assurer une couverture minimale de 1 m en tout point sur la génératrice supérieure de la canalisation. Les parois et le fond de fouille seront parfaitement dressés sans saillies ni flashes. Les maçonneries et les bancs rocheux éventuels seront arasés de 0,10 m au moins en dessous du fond de fouille.

Une attention toute particulière sera portée aux moyens mécaniques et aux méthodes utilisées pour les terrassements à proximité des ouvrages existants, en particulier dans les croisements des canalisations sensibles ou fragiles. La répartition des charges des engins mécaniques circulant sur ce type de réseau sera adaptée à leur résistance aux efforts et des mesures de confortement devront être envisagées, si nécessaire, pour éviter tout dommage à ces ouvrages. La largeur des passages en sous-oeuvre sera limitée au strict minimum et le mode opératoire de soutènement des conduites et des parois de fouille devra être soumis à SCDP.

1. **ESSAIS ET CONTROLES**

Les essais et contrôles seront réalisés par un laboratoire qualifié.

* **Essais et Contrôles bétons**
* L’agrément des formules de béton.
* Le contrôle des fournitures.

1. **MODE D’EXECUTION DES TRAVAUX**

L’ENTREPRENEUR devra respecter les indications des plans et profils qui lui seront remis ou qu’il aura établis en accord avec le MO.

Aucun écart du tracé prévu par les plans d’exécution ne sera admis, les frais engendrés par le non-respect de cette règle seront à la charge de l’ENTREPRENEUR.

* **Béton armé**

Tous les radiers et massifs de supportage feront l’objet d’une note de calcul de dimensionnement du ferraillage et de la résistance du béton employé.

Les notes de calcul seront soumises au Maître d’OEuvre pour approbation avant le démarrage des ouvrages correspondants.

Les coffrages pourront être métalliques, en bois ou à système mixte. La fabrication et la mise en œuvre des bétons devront satisfaire aux règles de l’Art et aux caractéristiques retenues dans les notes de calcul en termes de composition, fluidité, résistance, vibration, enrobage des armatures.

* **Charpente métallique**

La liste suivante non exhaustive est donnée à titre purement indicatif, et ne saurait en aucun cas, dispenser l’ENTREPRENEUR d’appliquer des règles complémentaires à celles fixées dans ces documents.

Il est précisé que les ouvrages du présent lot sont soumis à l’ensemble des règlements en vigueur, et en particulier :

* NORMES FRANCAISES homologuées, éditées par l’AFNOR.
* CAHIERS DES CHARGES – DTU, édités par le CSTB.
* REGLES TECHNIQUES DE CONCEPTION, DE CALCUL ET D’EXECUTION DES
* OUVRAGES, édités par le CSTB.

Cette liste n’est pas limitative et, pour l’ensemble des textes, cités ou non, il sera toujours fait application de la dernière édition, avec mise à jour, additifs, rectificatifs, etc., en vigueur à la date fixée pour la remise des offres. Plus particulièrement, les travaux seront exécutés suivant les spécifications des documents suivants :

D.T.U. :

* D.T.U. 32.1 : Construction métallique : charpente en acier
* Règles CM 66 et additif 80 n° 1 de Mars 1981

Normes :

* Norme NFA 45 201 : Poutrelles HEA-A, HEA, HEB, HEM, dimensions et inertie
* Norme NFA 45 205 : Poutrelles P.A., IPE-A, IPE, IPE-R, dimensions et inertie
* Norme NFP 22.460 : Assemblages par boulons à serrage contrôlé
* Norme NFP 22.470 : Assemblages soudés soumis à un chargement statique.
* **Hypothèses de conception**

Les structures C.M. sont conçues dans le cadre des documents normatifs cités plus haut et des hypothèses particulières suivantes :

Les plans de charpente remis pour le dossier de consultation sont des plans de principe.

L’ENTREPRENEUR pourra remettre en annexe à son offre un principe de structure différent et prévoyant un dimensionnement ou une constitution autres que ceux des profilés proposés sous réserve des justifications techniques correspondantes.

En cas de désaccord entre certaines pièces écrites ou graphiques du marché, l’ENTREPRENEUR prendra en compte l’hypothèse la plus pénalisante et en avertira la Maîtrise d’oeuvre pour prise en compte.

L’ENTREPRENEUR s’engage sur les quantités et les sections à mettre en oeuvre, ce qui implique qu’elle a procédé à une vérification des sections indicatives fournies sur les plans guides.

Elle a par ailleurs l’obligation de signaler tout défaut de conception qu’elle pourrait détecter et stipuler dans son offre les dispositions qu’elle prévoit pour y pallier, sachant qu’après signature du

marché, toute adaptation de la structure non liée à une modification du projet du fait de la Maîtrise d’oeuvre, ne pourra faire l’objet d’un complément au prix forfaitaire.

Les éventuelles reprises devront être réalisées dans les règles de l’art.

* **Commencement de la fabrication**

L’ENTREPRENEUR devra obtenir l’autorisation du Maître d’Œuvre avant de commencer la fabrication. En principe, cette autorisation ne sera pas donnée avant que des plans d’atelier n’aient été approuvés et visés par la Maîtrise d’Œuvre.

* **Expédition depuis l’usine**

Aucun élément ou accessoire ne sera expédié sur le chantier avant inspection et autorisation du Maître d’OEuvre ou de son représentant ou avant que l’avis d’expédition ait été obtenu du d’OEuvre.

* **Inspection en usine**

Le Maitre d’OEuvre se réserve le droit, à tout moment, de vérifier, en usine, les soins apportés par l’ENTREPRENEUR dans la réalisation des ouvrages dont il a la charge. L’ENTREPRENEUR est tenu de lui laisser libre accès aux ateliers, où sont fabriqués et stockés les ouvrages du marché. Ceci vaut, bien entendu, également, pour les éventuels sous-traitants.

* **Marquage**

Tous les éléments seront marqués pour faciliter la fabrication, le montage et l’inspection. Les marques sont placées de manière à ne pas être masquées par d’autres matériaux après montage, et seront également répertoriées sur les plans.

* **Entreposage et manutention**

Afin de faciliter les opérations à tous les stades, les éléments de charpente seront toujours entreposés dans des zones séparées et maintenues en bon état de propreté.

Tous les éléments peints seront entreposés de manière à éviter le contact avec le sol.

Les marques de chaque élément devront être visibles lorsque ceux-ci seront entreposés.

D’une manière générale, il est strictement interdit de manutentionner les pièces ayant reçu une partie du système de protection par peinture ou galvanisation, sans se servir de bracelets caoutchouc ou tout autre moyen garantissant l’intégrité du système de protection réalisé.

Au cas où le Maître d’OEuvre constaterait des dégâts trop importants du fait d’une manutention peu soigneuse, il se réserve le droit de demander, aux frais de l’ENTREPRENEUR, le retour des pièces en atelier ou la reprise totale du système.

Il va de soi que les retards qui s’ensuivraient seraient intégralement répercutés à l’ENTREPRENEUR.

Avant toute opération de pose, les contrôles suivant seront effectués par l’ENTREPRENEUR du présent lot :

* Exactitude des repères de référence, dans la limite des tolérances admises (niveaux, nus, axes).
* Réception des ouvrages concernés ou réalisés et directement liés à ceux qui doivent être posés ou renforcés (s/oeuvre).
* Réception des réservations faites par les autres lots et qui doivent permettre le fonctionnement de ces ouvrages.

Ces opérations feront l’objet d’un procès-verbal contradictoire entre les ENTREPRENEURS concernées, et dressé par le titulaire du présent lot et à ses frais.

Un double de ce document sera adressé immédiatement au Maître d’OEuvre pour confirmation.

En cas d’erreur relevée, celle-ci doit être signalée sans retard au Maître d’OEuvre afin de permettre les rectifications éventuellement nécessaires, dans les délais prévus au calendrier des travaux.

* **Début du montage :**

L’ENTREPRENEUR devra obtenir l’autorisation de procéder à l’exécution.

En principe, cette autorisation ne sera pas donnée avant que les renseignements requis ci-avant, aient été communiqués au Maître d’OEuvre et au Contrôleur Technique et que ceux-ci les aient visés et approuvés.

Déformations, contraintes de montage :

En cours de manutention et de montage, les éléments métalliques ne devront pas être déformés et les limites de contraintes indiquées dans les documents normatifs précités ne devront à aucun moment être dépassées ou même atteintes, hormis au cas très exceptionnel où le Maître d’OEuvre en aurait donné une autorisation écrite spécifique et ponctuelle.

* **Oxycoupages**

Le matériel d’oxycoupage ne pourra être utilisé sur le chantier qu’avec l’autorisation expresse du Maître d’Œuvre.

* **Façonnage**

La précision de fabrication de tout élément devra permettre l’exécution des opérations d’assemblage avec les tolérances habituelles sans entraîner des contraintes permanentes dans la structure.

L’oxycoupage manuel est prohibé, sauf autorisation particulière écrite du Maître d’OEuvre.

L’oxycoupage manuel des chanfreins à souder est interdit.

L’ENTREPRENEUR vérifiera que l’état des surfaces des assemblages H.R. ne comprend pas de déformations susceptibles d’abaisser le coefficient de glissement au-dessous de la valeur requise.

Toutes les surfaces ainsi déformées seront rendues planes par usinage.

Les extrémités des éléments ou la transmission des efforts de compression doit s’effectuer par contact seront dressés de façon à ce que les surfaces bout à bout soient, tout à la fois :

* en contact aussi parfaitement que possible sur toute la surface, avec un jeu inférieur à 0,15 mm.
* Exactement à l’angle requis.

Les bavures et arêtes vives seront enlevées par meulage.

* **BOULONNAGE**
* **Boulons H.R.**

Les boulons H.R. seront conformes aux normes françaises en vigueur (NF P 22-460 et suivantes).

Les écrous et rondelles seront conformes aux mêmes documents.

Les surfaces en contact devront avoir un coefficient de glissement de 0,45.

* **Autres boulons - écrous et rondelles**

Tous les autres types de boulons, écrous et rondelles indiqués sur les plans seront conformes aux normes françaises en vigueur.

Leur assemblage sera conforme aux normes de référence (NF P 22-430 et NF P 22-431).

* **Façonnage**

**Mauvais alignement des trous**

L’ENTREPRENEUR informera scrupuleusement le Maître d’OEuvre en cas de mauvais alignement des trous.

L’élément défectueux sera déposé, soit rectifié, sur décision du Maître d’OEuvre.

L’ENTREPRENEUR se conformera strictement aux normes françaises, en cas d’emploi de boulons HR, lors de leur serrage.

**Limites des longueurs**

La longueur du corps cylindrique des boulons sera supérieure à l’épaisseur totale de pièces boulonnées.

L’extrémité de chaque boulon dépassera d’au moins un pas complet et, au maximum, de trois pas complets, la face extérieure de l’écrou.

**Rondelles**

Chaque assemblage à boulons bruts ou usinés comprendra au moins une rondelle qui sera placée en dessous de la pièce tournante.

* **SOUDURE**
* **Electrodes**

Les électrodes pour soudure manuelle à l’arc seront conformes à la norme A 81-309, elles seront utilisées conformément aux indications des fabricants d’électrodes.

* **Soudure automatique**

Le métal d’apport déposé par procédé automatique mécaniques au moins égales aux minima établis d’électrodes conformes à la norme A 81-309. ou semi-automatique aura des propriétés pour le métal d’apport déposé à l’aide

* **Classification**

Les électrodes utilisées pour la soudure à l’arc seront classées, codées et marquées conformément à la norme A 81-309.

* **Essais**

Conforme aux normes.

* **Façonnage**

**Travaux hors prescriptions**

L’entreprise n’effectuera aucune soudure qui ne serait indiquée sur les plans, même pour réaliser un assemblage provisoire ou pour réparer des pièces défectueuses à moins qu’elle n’ait soumis préalablement la proposition au Maître d’OEuvre et qu’elle ait obtenu son accord écrit.

**Qualification du mode opératoire**

Avant que l’exécution d’une soudure ne soit entreprise, le Maître d’OEuvre exige que les conditions prévues pour l’exécution de l’assemblage permettent bien d’obtenir les caractéristiques préconisées.

Cette disposition peut être attestée par des résultats antérieurs récents, ou à défaut, par un essai.

La qualification préalable du mode opératoire est basée sur l’exécution, avant tout commencement de fabrication, d’un assemblage d’essai représentatif.

Si l’entreprise exécute consciencieusement l’assemblage en question, ou si elle a déjà subi avec succès à une date suffisamment récente cette épreuve ou une épreuve analogue, le Maître d’OEuvre peut dispenser l’entreprise de la qualification du mode opératoire.

**Agrément des soudeurs**

Le Maître d’OEuvre demandera que tous les soudeurs soient soumis à un examen consistant à exécuter les soudures les plus caractéristiques qu’ils auront à exécuter pour la construction sur les matériaux, les épaisseurs et les préparations arrêtées par la fabrication en utilisant des électrodes ou métaux d’apport et flux et le matériel désigné pour l’exécution des travaux, et en opérant selon le mode et les réglages pour la fabrication.

Si le soudeur exécute couramment l’assemblage en question, ou, s’il a déjà subi l’épreuve avec succès à une date assez récente et dans des conditions analogues, le Maître d’OEuvre peut dispenser le soudeur à cette épreuve d’agrément.

Tous les frais d’agrément des soudeurs sont à la charge de l’entreprise.

**Soudures sur le chantier / qualité de finition**

Aucune soudure sur chantier ne sera exécutée sans autorisation du Maître d’OEuvre.

Dans le cas d’autorisation, ou quand cela est prescrit, l’entreprise soumettra les détails concernant les plateformes, échafaudages, et les moyens de protection contre les intempéries des soudeurs et des matériaux.

1. **MONTAGE DES TUYAUTERIES**

Les travaux se déroulerons de façon suivante :

1. **DESCRIPTIF DES TRAVAUX :**
   1. **Poste de chargement camion-citerne existant :**

* Pose du bras de chargement de 3’’ LOADTEC ;
* Pose d’un luminaire LED ATEX sur poste de chargement ;
* Modification du bras de chargement existant ;
* Reconfiguration du dispositif de comptage ;
* Asservissement des commandes à distance des pompes de chargements camions ;
* Remplacement de la tuyauterie d’alimentation 3’’ existant par une tuyauterie de 4’’.
  1. **Création du deuxième poste de chargement camion-citerne :**
* Routage du réseau DCI pour création du poste de chargement ;
* Pose du bras de chargement de 3’’ LOADTEC pour phase liquide ;
* Fourniture et pose du bras de chargement de 2’’ EMCO W pour phase gazeuse ;
* Pose ensemble de mesurage GPL ALMA ;
* Raccordement des éléments d’ensemble selon les règles de l’arc ;
* Création d’une Platte forme en béton armé dosé à 450 kg/m3 de 20x4 m ;
* Construction d’un abri métallique de 11,50X1.50 m ;
* Pose d’un luminaire LED ATEX sur poste de chargement ;
* Pose des boitiers marche arrêts pour la commande des pompes de chargement ;
* Asservissement des commandes à distance des pompes de chargements camions ;
* Fourniture et pose d’un DCMT ;
* Raccordement du poste de chargement à la pomperie.
  1. **Poste de chargement wagon citerne :**
* La réhabilitation des bras de chargement poste wagons citernes.
  1. **Pomperie :**
* Démentiellement des portions de tuyauteries existantes 4’’ et 3’’ ;
* Dépose des anciennes pompes de 30m3 pour chargement bouteilles ;
* Pose et raccordement des deux pompes de 80m3 chargement camion vrac, et y compris toutes subjections ;
* Raccordement de l’ensemble des pompes au collecteur de 8’’ selon les règles de l’arc , et y compris toutes subjections ;
* Pose d’un nouveau collecteur de 8".
  1. **Centre emplisseur gaz :**
* Asservissement des commandes à distance des pompes de chargements bouteilles avec mise en place du boitier de commande et y compris toute suhetions ;
  1. **Revamping sur sphères :**

**Sphère N°R01, R02 et R03 :**

* Vidange et dégazage séquentielle des sphères 1,2 et 3 ;
* Préfabrication d’une manchette bridée de 24’’ équipée d’un piquage de 8’ à bride
* Démentiellement séquentiel de deux portions de tuyauterie 4’’ ;
* Prolongement séquentiel du collecteur 8’’ de chaque sphère jusqu’aux collecteur principaux venant des sphères R04 et R05 ;
* Prolongement du collecteur 8’’ jusqu’à la pomperie ;
* Création d’un collecteur de 8" ;
* Insertion des vannes et clapets hydrauliques de 8’’ sur chaque nouvelle ligne de soutirage 8’’ et y compris toutes surjections.

1. **LIMITES DE PRESTATIONS**

Prestations à charge de l’entreprise :

* **Fourniture de tous les matériels non pris en compte par le Maitre d’ouvrage ;**
* La mise à disposition de la main d’oeuvre spécialisée et de son encadrement y compris : les salaires et charges sociales, assurances, frais de séjour et de voyage
* La qualification des soudeurs de chantier et l’homologation des procédés de soudage (liste personnel qualifié à fournir) ;
* L’installation du chantier dans une zone attribuée ;
* Tout le matériel nécessaire à l’exécution de l’ensemble des travaux : groupe compresseur, engins de levage, engins de manutention, échafaudages, postes à souder autonomes électrique équipés des commandes à distance, outillages spécifiques, carburants et huiles de fonctionnement ;
* L’ensemble des consommables nécessaires à la réalisation des travaux (électrodes de soudage, etc…) ;
* Le montage et le soudage sur site ;
* Le meulage des aspérités des soudures sans arasements, des cordons, des attaches provisoires.
* Les contrôles radiographiques 100 pour 100 des soudures
* Le test hydraulique des sphères et nouvelles tuyauteries (R01, R02 & R03) suite aux nouveaux piquages
* La mise sous gaz des installations
* La mise en place de tous les équipements fournis dans le cadre du projet
* La mise en place de l’ensemble des réseaux de tuyauterie impactés par le revamping (GPL, incendie) ;
* Le nettoyage du chantier (pendant et à la fin des travaux) ;
* Les prestations des organismes de contrôle
* Toutes les opérations de nettoyage, rinçage, séchage et mise en service de l’installation ;
* Le montage de tous les équipements et accessoires ;
* Fourniture de l’énergie électrique
* Le balisage et la protection des zones d’interventions ;
* Le stockage et le gardiennage des équipements pendant la durée des travaux et la surveillance des essais hydrauliques ;
* La présentation des procédés de qualification de soudage ;
* La présentation des certificats de qualification des soudeurs ;
* L’ensemble des travaux nécessaires au bon fonctionnement du centre ;
* La peinture.

**12.2. STOCKAGE**

Les tubes, brides, vannes peuvent être stockés à l’extérieur, mais isolés du sol et de la boue. Les brides des vannes seront protégées par des contre plaques en bois. La boulonnerie et les joints sont entreposés à l’abri, la boulonnerie étant graissée ainsi que les joints métalliques.

Tous les tubes sont bouchonnés à leurs extrémités.

1. **TRANSPORT – MANUTENTION**

Si une partie des tuyauteries est préfabriquée en atelier, le transport et les manutentions jusqu’au lieu de l’installation sont exécutés en s’entourant de toutes les précautions nécessaires pour que les éléments soient maintenus intérieurement propres.

A cet effet les extrémités des tubes sont obturées.

L’Entreprise conserve la responsabilité des conséquences éventuelles de la présence de corps étranger dans la tuyauterie.

Les éléments de tuyauteries préfabriqués sont limités à des formes permettant un transport sans risque de déformation.

1. **MONTAGE**

Avant montage, toutes les pièces des tuyauteries en acier spécial, y compris la boulonnerie, sont repérées par poinçon ou peinture, ce repère est disposé de façon à permettre un contrôle facile après montage.

Avant la pose, toutes les surfaces de contact ou d’appui des tuyauteries, inaccessibles après montage, reçoivent une couche de peinture antirouille.

Les tuyauteries sont installées avec une pente minimum de façon à permettre leur vidange ou leur purge. Le sens des pentes est vérifié en fin de montage et en présence d’un représentant du Maître d’ouvrage.

Après raccordement sur les machines, supports mis en place, les tuyauteries sont débridées de façon à vérifier qu’elles n’apportent pas d’efforts anormaux sur les brides des appareils. A la pose, les boulons sont graissés avec une graisse appropriée aux fluides véhiculés.

L’Entreprise doit assurer la fourniture et la pose des plaques pleines obturant l’extrémité des tuyauteries.

Le montage par brides des différents tronçons doit être exécuté sans mise en tension notable de la canalisation comme pourrait en provoquer l’emploi de palans ou vérins.

Le montage des tuyauteries doit être effectué avec toutes les précautions voulues pour que les tuyaux, raccords, robinets …restent dans un état de propreté intérieure irréprochable.

Les raccordements des tuyauteries sur les réservoirs ne se feront qu’après les essais hydrauliques soit après tassement, ceci afin d’éviter tout effort sur les vannes de pied de réservoir.

1. **VERIFICATIONS – CONTROLES**

Les contrôles et vérifications sont soumis à l’examen du Maître d’ouvrage.

Il est bien entendu que le contrôle exercé par le Maître d’ouvrage ne saurait diminuer en rien la responsabilité de l’Entreprise.

1. **RACCORDEMENTS DES MACHINES TOURNANTES**

Les désalignements maxima admissibles des brides de raccordement avec les machines tournantes sont les suivants :

* Ecart des trous de fixation par rapport à l’axe vertical : 0,4 mm.
* Ecart des trous de fixation par rapport à l’axe horizontal : 0,4 mm.
* Ecart de parallélisme des faces de brides mesurées sur diamètre extérieur : 0,4 mm.
* Jeu de brides : épaisseur du joint +/- 0,4 mm.

Les valeurs ci-dessus ne sont valables que pour autant qu’elles sont admises par le fournisseur de l’équipement.

Les mesures sont effectuées avec tuyauteries débridées.

Pour chaque raccordement à une machine tournante l’Entreprise établit un rapport montrant l’effet du raccordement sur le lignage de la machine et indiquant :

* La température ambiante à laquelle les mesures ont été effectuées.
* L’alignement axial de l’arbre, mesuré parallèlement et sur la face de l’accouplement au plus près du bord (tuyauterie raccordée et tuyauterie débridée).
* Le désalignement des brides des tuyauteries comme indiqué ci-dessus (tuyauteries libres).
* Les valeurs des tolérances admises par le fournisseur de la machine.

1. **CONTROLES ET INSPECTIONS DES SOUDURES**

* **Conditions générales**

La nature, l’importance et la fréquence admissibles des défauts tolérables sont précisées dans le CODETI 2001 ou ASME.

* **Mission de l’organisme de contrôle des soudures**

L’organisme de contrôle doit être proposé par le Cocontractant et validé par la Maitrise d’œuvre. Il a pour mission notamment d’effectuer conformément au présent descriptif technique :

* La numérotation des soudures.
* Les isométriques de soudure
* Le contrôle visuel de toutes les soudures qui porte sur les défauts et défectuosités visibles.
* Le contrôle radiographique et l’interprétation des résultats suivant les réglementations
* (CODETI ou ASME).
* Tout autre contrôle non destructif demandé par SCDP ou nécessité par les circonstances (ressuage, ultrason, magnétoscopie, etc.).
* Les essais destructifs définis dans la norme ou les spécifications retenues, relatives à la qualification du mode opératoire.
* **Contrôles radiographiques**

**Généralités**

Le contrôle radiographique des soudures peut être effectué soit au rayons X soit aux rayons gamma.

Les marques, finesses de grain, sensibilité, etc. des films à utiliser sont définies par l’organisme chargé de procéder aux contrôles.

Le format normalement utilisé est de 10 x 40. L’utilisation éventuelle de bande de film de faible largeur pour les soudures ne comportant pas de noeud est admise, sous réserve que 10 mm de métal de base apparaissent de part et d’autre de la soudure.

Tout cliché présentant des rayures ou des marques susceptibles de fausser l’interprétation est rejeté. Un doublement du contrôle est alors effectué aux frais de l’entreprise.

Un indicateur de qualité d’image suivant la norme NF A04.034 ou équivalent est placé sur chaque film. Un échelon correspond au plus, à 3 % de l’épaisseur à radiographier.

Les films sont correctement repérés afin de pouvoir les identifier. Les repères ne doivent pas masquer la soudure.

L’interprétation des radios et l’établissement du rapport y afférant sont réalisés par un organisme neutre agréé par SCDP.

**Radiographies sur tuyauteries et raccords**

* Radiographie des soudures : L’ensemble des soudures bout à bout seront radiographiées à 100 %.
* 100 % des soudures de tous les tubes enterrés ou placés en caniveaux refermés par dallage. Cette condition est générale. Elle s’applique aux lignes devant être exploitées sous pression, en gravitaire ou en dépression, que ces lignes aient été soumises ou non à une épreuve hydraulique avant leur enfouissement.

Toutes les soudures comportant des défauts hors tolérances sont réparées puis radiographiées à nouveau.

Après réparation, 2 radiographies supplémentaires des soudures effectuées par le même soudeur sont effectuées sur :

* Les 2 soudures précédentes, si la soudure défectueuse était la dernière réalisée par le soudeur,
* Une soudure précédente et une soudure suivante, si la soudure défectueuse a été réalisée en cours de chantier.

L’inspecteur se réserve le droit de retirer la qualification d’un soudeur si celui-ci réalise fréquemment des soudures défectueuses.

**Contrôle par radiographie, ressuage, magnétoscopie et ultrasons.**

Les interventions de l’organisme de contrôle sur chantier seront programmées en parfait accord avec l’entreprise de tuyauterie.

Le mode opératoire des contrôles non destructifs des soudures sera conforme aux spécifications du « CODETI 2001 Révision 12/02 partie I ‘’contrôle et Inspection’’ article I.2.5 annexes I.A.4. I.A.5. I.A.6. et I.A.7. Tableaux I.2.5.4.2, I.2.5.7.1, paragraphes 1.2.5.5 à I.2.5.7» ou « ASME ».

Les résultats du contrôle, des films, des graphiques et des diagrammes seront mis à la disposition de l’entreprise de tuyauterie qui les utilisera pour améliorer, en cas de défauts, la qualité des soudures.

**Transmission des résultats des contrôles non destructifs**

Les résultats des examens seront fournis dans un délai de 24 heures consécutif à l’achèvement des soudures de chaque tronçon ou d’une soudure particulière isolée.

Concernant les soudures de raccordement, les résultats des examens seront fournis immédiatement après le développement des films sur site.

Ces résultats seront communiqués à l’entreprise de tuyauterie par l’organisme de contrôle sur le chantier. Ces résultats comporteront la liste des coupes et réparations à effectuer avec la nature et l’emplacement des défauts.

1. **CONTROLE DES EPREUVES REGLEMENTAIRES DE RESISTANCE ET D’ETANCHEITE**

Les épreuves de résistance et d’étanchéité seront réalisées à l’eau, à charge de l’entreprise de tuyauterie suivant les règles de l’art.

Les épreuves doivent se dérouler en présence de l’entreprise de tuyauterie et d’un représentant de SCDP, selon la réglementation en vigueur au Cameroun.

Les tuyauteries seront rincées après épreuve.

1. **MONTAGE ELECTRIQUE**
   1. **Les travaux de montage des équipements :**

* Installation des nouvelles armoires électriques dans le local technique
* Installation de la boucle de terre principale (avec placement des piquets).

Un ensemble de mesures seront réalisées en vue de confirmer la bonne valeur ohmique de la boucle de terre

* Placement des cheminements câbles (fourreaux, chemin de câbles) avec mise à la terre
* Raccordement du nouveau tableau électrique sur le tableau de distribution existant :

1. Sélection, fourniture, placement et raccordement du matériel nécessaire pour l’ajout d’un

nouveau départ dans le tableau de distribution existant

* 1. Fourniture, placement et raccordement du câble d’alimentation entre le nouveau départ et l’armoire électrique de distribution.
* Pose, identification, raccordement et tests des différents câbles électriques
* Raccordement des Pompes GPL (moteur et instrumentation)
* Pose et raccordement des équipements chargement camion :
  1. boitier de contrôle / commande
  2. boitier de mise à la terre
* Pose et raccordement des détecteurs gaz et flamme
* Pose et raccordement des avertisseurs sonore et lumineux
* Pose et raccordement des boutons arrêt d’urgence
* Pose et raccordement des coffrets de contrôle / commande locaux
* Pose et raccordement des différents appareils d’éclairage (avec interrupteurs et boite de jonction)

L’entrepreneur prendra en charge la fourniture du matériel suivant :

* Colliers pour fixation des câbles
* Souliers de câble, cosses, …
* Matériel pour fixation mécanique des équipements (boulons, ..)
* Repères câbles
* Repères fils pour raccordement sur borniers
* Repères pour les différents équipements
  1. **Mise en service**

L’entrepreneur prendra en charge la mise en service des différents tableaux électriques et équipements.

Un document de commissioning sera réalisé et validé par le client final.

L’entrepreneur mettra à disposition l’ensemble du matériel de mesure et de simulation nécessaire à la mise en service.

* 1. **Tests de l’installation**

L’entrepreneur prendra en charge les tests finaux de l’ensemble du système de distribution électrique et contrôle / commande.

Un protocole de test sera réalisé et validé par le client final.

1. **MATÉRIELS À FOURNIR PAR L’ENTREPRISE :**
2. **L’entreprise aura à sa charge la fourniture de tous les matériels supplémentaires**
3. **Spécification de quelques matériels**
4. **Listes des bras de chargement pour poste camions citerne.**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Item** | **Désignation** | **U** | **Qté** |
| **1** | **Fourniture bras de chargement composé d’un bras monté sur un support, boulonné au sol, de référence E2824** | | |
| Bras Retour gazeux GPL 2" LPG avec Equilibrage | U | 2 |
| Vanne manuelle 3'' entrée ANSI 300 |
| Système de déconnexion d'urgence à câble |
| Ligne de purge avec vanne manuelle 1/2" |
| Bride tournante 2" et support de bras |
| WEIGHT:289.80 Kg |
| YEAR :2018 |
| **Matériaux:** |
| Tube, Brides, Joint tournant et Coudes: Acier carbone |
| Joint d’étanchéité: PFTE comme demandé |
| **Connections** |
| Bride arrivée Phase gazeuse: Bride 3” ANSI 300lb |
| Connections au camion: Raccord WECO 3” |
| **Equilibrage** |
| Le bras de chargement est équilibré par un cylindre à ressort de compression linéaire qui permet à l'opérateur de soulever le bras et de déplacer manuellement le bras dans la position de chargement pour ensuite abaisser le bras et le fixer en place |
| **Vannes** |
| ligne de purge (montée en aval de la vanne produit) avec vanne à boisseau sphérique ½” passage réduit, sécurité feu commande par volant, flexible onduleux inox attaché le long du bras, jusqu'à la bride de base par colliers, sortie ½" |
| **Peinture** |
| Grenaillage SA 2,5 suivant standard suédois. 1 couche anti rouille puis 3 couches de peinture blanche d’épaisseur totale 255 microns |
| **Système de déconnection d’urgence par câble** |
| Dispositif de déconnection d’urgence à câble, en acier inoxydable, montage à bride. Joints: PTFE - Taille: 3 " (gazeux) |
| **Barre de parallélogramme** |
| Barre de parallélogramme avec un 6 eme joint tournant Ceci permet une manipulation très aisée pour les opérateurs en ayant la manchette d'extrémité horizontale, avec quelques degrés de liberté pour la connexion |
| **2** | **Détecteur de position** | | |
| Détecteur de position parking avec boite de jonction et câblage | U | 2 |
| **3** | **Dispositif de contrôle de mise à la terre de référence EKX4** | | |
| Dispositif de mise à la terre de référence EKX4 avec câble spiralé de 10 mètres avec pince en acier inoxydable revêtu de néoprène, résistant aux hydrocarbures, avec système anti arrachement TW700 | U | 2 |

1. **Fourniture d’une manchette complète sur le bras de chargement WC N°2 GPL**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **ITEM** | **DÉSIGNATION** | **U** | **QTÉ** |
| 1 | **Manchette complète pour bras GPL** | | |
| (1)Bride 3'' ANSI 300 | U | 1 |
| (1) tube SCH 80 |
| (1) Coude CR SCH 80 |
| (1) Articulations D2000 |
| (1) Coude CR SCH 80 avec piquage de purge 1/2'' |
| (1) vanne de purge 1'2'' NPT sécurité feu |
| (1) Breakaway TODO à visser ou souder 2'' |
| (1) Raccord WECO à oreilles ou cranté |
| (1) Vérin de manchette |
| (2) tresses de continuité électrique |
| Radio 10% |
| Certificat DEP,ATEX,3.1b |
| Etude, plans, documentations, dossier de soudage |
| 1 kit de réparation breakaway TODO 2'' |

1. **TESTS, MISE EN SERVICE & FORMATION**

L’ensemble des opérations de mise en service sont à la charge de l’ENTREPRENEUR. L’ensemble des tests réalisés permettant d’attester du bon fonctionnement de l’installation seront consignés sur des PV.

Les procédures de tests et de mise en service seront soumise à l’approbation du maître de l’ouvrage

L’ENTREPRENEUR délivrera une formation au personnel exploitant afin que ce dernier puisse utiliser l’installation dans les meilleures conditions process et sécurité.

1. **LIMITES DES PRESTATIONS**

**A la charge de la SCDP**

* Fourniture des documents administratifs (autorisation administrative et les différents permis) ;
* Mise à disposition des installations;
* Mise à disposition des agents de sécurité.

**A la charge de l'entreprise**

* Fourniture de tous les consommables et du matériel nécessaire à la réalisation de ces travaux;
* Fourniture de tous les matériels et consommables non pris en compte par la SCDP;
* Mise à disposition du personnel qualifié et équipé des EPI;
* Fourniture de toutes les fiches techniques des fournitures ;
* Fourniture des certificats d’origines des matériels ;
* Exécution de toutes les tâches ci-dessus;
* Visite des installations obligatoires;
* Nettoyage chantier.

**PièceN°6:**

**BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **N°PRIX** | **DESIGNATION ET PRIX UNITAIRES EN LETTRES** | **PU EN CHIFFRES (EN FCFA)** |
| **I - TRAVAUX PRELIMINAIRES** | | |
| **1** | **TRAVAUX PRELIMINAIRES** |  |
|  |  |  |
| 1.1 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché l'installation chantier - Mobilisation - démobilisation, le forfait à \_\_\_\_\_\_ |  |
| 1.2 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché Etude complémentaire, l'ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| 1.3 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché la fourniture du chantier en eau et électricité, le forfait à \_\_\_\_\_\_ |  |
| 1.4 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché l'études de construction (tous corps d'état), l'ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| 1.5 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché la mise à disposition de la logistique - Véhicules - Engins l’ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| 1.6 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché la fourniture du dossier des Ouvrages Exécutés l’ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
|  |  |  |
| **II - SPECIFICATION TRAVAUX DE GENIE CIVIL ET BATIMENTS** | | |
| **2.1** | **TERRASSEMENTS GENERAUX** |  |
| 2.1.1 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché le décapage terres végétales, implantations et piquetage, l’ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| 2.1.2 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché l'évacuation des terres excédentaires avec mise en décharge, l’ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| 2.1.3 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché la remise en état du site après la fin du chantier et évacuation des déchets, l’ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| **2.2** | **RESEAUX ELECTRICITE - INSTRUMENTATION** |  |
| 2.2.1 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché la réalisation de tranchée pour réseau électrique l’ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| 2.2.2 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché la fabrication et pose des chambres de tirage l’ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| 2.2.3 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché la fourniture et pose des fourreaux type janolène l'ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| 2.2.4 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché la fourniture et pose des mises à la terre l’ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| **2.3** | **NOUVEAU POSTE DE CHARGEMENT CAMIONS** |  |
| 2.3.1 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché la réalisation des fouilles, l’ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| 2.3.2 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché la mise en place du béton de propreté, l’ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| 2.3.3 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché la réalisation du dallage de 20 cm d'épaisseur en béton armé, y compris toutes sujétions, l’ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| 2.3.4 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché la réalisation des massifs pour équipements, l’ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| 2.3.5 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché la fourniture et mise en place structure métallique des PCCC, l’ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| 2.3.6 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché la fourniture et pose des mises à la terre l’ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| **2.4** | **SUPPORTS ET SAUT DE TUYAUTERIES** |  |
| 2.4.1 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché la réalisation des fouilles, le mètre cube à \_\_\_\_ |  |
| 2.4.2 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché la mise en place du béton de propreté, le mètre cube à \_\_\_\_ |  |
| 2.4.3 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché la mise en place du béton armé pour plots, sleepers et massifs sauts de tuyauterie, le mètre cube à \_\_\_\_ |  |
| 2.4.4 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché la fourniture et mise en place structure métallique de supportage, l'ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| **III - FOURNITURE EQUIPEMENTS SPECIFIQUES** | | |
| **3.1** | **EQUIPEMENTS ET RESEAU GPL** |  |
| 3.1.1 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché la fourniture des tuyauteries , l'ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| 3.1.2 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché la fourniture de deux bras gazeux de 2’’ pour chargement camion,l’unité à\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| 3.1.3 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché la fourniture d’un ensemble bras jumellé pharse liquide 3’’ et pharse gazeuse 2’’ pour chargement wagons citernes,l’unité à\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| 3.1.4 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché la fourniture de robinetterie et accessoires, l'ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| **IV - SPECIFICATION TRAVAUX DE TUYAUTERIE** | | |
| **4.1** | **TRAVAUX DE TUYAUTERIE** |  |
| 4.1.1 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché l'exécution nouveaux piquages 8" soutirage R01, R02 et R03l'ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| 4.1.2 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché la réalisation du réseau GPL, l'ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| 4.1.3 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché la réalisation du nouveau réseau huile hydraulique, l'ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| 4.1.4 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché le démantellement de l'ancienne pomperie GPL, l'ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| **4.2** | **PEINTURE** |  |
| 4.2.1 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché la réalisation des revêtements anticorrosion des tuyauteries et accessoires , l'ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| **4.3** | **SUPPORTS** |  |
| 4.3.1 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché la fourniture et mise en place des supports métalliques, le forfait à \_\_\_\_\_\_ |  |
| **4.4** | **POSE DES EQUIPEMENTS** |  |
| 4.4.1 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché le montage équipements, l'ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| **4.5** | **CONTROLE** |  |
| 4.5.1 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché la réalisation des contrôles CND pour tuyauterie GPL, l'ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| 4.5.2 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché la réalisation des épreuves hydrauliques, l'ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| **V- TRAVAUX D’ELECTRICITE / INSTRUMENTATION / AUTOMATISME** | | |
| **5.1** | **FOURNITURES MATERIELS** |  |
| 5.1.1 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché la fourniture de détecteurs débit nul, l'ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| 5.1.2 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché la fourniture de l'armoire pompe GPL et équipements, l'ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| 5.1.3 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché la fourniture de disjoncteur amont départ pompe GPL 4 P 200 A, l'ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| 5.1.4 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché la fourniture de câbles, l'ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| 5.1.5 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché la fourniture d'arrêt d'urgence, l'ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| 5.1.6 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché la fourniture de boite de commande pompes, l'ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| 5.1.7 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché la fourniture de boite de jonction détecteur HC, l'ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| 5.1.8 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché la fourniture et mise en place d'éclairage, l'ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| **5.2** | **TRAVAUX** |  |
| 5.2.1 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché la pose disjoncteur dans l'armoire existante, l'ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| 5.2.2 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché la pose et raccordement armoire pompes GPL dans le local électrique, l'ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| 5.2.3 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché le tirage des câbles et raccordements, l'ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| 5.2.4 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché la pose éclairage complémentaire nouvelle pomperie et nouveau PCCC, l'ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| 5.2.5 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché la pose boites de commande pompes et groupe hydraulique, l'ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| 5.2.6 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché la pose Déplacement systèmes de mise à la terre des camions, l'ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| 5.2.7 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché la pose et raccordement nouveau groupe hydraulique fourni par la SCDP, l'ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| 5.2.8 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché la programmation automate pour prise en compte des nouveaux équipements, l'ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| 5.2.9 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans marché le Remplacement de la machette du bras de chargement WC N°2, l'ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| 5.2.10 | Ce pris rémunère dans les conditions prévues dans le Marché ,l’installation des nouveaux bras l'ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| 5.2.11 | Ce prix rénumère dans les conditions prévues dans le Marché,l’Installation du compteur au poste de chargement CC N°2,l’ensemble à\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| 5.2.12 | Ce prix rémunère dans les conditions prévues dans le Marché,les tests et la mise en service , l'ensemble à \_\_\_\_\_\_\_\_ |  |

PIECE N°7 :

DEVIS ESTIMATIF ET QUANTITATIF

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **DESIGNATION** | **U** | **Qté** | **PU (FCFA)** | **P T(FCFA)** | |
|  | | | | | | |
| **I-** | **TRAVAUX PRELIMINAIRES** | | | | | |
| 1.1 | Installation chantier - Mobilisation - démobilisation | forfait | 1 |  |  | |
| 1.2 | Etude complémentaire | Ens | 1 |  |  | |
| 1.3 | Fourniture du chantier en eau et électricité | forfait | 1 |  |  | |
| 1.4 | Etudes de construction (tous corps d'état) | Ens | 1 |  |  | |
| 1.5 | Logistique -Véhicules - Engins | Ens | 1 |  |  | |
| 1.6 | Dossier des Ouvrages Exécutés | Ens | 1 |  |  | |
|  | | | | | |  |
| ***S/TOTAL I*** | | | | | |  |
|  |  |  |  |  |  | |
| **II - TRAVAUX DE GENIE CIVIL ET BATIMENTS** | | | | | | |
|  |  | | | | | |
| **2.1** | **TERRASSEMENTS GENERAUX** | | | | | |
| 2.1.1 | Décapage terres végétales, implantations et piquetage | Ens | 1 |  |  | |
| 2.1.2 | Evacuation des terres excédentaires avec mise en décharge | Ens | 1 |  |  | |
| 2.1.3 | Remise en état du site après la fin du chantier et évacuation des déchets | Ens | 1 |  |  | |
|  | | | | | |  |
| **2.2** | **RESEAUX ELECTRICITE - INSTRUMENTATION** | | | | | |
| 2.2.1 | Tranchées pour réseau électrique | Ens | 1 |  |  | |
| 2.2.2 | Fabrication et pose des chambres de tirage | Ens | 1 |  |  | |
| 2.2.3 | Fourniture et pose des fourreaux type janolène | Ens | 1 |  |  | |
| 2.2.4 | Fourniture et pose des mises à la terre | Ens | 1 |  |  | |
|  | | | | | |  |
| **2.3** | **NOUVEAU POSTE DE CHARGEMENT CAMIONS** | | | | | |
| 2.3.1 | Réalisation des fouilles | Ens | 1 |  |  | |
| 2.3.2 | Mise en place du béton de propreté | Ens | 1 |  |  | |
| 2.3.3 | Réalisation du dallage de 20 cm d'épaisseur en béton armé, y compris toutes sujétions | Ens | 1 |  |  | |
| 2.3.4 | Réalisation des massifs pour équipements | Ens | 1 |  |  | |
| 2.3.5 | Fourniture et mise en place structure métallique des PCCC | Ens | 1 |  |  | |
| 2.3.6 | Fourniture et pose des mises à la terre | Ens | 1 |  |  | |
|  | | | | | |  |
| **2.4** | **SUPPORTS ET SAUT DE TUYAUTERIES** |  |  |  |  | |
| 2.4.1 | Réalisation des fouilles | m3 | 3 |  |  | |
| 2.4.2 | Mise en place du béton de propreté | m3 | 0,5 |  |  | |
| 2.4.3 | Mise en place du béton armé pour plots, sleepers et massifs sauts de tuyauterie | m3 | 6,5 |  |  | |
| 2.4.4 | Fourniture et mise en place structure métallique de supportage | Ens | 1 |  |  | |
|  | | | | | |  |
| **S/TOTAL II** | | | | | |  |
|  |  |  |  |  |  | |
| **III - FOURNITURE EQUIPEMENTS SPECIFIQUES** | | | | | | |
|  |  |  |  |  |  | |
| **3.1** | **EQUIPEMENTS ET RESEAU GPL** | | | | | |
| 3.1 | Fourniture des tuyauteries | ENS | 1 |  |  | |
| 3.2 | Fourniture de deux bras gazeux de 2’’ pour chargement camion | U | 1 |  |  | |
| 3.3 | Fourniture d’un ensemble bras jumellé pharse liquide 3’’ et pharse gazeuse 2’’ pour chargement wagons citernes, | U | 1 |  |  | |
| 3.4 | Fourniture de robinetterie et accessoires | ENS | 1 |  |  | |
|  |  |  |  |  |  | |
| ***S/TOTAL III*** | | | | | |  |
|  |  |  |  |  |  | |
| **IV - SPECIFICATION TRAVAUX DE TUYAUTERIE** | | | | | | |
| **4.1** | **TRAVAUX DE TUYAUTERIE** |  |  |  |  | |
| 4.1.1 | Exécution nouveaux piquages 8" soutirage R01, R02 et R03 | Ens | 1 |  |  | |
| 4.1.2 | Réalisation du réseau GPL | Ens | 1 |  |  | |
| 4.1.3 | Réalisation du nouveau réseau huile hydraulique | Ens | 1 |  |  | |
| 4.1.4 | Démantèlement de l'ancienne pomperie GPL | Ens | 1 |  |  | |
|  | | | | | |  |
| **4.2** | **PEINTURE** |  |  |  |  | |
| 4.2.1 | Réalisation des revêtements anticorrosion des tuyauteries et accessoires | Ens | 1 |  |  | |
|  | | | | | |  |
| **4.3** | **SUPPORTS** |  |  |  |  | |
| 4.3.1 | Fourniture et mise en place des supports métalliques | forfait | 1 |  |  | |
|  | | | | | |  |
| **4.4** | **POSE DES EQUIPEMENTS** |  |  |  |  | |
| 4.4.1 | Montage équipements | Ens | 1 |  |  | |
|  | | | | | |  |
| **4.5** | **CONTROLE** |  |  |  |  | |
| 4.5.1 | Réalisation des contrôles CND pour tuyauteries GPL | Ens | 1 |  |  | |
| 4.5.2 | Réalisation des épreuves hydrauliques | Ens | 1 |  |  | |
|  | | | | | |  |
| **S/TOTAL IV** | | | | | |  |
|  |  |  |  |  |  | |
| **V- TRAVAUX D’ELECTRICITE / INSTRUMENTATION / AUTOMATISME,TESTS ET MISE EN SERVICE** | | | | | | |
| **5.1** | **FOURNITURES MATERIELS** | | | | | |
| 5.1.1 | Détecteurs débit nul | Ens | 1 |  |  | |
| 5.1.2 | Armoire pompe GPL et équipements | Ens | 1 |  |  | |
| 5.1.3 | Disjoncteur amont départ pompe GPL 4 P 200 A | Ens | 1 |  |  | |
| 5.1.4 | Fourniture de câbles | Ens | 1 |  |  | |
| 5.1.5 | Arrêt d'urgence | Ens | 1 |  |  | |
| 5.1.6 | Boite de commande pompes | Ens | 1 |  |  | |
| 5.1.7 | Boite de jonction détecteur HC | Ens | 1 |  |  | |
| 5.1.8 | Eclairage LED | Ens | 1 |  |  | |
|  | | | | | |  |
| **5.2** | **TRAVAUX** | | | | | |
| 5.2.1 | Pose disjoncteur dans l'armoire existante | Ens | 1 |  |  | |
| 5.2.2 | Pose et raccordement armoire pompes GPL dans le local électrique | Ens | 1 |  |  | |
| 5.2.3 | Tirage des câbles et raccordements | Ens | 1 |  |  | |
| 5.2.4 | Pose éclairage complémentaire nouvelle pomperie et nouveau PCCC | Ens | 1 |  |  | |
| 5.2.5 | Pose boites de commande pompes et groupe hydraulique | Ens | 1 |  |  | |
| 5.2.6 | Déplacement systèmes de mise à la terre des camions | Ens | 1 |  |  | |
| 5.2.7 | Pose et raccordement nouveau groupe hydraulique fourni par la SCDP | Ens | 1 |  |  | |
| 5.2.8 | Programmation automate pour prise en compte des nouveaux équipements | Ens | 1 |  |  | |
| 5.2.9 | Remplacement de la machette du bras de chargement WC N°2 | Ens | 1 |  |  | |
| 5.2.10 | Installation des nouveaux bras de chargement | Ens | 1 |  |  | |
| 5.2.11 | Installation du compteur au poste de chargement CC N°2 | Ens | 1 |  |  | |
| 5.2.12 | Mise en service | Ens | 1 |  |  | |
|  | | | | | |  |
| ***S/TOTAL V*** | | | | | |  |
|  | | | | | | |
| **TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V) HTVA** | | | | | |  |
| **TVA (19,25%)** | | | | | |  |
| **AIR (2,2 ou 5,5%)** | | | | | |  |
| **TOTAL TTC** | | | | | |  |
| **NET A MANDATER** | | | | | |  |

Pièce N° 8 :

CADRE DU SOUS DETAIL DES PRIX

a. Détail du coefficient de vente suivant le modèle présenté après la présente note ;

b. Coût en prix secs des matériels prévus pour le chantier ;

c. Coût en prix secs des fournitures nécessaires au chantier ;

d. Coût de la main d’œuvre locale et expatriée ;

e. Pour chaque prix du bordereau, une fiche issue des points 1, 2, 3 et 4 susvisés, indiquant les rendements conduisant aux prix unitaires ;

f. Le sous détail précis des forfaits d’installation du camp de base, d’amenée et de retour du matériel, du laboratoire et ses équipements, d’aménagement d’une carrière (le cas échéant), etc. ;

g. Le sous détail précis des forfaits d’aménagement, d’entretien des locaux et de fourniture des moyens mis à la disposition de l’Administration ;

h. Le sous détail des impôts et taxes.

2. Cadre de présentation du coefficient de vente, encore appelé coefficients de frais généraux.

A. Frais généraux de chantier

- Etudes …..

- … …..

- …

Total C1

B. Frais généraux de siège

- Frais de siège …..

- Frais financiers …..

- … …..

- Aléas et bénéfice …..

Total C2

Coefficient de vente k = 100/(100-C) avec C=C1+C2

Pièce N°8 :  
Cadre du sous-détail des prix

**MODELE DE SOUS DETAIL DES PRIX (SCDP)**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **MOELE DE SOUS DETAIL DES PRIX** | | | | |
| DESIGNATION : | | | | |
| N° PRIX | Rendement journalier | Quantité totale | Unité | Durée d’activité |
|  |  |  |  |  |
|  | CATEGORIE | Salaire journalier | Jours facturés | Montant |
| **Main d’œuvre** |  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
| **TOTAL A** | | | |
| **Matériel et engins** | TYPE | Taux journalier | Jours facturés | Montant |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
| **TOTAL B** | | | |
| **Matériaux et divers** | TYPE | Taux journalier | Consommation | Montant |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
| **TOTAL C** | | | |
| **D** | **TOTAL DES COUTS DIRECTS A + B + C** | | |  |
| **E** | **Frais généraux de chantier** | **%** | **= D x %** |  |
| **F** | **Frais généraux de siège** | **%** | **= D x %** |  |
| **G** | **COÛT DE REVIENT** | **-** | **= D + E + F** |  |
| **H** | **Risques + bénéfices** | **%** | **= G x %** |  |
| **P** | **PRIX DE VENTE TOTAL HORS TAXE** | | **= G + H** |  |
| **V** | **PRIX DE VENTE UNITAIRE HORS TAXE** | | **P / Qté** |  |

Pièce N°9 :  
Modèle de marché

|  |  |
| --- | --- |
| REPUBLIQUE DU CAMEROUN  Paix – Travail – Patrie  ---------  Société Camerounaise des Dépôts Pétroliers  ---------- | REPUBLIC OF CAMEROON  Peace - Work- Fatherland  ----------  Cameroon Petroleum Depot Company  ---------- |

**MARCHE ou LETTRE COMMANDE N° \_\_\_\_\_\_\_\_/M ou LC/AC/MO/CPM/ 00**

Passé après Appel d’Offres N°\_\_\_\_\_\_\_/AO/MO/CPM /00 du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **MAITRE D’OUVRAGE** | **;** | DIRECTEUR GENERAL DE LA SOCIETE  CAMEROUNAISE DES DEPOTS PETROLIERS (SCDP) | |
|  |  |  | |
| **TITULAIRE** | **:** | **[A compléter]**  N° RCCM : ………………………………, NIU : ………………………………..  N° de Compte : …………………………………………………………..  IBAN : ……………………………………………….  Banque : ………………………………………….  B.P : ……………………………. / TEL : ………………………………… | |
|  |  |  | |
| **OBJET DU MARCHE** | **:** | [A compléter] | |
|  |  |  | |
| **LIEUX D’EXECUTION** | **:** | [A compléter] | |
|  |  |  | |
| **MONTANT EN FCFA** | **:** | [A compléter] | |
| |  |  |  |  | | --- | --- | --- | --- | |  |  | **Montant en chiffre**  **F CFA** | **Montant en lettre**  **F CFA** | | **Montant TTC** | |  |  | | **Montant HTVA** | |  |  | | **TVA (19,25 %)** | |  |  | | **AIR (2 ,2 %)/(5,5%)** | |  |  | | **Net à Mandater** | |  |  | | | | |
|  | | | |
| **DELAI D’EXECUTION** | : | [A compléter] | |
|  |  |  | |
| **FINANCEMENT** | : | [A compléter] | |
|  |  |  | |
| **IMPUTATION** | : | [A compléter] | |
|  |  |  | |
|  |  | Souscrit, le  Signé, le  Notifié, le  Enregistré, le | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |

Entre :

**Société Camerounaise des Dépôts Pétroliers (SCDP)**, Société Anonyme au capital social de 16 800 000 000 FCFA ayant son siège social à Douala-BESSENGUE B.P. : 2271 Douala-Cameroun, Tel : 243 40 54 45 / 243 40 38 32, immatriculée au Registre de Commerce et du Crédit Mobilier sous le numéro RC/DLA/1999/B/6468 Douala et de numéro de contribuable : M077900001656A,

Représentée par son Directeur Général, Madame/Monsieur **\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_** ci-après dénommée : **« LE MAITRE D’OUVRAGE »**

D’UNE PART,

Et

LeEntrepreneur\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

BP\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Tél \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Fax : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

N° RC \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_N° Contribuable\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Représentée par Madame/Monsieur\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ son Directeur Général, dénommé ci-après **« L’ENTREPRENEUR »**

D'AUTRE PART,

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :**

**SOMMAIRE**

1. Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
2. Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
3. Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
4. Détail ou Devis Quantitatif et Estimatif (DQE)

**PAGE \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ ET DERNIERE DU MARCHE OU LETTRE COMMANDE N° \_\_\_\_/M OU LC/MO/CPM/ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_/AC/**

**PASSE APRES APPEL D’OFFRES \_\_\_\_\_ N°\_\_\_\_\_\_\_/AO/AC/MO/CPM /00 DU \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ POUR \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

|  |  |
| --- | --- |
| **TITULAIRE :** |  |
|  |  |
| **MONTANT :** |  |
|  |  |
| **DELAI :** |  |

|  |
| --- |
| Lu et accepté par leEntrepreneur  Yaoundé, le ......................................................................... |
| Signé par l’Autorité Contractante,  Yaoundé, le .......................................................................... |
| Enregistrement |

Pièce N°10 :  
Modèles de documents à utiliser par les Soumissionnaires

**TABLE DES MODELES**

[Annexe N°1 : Déclaration d’intention de soumissionner datée, signée et timbrée 118](#_Toc14363708)

[Annexe N°2 : Modèle de soumission financière 119](#_Toc14363709)

[Annexe N°3 : Modèle de caution de soumission 120](#_Toc14363710)

[Annexe N°4 : Modèle de cautionnement définitif 121](#_Toc14363711)

[Annexe N°5 : Modèle de caution d'avance de démarrage 122](#_Toc14363712)

[Annexe N°6 : Modèle de caution de retenue de garantie 123](#_Toc14363713)

Annexe N°1 : Déclaration d’intention de soumissionner datée, signée et timbrée

Je, soussigné :

Nationalité :

Domicile :

Fonction :

En vertu de mes pouvoirs (préciser la qualité), Après avoir pris connaissance du dossier d'Appel d’Offres y compris les additifs éventuels.

Déclare par la présente, l’intention de soumissionner pour cet Appel d’Offres.

Fait à \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_.

Signature, nom et cachet du Prestataire

Annexe N°2 : Modèle de soumission financière

Je, soussigné \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [Indiquer le nom et la qualité du signataire] représentant la société, l’entreprise ou le groupement \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ dont le siège social est à \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ inscrit au registre du commerce de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ sous le n° \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Après avoir pris connaissance de toutes les pièces figurant ou mentionnées au dossier d'Appel d’Offres y compris l’(es) additif(s), de l’appel d’offres [rappeler le numéro et l’objet de l’Appel d’Offres] :

* Après m'être personnellement rendu sur le site des travaux et avoir souverainement apprécié la situation et constaté la nature et les contraintes des travaux à réaliser
* Remets, revêtus de ma signature, le bordereau des prix unitaires ainsi que le devis estimatif établis conformément aux cadres figurant dans le dossier d'appel d'offres.
* Me soumets et m'engage à exécuter les travaux conformément au dossier d'Appel d'Offres, moyennant les prix que j'ai établis moi-même pour chaque nature d'ouvrage, lesquels prix font ressortir le montant de l'offre pour le lot n° \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_\_\_\_\_
* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [En chiffres et en lettres] francs CFA Hors TVA, et à
* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ francs CFA Toutes Taxes Comprises. [En chiffres et en lettres]
* M'engage à exécuter les travaux dans un délai de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Mois
* M’engage en outre à maintenir mon offre dans le délai \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ jours [indiquer la durée de validité, en principe 90 jours pour les AON et 120 jours pour les AOI] à compter de la date limite de remise des offres.
* Les rabais et les modalités d’application desdits rabais sont les suivants (en cas de possibilité d’attribution de plusieurs lots) :

Le Maître d’Ouvrage se libérera des sommes dues par lui au titre du présent marché en faisant donner crédit au compte n° \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ ouvert au nom de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ auprès de la banque \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Agence de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_.

Avant signature du marché, la présente soumission acceptée par vous vaudra engagement entre nous.

Fait à \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Signature de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

En qualité de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ dûment autorisé à signer les soumissions pour et au nom de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Annexe N°3 : Modèle de caution de soumission

A [indiquer l’Autorité Contractante et son adresse], « l’Autorité Contractante »

Attendu que l’entreprise \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, ci-dessous désignée « le soumissionnaire », a soumis son offre en date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ pour [rappeler l’objet de l’Appel d’Offres], ci-dessous désignée « l’offre », et pour laquelle il doit joindre un cautionnement provisoire équivalant à [indiquer le montant] francs CFA,

Nous \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [Nom et adresse de la banque], représentée par \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [Noms des signataires], ci-dessous désignée « la banque », déclarons garantir le paiement à l’Autorité Contractante de la somme maximale de [indiquer le montant] Francs CFA, que la banque s’engage à régler intégralement à l’Autorité Contractante, s’obligeant elle-même, ses successeurs et assignataires.

Les conditions de cette obligation sont les suivantes :

* Si le soumissionnaire retire son offre pendant la période de validité prévue dans le Dossier d’Appel d’Offres ;
* Si le soumissionnaire, s’étant vu notifier l’attribution du marché par l’Autorité Contractante pendant la période de validité :
  + Omet à signer ou refuse de signer le marché, alors qu’il est requis de le faire ;
  + Omet ou refuse de fournir le cautionnement définitif du marché (cautionnement définitif), comme prévu dans celui-ci.

Nous nous engageons à payer à [Autorité Contractante] un montant allant jusqu’au maximum de la somme stipulée ci-dessus, dès réception de sa première demande écrite, sans que l’Autorité Contractante soit tenu de justifier sa demande, étant entendu toutefois que dans sa demande l’Autorité Contractante notera que le montant qu’il réclame lui est dû parce que l’une ou l’autre des conditions ci-dessus, ou toutes les deux, sont remplies, et qu’il spécifiera quelle (s) condition (s) a (ont) joué.

La présente caution entre en vigueur dès sa signature et dès la date limite fixée par l’Autorité Contractante pour la remise des offres. Elle demeurera valable jusqu’au trentième jour inclus suivant la fin du délai de validité des offres. Toute demande de l’Autorité Contractante tendant à la faire jouer devra parvenir à la banque, par lettre recommandée avec accusé de réception, avant la fin de cette période de validité.

La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux du Cameroun seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

À \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

[Signature de la banque]

Annexe N°4 : Modèle de cautionnement définitif

Banque :

Référence de la Caution : N° \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

A [indiquer le Maître d’Ouvrage et son adresse] Cameroun, ci-dessous désigné le Maître d’Ouvrage »

Attendu que ; \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [Nom et adresse de l’entreprise], ci-dessous désigné « l’entrepreneur », s’est engagé, en exécution du marché désigné « le marché », à réaliser [indiquer la nature des travaux]

Attendu qu’il ; est stipulé dans le marché que l’entrepreneur remettra au Maître d’Ouvrage un cautionnement définitif, d’un montant égal à [indiquer le pourcentage compris entre 2 et 5 %] du montant de la tranche du marché correspondante, comme garantie de l’exécution de ses obligations de bonne fin conformément aux conditions du marché,

Attendu que ; nous avons convenu de donner à l’entrepreneur ce cautionnement.

Nous, \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [Nom et adresse de banque], représentée \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [Noms des signataires], ci-dessous désignée « la banque », nous engageons à payer au Maître d’Ouvrage, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que l’entrepreneur n’a pas satisfait à ses engagements contractuels au titre du marché, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute somme jusqu’à concurrence de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [En chiffres et en lettres].

Nous convenons qu’aucun changement ou additif ou aucune autre modification au marché ne nous libérera d’une obligation quelconque nous incombant en vertu du présent cautionnement définitif et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

Le présent cautionnement définitif prend effet à compter de sa signature et dès notification du marché. La caution est libérée dans un délai de [indiquer le délai] à compter de la date de réception provisoire des travaux.

Après le délai susvisé, la caution devient sans objet et doit nous être automatiquement retournée sans aucune forme de procédure.

Toute demande de paiement formulée par le Maître d’Ouvrage au titre de la présente garantie doit être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

Le présent cautionnement définitif est soumis pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux camerounais seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

À \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Annexe N°5 : Modèle de caution d'avance de démarrage

Banque : référence, adresse \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nous soussignés (banque, adresse), déclarons par la présente garantir, pour le compte de : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [le titulaire], au profit du Maître d’Ouvrage [Adresse du Maître d’Ouvrage] (« Le bénéficiaire »)

Le paiement, sans contestation et dès réception de la première demande écrite du bénéficiaire, déclarant que \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [le titulaire] ne s’est pas acquitté de ses obligations, relatives au remboursement de l’avance de démarrage selon les conditions du marché \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ relatif aux travaux [indiquer l’objet des travaux, les références de l’Appel d’Offres et le lot, éventuellement], de la somme totale maximum correspondant à l’avance de [vingt (20)%] du montant Toutes Taxes Comprises du marché n° \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, payable dès la notification de l’ordre de service correspondant, soit : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Francs CFA

La présente garantie entrera en vigueur et prendra effet dès virement des parts respectives de cette avance sur les comptes de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [Le titulaire] ouverts auprès de la banque \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ sous le n° \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Elle restera en vigueur jusqu’au remboursement de l’avance conformément à la procédure fixée par le CCAP. Toutefois, le montant de la caution sera réduit proportionnellement au remboursement de l’avance au fur et à mesure de son remboursement.

La loi et la juridiction applicables à la garantie sont celles de la République du Cameroun.

Signé et authentifié par la banque

À \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

[Signature de la banque]

Annexe N°6 : Modèle de caution de retenue de garantie

Banque : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Référence de la Caution : N° \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

A [indiquer le Maître d’Ouvrage]

[Adresse de l’Autorité Contractante] ci-dessous désigné « le Maître d’Ouvrage » attendu que ; \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [nom et adresse de l’entreprise], ci-dessous désigné « l’entrepreneur », s’est engagé, en exécution du marché, à réaliser les travaux de [indiquer l’objet des travaux] attendu qu’il ; est stipulé dans le marché que la retenue de garantie fixée à [pourcentage inférieur à 10% à préciser] du montant TTC du marché peut être remplacée par une caution solidaire, attendu que ; nous avons convenu de donner à l’entrepreneur cette caution, Nous, \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [nom et adresse de banque], représentée par \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [Noms des signataires], et ci-dessous désignée « la banque »,

Dès lors, nous affirmons par les présentes que nous nous portons garants et responsables à l’égard du Maître d’Ouvrage, au nom de l’entrepreneur, pour un montant maximum de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [En chiffres et en lettres], correspondant à [pourcentage inférieur à 10% à préciser] du montant du marché,

Et nous nous engageons à payer au Maître d’Ouvrage, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que l’entrepreneur n’a pas satisfait à ses engagements contractuels ou qu’il se trouve débiteur du Maître d’Ouvrage au titre du marché modifié le cas échéant par ses avenants, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute (s) somme (s) dans les limites du montant égal à [pourcentage inférieur à 10% à préciser] du montant cumulé des travaux figurant dans le décompte définitif, sans que le Maître d’Ouvrage ait à prouver ou à donner les raisons ni le motif de sa demande du montant de la somme indiquée ci-dessus.

Nous convenons qu’aucun changement ou additif ou aucune autre modification au marché ne nous libérera d’une obligation quelconque nous incombant en vertu de la présente garantie et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

La présente garantie entre en vigueur dès sa signature. Elle sera libérée dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception définitive des travaux, et sur mainlevée délivrée par le Maître d’Ouvrage.

Toute demande de paiement formulée par le Maître d’Ouvrage au titre de la présente garantie devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux camerounais seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

À \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

[Signature de la banque]

Pièce N°11:  
Justificatifs des études préalables

Pièce N°12 :  
Liste des établissements bancaires et organismes financiers autorisés à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics

Les établissements bancaires et organismes financiers ci-dessous, agréés par la COBAC et publiés par le Ministère chargé des Finances sont autorisés à émettre des cautions dans le cadre du présent appel d’offres. Aucun autre établissement ne sera admis dans ce cadre.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **N°** | **DESIGNATION DE L’ETABLISSEMENT** |  |
| **BANQUES** | | |
|  | AFRILAND FIRST BANK (FIRST BANK) | B.P. : 11834 YAOUNDE |
|  | BANQUE ATLANTIQUE du Cameroun (BACM) | B.P. : 2933 Douala |
|  | BANQUE GABONAISE POUR LE FINANCEMENT INTERNATIONAL (BGFI BANK) | B.P. : 600 Douala |
|  | BANQUE CAMEROUNAISE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (BC-PME) | B.P. : 12962 YAOUNDE |
|  | BANQUE INTERNATIONAL DU CAMEROUN POUR L’EPARGNE ET LE CREDIT (BICEC) | B.P. : 1925 Douala |
|  | BANK OF AFRICA CAMEROON (BOA CAMEROON) | B.P. : 4593 Douala |
|  | CITIBANK OF CAMEROON (CITIGROUP) | B.P. : 4571 Douala |
|  | COMMERCIAL BANK OF CAMEROON (CBC) | B.P. : 4004 Douala |
|  | ECOBANK CAMEROON | B.P. : 582 Douala |
|  | NATIONAL FINANCIAL CREDIT BANK (NFC-BANK) | B.P. : 6578 YAOUNDE |
|  | SOCIETE COMMERCIALE DE BANQUES- CAMEROUN (SCB-CAMEROUN) | B.P. : 300 Douala |
|  | SOCIETE GENERALE CAMEROUN (SGC) | B.P. : 4042 Douala |
|  | STANDARD CHARTERED BANK CAMEROON (SCBC) | B.P. : 1724 Douala |
|  | UNION BANK OF CAMEROON (UBC) | B.P. : 15569 Douala |
|  | UNITED BANK FOR AFRICA (UBA) | B.P. : 2088 Douala |
|  | CREDIT COMMUNAUTAIRE D’AFRIQUE (CCA) | B.P. : |
| **COMPAGNIES D’ASSURANCES** | | |
|  | Assurance et Réassurance Africaine S.A (Area) | B.P. : 1531 Douala |
|  | CHANAS ASSURANCES | B.P. : 109 Douala |
|  | ACTIVA ASSURANCES | B.P. : 12970 Douala |
|  | Atlantic Assurances S.A | B.P. : 2933 Douala |
|  | Beneficial General Insurance S.A | B.P. : 2328 Douala |
|  | CPA/SA | B.P. : 54 Douala |
|  | NSIA Assurance S.A | B.P. : 2759 Douala |
|  | PRO ASSUR | B.P. : 5963 Douala |
|  | SAAR S.A | B.P. : 1011 Douala |
|  | SAHAM Assurances S.A | B.P. : 11315 Douala |
|  | Zenith Assurances S.A | B.P. : 1540 Douala |